

Epilogue américano-palestinien

En choisissant, le lundi 29 août, de ne plus exiger la fermeture de la mission de l'OLP auprès des Nations unies, l'administration Reagan a discrètement renoncé à l'un de ses plus durs combats. Laisant délibérément passer l'expiration du délai légal, le gouvernement américain s'est abstenu de faire appel d'une décision du juge fédéral de New-York qui lui donnait tort. Après avoir souligné qu'en pareille circonstance la « politique de l'administration consiste à faire appel », le département de la justice a annoncé, un peu penaud, que « tout bien pesé, en raison de considérations de politique étrangère, les intérêts des Etats-Unis seront ainsi mieux servis ».

Cette victoire du bon sens met un terme honorable à une bataille qui, dès l'origine, bien mal engagée, l'affaire avait été déclarée en décembre dernier lors du Congrès, prenant prétexte « in extrémis » d'un amendement à la loi budgétaire du département d'Etat, ordonne la fermeture des deux représentations de l'OLP en territoire américain, l'une à Washington, l'autre à New-York. L'administration n'eut d'autre choix que de s'incliner devant une décision acquiescée à une forte majorité d'élus, tant démocrates que républicains, « travaillés » par le lobby pro-israélien du Capitole.

La controverse rebondit en mars lorsque les auteurs de l'amendement, soutenus par des parlementaires du premier plan comme le républicain Robert Dole et le démocrate Edward Kennedy entendirent inclure l'OLP dans la liste des « organisations terroristes » que l'Amérique a bannies de chez elle.

La fermeture du bureau de Washington, qui relevait de la seule souveraineté des Etats-Unis, eut bien lieu. En revanche, le sort de la représentation new-yorkaise plaçait l'administration dans une situation intenable. Juridiquement, elle empiétait sur l'accord de siège signé entre l'ONU et les Etats-Unis. Politiquement, elle souleva les véhémentes protestations de l'organisation internationale, et fut perçue comme une inutile provocation en pleine révolte palestinienne dans les territoires occupés par Israël.

Embarassé au premier chef, le secrétaire d'Etat George Shultz n'avait d'ailleurs pas caché sa colère, en qualifiant de « stupide » la décision du Congrès. Ses arguments l'ont donc emporté sur ceux du département de la justice. La Maison Blanche est parvenue à vaincre les irréductibles qui, au nom du respect des lois, exigeaient que le gouvernement fit appel du jugement fédéral. La décision annoncée lundi devrait satisfaire tout le monde. Pour l'ONU, l'incident est clos, « le différend avec le pays hôte ayant cessé d'exister ». Aux yeux de l'OLP, qui bénéficie à l'ONU d'un statut d'observateur depuis 1974, justice est faite. Côté américain, les apparences sont sauves, et le Congrès aurait mauvaise grâce à demander plus.

Au-delà de cette querelle de procédure reste le problème de fond sur l'attitude que devrait adopter Washington au cas où l'OLP ferait un pas de plus, par exemple lors de la prochaine réunion de son « Parlement en exil », vers la reconnaissance d'Iersel. Ce débat, bien plus fondamental, n'est pas près d'être tranché.

« Questions à Yasser Arafat » par MAREK HALTER PAGE 3

M 0147 - 0831 D - 4,50 F



Des réserves du RPR et de l'UDF au « oui » des centristes Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie sème le trouble dans l'opposition

Alors que M^{me} Veil, MM. Stasi et Barrot (centristes) se sont prononcés, le lundi 29 août, en faveur du « oui » au référendum du 6 novembre sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, M. Juppé, secrétaire général du RPR, a parlé de ce scrutin comme d'un « piège » pour l'opposition. Il l'a jugé « inutile » et a ajouté qu'il pourrait être « nuisible ». Comme le porte-parole de

l'UDF, M. Lamassoure, M. Juppé a regretté que le gouvernement ne se soit pas contenté d'une consultation du Parlement. M^{me} Veil n'a pas exclu de constituer une liste centriste homogène pour les élections européennes de 1989 et a affirmé que la véritable « ouverture » politique passe par une « coalition » parlementaire socialo-centriste.

Au terme de son voyage en Nouvelle-Calédonie, M. Michel Rocard rêvait tout haut. Trois formations politiques importantes (PC, PS, UDF) et « peut-être quatre » (RPR) appelleraient les Français à approuver, le 6 novembre, par référendum, le nouveau statut du territoire, fruit d'un accord entre le gouvernement et les ennemis d'hier (RPCR et FLNKS) aujourd'hui réconciliés.

A peine le premier ministre était-il rentré à Paris que M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, affirmait, au risque de traduire son embarras, sa volonté de ne pas tomber dans ce qu'il considère comme un « piège ». Certes, M. Rocard avait donné l'assurance qu'un référendum destiné à sceller la réconciliation sur un territoire qui était il y a trois mois au bord de la guerre civile ne peut être réduit à une simple opération de politique intérieure.

L'argumentation n'a pas convaincu M. Juppé. Le secré-

taire général du RPR dresse un constat de bon sens, qui paraît préparer une retraite en bon ordre. Tous les « oui », observe-t-il, seront comptabilisés au profit du gouvernement et du président de la République, auquel M. Rocard vient de signer une reconnaissance en partenariat sur la Nouvelle-Calédonie. Tous les « non » seront revendiqués par le Front national, seule formation qui ait annoncé son intention de faire campagne contre le statut de la Nouvelle-Calédonie.

Appeler à voter « oui » serait tresser une couronne de lauriers à ses adversaires politiques. Recommander le « non » serait contradictoire avec la position adoptée par ses alliés du RPCR, signataires des accords du 26 juin et du 20 août. Demander aux Français de s'abstenir serait peu glorieux, mais sans risque, puisque le premier ministre lui-même s'attend à une faible participation. M. Juppé a pourtant laissé échapper un

argument contradictoire avec cette tentation, puisqu'à son avis une abstention massive affaiblirait la portée de l'accord entre le RPCR et le FLNKS.

Le scrutin du 6 novembre, en tout cas, sème le trouble dans l'opposition. M^{me} Veil, MM. Stasi et Barrot, tous centristes, militent pour un « oui » sans réticence et sans arrière-pensée. Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, aurait préféré, comme M. Juppé, un vote du Parlement plutôt qu'un référendum, qu'il assimile à un « blanc-seing demandé aux Français », mais il admet que sa formation appellera probablement à voter « oui », même si ce n'est que du bout des lèvres.

Les frissons que le référendum fait passer sur l'opposition auront au moins, aux yeux de MM. Rocard et Mitterrand, le mérite de diviser un peu plus la droite.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 7.)

Marasme économique, misère et « nouveaux riches » La Pologne du système D

A la veille de l'anniversaire des accords de Gdansk, le 31 août 1980, sur la création du premier syndicat indépendant dans un pays socialiste, la situation paraissait bloquée dans le conflit qui oppose Solidarité au pouvoir polonais. Ce mouvement de grèves, comme le précédent, a été provoqué par des conditions économiques de moins en moins supportables par la population.

VARSOVIE
correspondance

« Ce n'est pas une crise, c'est un résultat. » Pour Stefan Kisilewski, écrivain vivant à Varsovie mais dont la plupart des œuvres sont publiées à l'étranger, le marasme économique que connaît la Pologne n'est pas une variation conjoncturelle, mais la conséquence de quarante ans de socialisme. « Pendant ces quarante années, les Polonais ont appris à devenir schizophrènes, poursuit un professeur d'université de Varsovie. Pour survivre, il leur faut

mener une double vie : la plupart ont deux emplois, et nous faisons tous nos comptes en deux monnaies : le zloty et le dollar... La frontière entre ce qui est permis et ce qui est toléré est si floue aussi, que nous ne savons plus ce qui est normal. »

Un terme résume à lui seul cette manière de vivre, qui implique avant tout que l'on compte avec et sur autrui : c'est la *kombinacja*, l'art de la combine. Cela signifie, par exemple, que l'on peut se procurer des coupons pour l'essence - rationnée à 20 litres par mois pour les petites cylindrées, à 28 litres pour les grosses - à la boulangerie, sous le comptoir naturellement.

Beaucoup de Polonais ont honte de ces pratiques mais tous, ou presque, y ont recouru. Une condition à remplir pourtant : il faut être suffisamment riche pour entrer dans le circuit, et pour ceux qui ne possèdent pas de devises, les chances sont faibles de mener une vie « décente ».

MARIE-FRANCE CALLE.
(Lire la suite page 19.)
et nos informations page 4.)

Le dossier de la « branche lyonnaise » devant la chambre d'accusation Action directe, mémoires du délire

Dix mille pages de procès-verbaux, mille scellés, tel est le dossier de la « branche lyonnaise » d'Action directe qui va être transmis à la chambre d'accusation de Lyon en vue d'un renvoi des inculpés devant la cour d'assises. Si ces derniers n'ont guère été loquaces à l'instruction, leurs carnets et leurs écrits ont permis de presque tout savoir de leurs activités et de leur idéologie.

LYON
de notre bureau régional

28 mars 1986, dans la nuit. Des fonctionnaires de la direction centrale et du service régional des renseignements généraux qui surveillent le domicile de l'ex-épouse d'André Olivier, de Lyon, n'attendent pas grand-chose de cette « planque ». Subodorant qu'à la veille du week-end Pascal Olivier viendra chercher sa fille aînée - âgée de seize ans - ils comptent seulement prendre en filature ce militant quadragénaire fiché à l'ultra-gauche, pour « loger

quelques-unes de ses relations et renouer des fils rompus, avec la mystérieuse mouvance d'Action directe. Vers 20 h 15, une R9 pénètre dans le parking de l'immeuble. Une adolescente s'engouffre dans la voiture qui redémarre en trombe. Les policiers la suivent, mais ils sont vite repérés. La filature tourne à la course poursuite. Feux rouges grillés, sens interdits, traversée d'un parking à double entrée... L'interpellation, non programmée, s'impose. A la faveur d'un embouteillage, elle s'opère en douceur. Pour ne pas exposer sa fille, André Olivier, qui est accompagné de Bernard Blanc, vingt-six ans, ne cherche pas à résister. Pourtant les deux hommes disposent d'un arsenal : trois revolvers, un pistolet, un pistolet-mitrailleur et une demi-douzaine de chargeurs.

Blanc étant considéré comme un petit malfaiteur, les enquêteurs pourraient en conclure qu'Olivier a dérivé vers la délinquance ordinaire. Mais, dans la nuit, un appel téléphonique anonyme, reçu à l'hôtel de police, va permettre de réaliser une impor-

tante perquisition à Saint-Etienne.

Samedi 29 mars 1986, 6 heures du matin. Une équipe du SRPJ de Lyon frappe à la porte d'un appartement rue Joseph-Soulayr, à Saint-Etienne. Pas de réponse. Une odeur de brûlé alerte les policiers, ils forcent une ouverture et découvrent Joëlle Crépet, vingt-neuf ans, en train d'enflammer des papiers dans la cuvette des W-C. Les policiers découvriront dans l'appartement quatre armes de poing, un fusil, plus de six cents clés, des cagoules, mais aussi des monceaux de papiers : coupures de journaux, plans d'agences bancaires, relevés d'écoutes téléphoniques, textes de revendication d'une vingtaine d'attentats et, surtout, un petit carnet d'une trentaine de pages, noircies d'une écriture appliquée, les « confessions » d'un certain Max Frérot. Ce scribe maniaque met d'un coup en pleine lumière les activités d'un groupe terroriste dont l'existence n'était même pas supposée : la branche lyonnaise d'Action directe.

ROBERT BELLERET.
(Lire la suite page 9.)

M. Jospin et les langues vivantes

Une expérience dans le primaire à la rentrée 1989
PAGE 8

Les détenus basques en Espagne

Des militants de l'ETA gagnés par la lassitude
PAGE 5

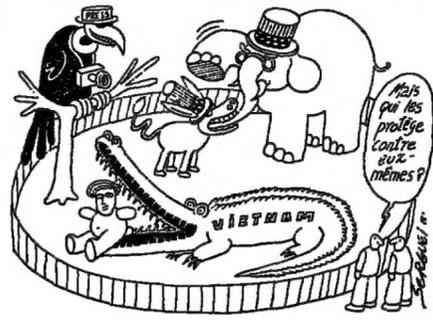
Imbroglia au Liban

Le sort de l'élection présidentielle est entre les mains de Damas et de Washington
PAGE 3

La surveillance des prix

Un entretien avec M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation
PAGE 20

La défense des animaux aux Etats-Unis



Méchants alligators et gentils grizzlis

PAGE 4
Le sommaire complet se trouve en page 24

La 45^e Mostra de Venise

Bac ou mariage de Jean Rouch et Tam-Sir Doueb
Cher Gorbatchev de Carlo Lizzani
Encore de Paul Vecchioni
Page 11

Chronique de 1789
La bataille de Charles IX
Page 2

L'INCROYABLE MONSIEUR MAXWELL

HISTOIRE D'UN EMPIRE

EDITIONS ODILE JACOB

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Des cellules qui rapportent

Reste-t-on propriétaire de ses cellules - et des profits qui en découlent - lorsque les chercheurs les utilisent ? La question se pose aux Etats-Unis.

Les révélations des pollens

Les mystères du rayonnement

Pages 15 et 16

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

37. La bataille de Charles IX

4 novembre 1789

La liberté de la presse existe, mais pas encore celle du... théâtre. Marie-Joseph Chénier, auteur jusque-là sans succès, vient d'écrire une tragédie, *Charles IX*, critique sévère de l'absolutisme et hymne à la justice et à la liberté. Las ! Le censeur du roi s'y oppose, craignant que la pièce ne mette en « mouvement toutes les passions ». L'affaire vint devant l'Assemblée et finalement, après de multiples manœuvres et tractations, Chénier l'emporta. *Charles IX* fut représenté à la Comédie-Française. Ce fut, bien sûr, un triomphe.

par MICHEL WINOCK

Le 10 novembre 1789, Adrien Duquesnoy cite dans son Journal un alexandrin tiré de *Charles IX* : « Il n'éprouve pas le besoin d'en préciser l'auteur — Marie-Joseph Chénier — car, depuis quelques jours, il n'est question à Paris que de lui et de sa pièce, que viennent de créer les Comédiens français, le 4 novembre. Un succès dont le fracas avait tourné au scandale.

Marie-Joseph Chénier, qui devait devenir une des gloires dramatiques des planches révolutionnaires en même temps qu'un élu de la Convention et un régicide, venait de franchir de manière tonitruante le seuil de la notoriété. Deux de ses pièces avaient été jouées avant les trois coups des États généraux : on ne peut pas dire qu'elles avaient flâté sa réputation. La première, *Edgar ou le Page supposé*, avait été représentée en novembre 1785 sous des sifflets ininterrompus. La deuxième, *Azémire*, avait eu la faveur du théâtre de la Cour à Fontainebleau : autre public et... même tollé ! Marie-Joseph en fut-il porté à la racine anti-artistique ? En tout cas, il abandonna sa plume et se mit, en 1787, à la composition d'une tragédie qui allait exténué la monarchie absolue et les mauvais conseillers du Prince.

Le sujet n'était plus tiré de l'histoire romaine ou de la mythologie grecque. Voltaire l'avait peut-être inspiré, en écrivant en 1764 : « Un jour viendra sans doute où nous mettrons les papes et le théâtre ; le temps viendra où la Saint-Barthélemy sera un sujet de tragédie. » Chénier avait laissé les pontifs romains, mais retenu effectivement le grand massacre nocturne du 24 août 1572 perpétré contre les protestants par le pouvoir royal sous l'influence de Catherine de Médicis et du duc de Guise. Mais par les Comédiens, la pièce avait été acceptée en septembre 1788, puis soumise, comme il se devait, au censeur du roi, Jean-Baptiste Suard. Celui-ci, plus averti des risques, mit son veto. On comprend pourquoi en lisant aujourd'hui ces vers pompeux, mais au goût de l'époque. On y voyait un monarque se résigner à une tuerie par bienveillance d'âme et un cardinal béni des poignards ; rien ne pouvait mieux s'accorder à l'esprit de révolte qui parcourait le royaume.

Charles IX est le type du souverain dépourvu de souveraineté ; caractère instable sous la domination d'une *Genitrice* fiévreuse, d'abord sensible aux conseils du bon Collignon, défenseur des protestants, et bientôt emporté vers le fanatisme par ceux du cardinal de Lorraine, complice de Catherine et du « Balafre ». Tandis qu'on entend le tocsin fatal, Charles reçoit la visite d'Henri de Navarre, qui vient donner la leçon au roi, et celui-ci s'effondre en maudissant ses vertueux conseillers : « Pardon, Dieu tout-puissant, Dieu qui venge les crimes ; Toi, Collignon : vous tous, vous trop chères victimes, Pardon, Si vous êtes témoins de mes douleurs. A votre meurtrier vous donneriez des pleurs. Les cruels ont instruit ma bouche à l'imposture : Leur voix a dans mon âme étouffé la nature ; J'ai trahi la patrie, et l'honneur, et les lois. Le ciel, en me frappant, donne un exemple aux rois. » Un personnage de la pièce interprétait la pensée de l'auteur : c'était le chancelier Michel de l'Hôpital. En de longues tirades, il démythifiait à sa manière le clergé et la monarchie, se posant en défenseur de la justice, de la liberté d'expression et du peuple souverain.

La pièce refusée par la censure, Chénier suivit le précédent de Beaumarchais : il la fit lire dans les salons, et notamment devant le duc d'Orléans, en janvier 1789. Rien ne révéla l'enthousiasme chez ses auditeurs :



ce sont les événements de l'été qui vont faire de cette pièce médiocre le symbole d'un nouveau théâtre, véritablement « national ». La tragédie de Chénier avait pour elle d'avoir été censurée, interdite, victime d'une mesure arbitraire ; elle devenait admirable par là même au moment où s'écroulaient les pierres de la Bastille. Qui plus est, rien que son sujet — une attaque contre la tyrannie des monarques coupés du peuple — lui valait un statut emblématique qui ferait sa fortune.

Le 19 août, lors de la seconde représentation d'*Ercole*, de Fontenelle, au Théâtre de la Nation (c'est le nom qu'avaient choisis les Comédiens-Français après le 14 juillet), Danton et quelques amis, au lever du rideau, réclamèrent à cor et à cri *Charles IX*, entraînant derrière eux une partie des spectateurs qui avaient pris connaissance d'un tract à l'entrée contre l'« inquisition de la pensée ». On vit alors

Le comédien Saint-Fal refusa le rôle de Charles IX, un roi de France « diffamé ». Le rôle échu donc à un jeune homme de vingt-trois ans qui n'avait encore interprété que des personnages secondaires : François-Joseph Talma, qui va s'imposer comme une nouvelle gloire du théâtre

Fleury, qui dirigeait la troupe plus royale que nationale, s'avancer pour expliquer au public son impuissance ; la pièce de Chénier était pas autorisée, provoquant du même coup de nouvelles protestations contre la censure. Fleury fut invité à s'adresser incontinent à la municipalité.

Le lendemain, le maire de Paris reçut le chef méprisante de la Comédie-Française. Prudent, Bailly renvoie l'affaire à l'Assemblée nationale. Mais Chénier ne put pas se laisser imposer des manœuvres dilatoires. Il intervint auprès des représentants de la Commune, leur écrivant trois jours avant le vote de la Déclaration des droits de l'homme : « S'il est dangereux de faire détester le fanatisme et la tyrannie, s'il est dangereux de faire adorer la vertu, les lois, la liberté, la tolérance, permettez-moi de me vanter ici qu'il est peu d'ouvrages aussi dangereux que *Charles IX*. »

Dépendant, le 27 août, le *Journal de Paris* publiait un article anonyme qui, sans mentionner explicitement le drame de Chénier, faisait l'apologie d'une censure nécessaire à l'établissement d'une distinction entre la liberté de la presse, à laquelle l'auteur se disait favorable, et celle du théâtre, qu'il récusait dans la mesure où le journal était lu dans la solitude tandis que les comédiens se produisaient devant des parterres qui pouvaient s'enflammer. On lisait entre les lignes de ce texte un éloge implicite de l'art théâtral : capable de « mettre en mouvement toutes les passions ». On reconnaît celui qui avait déclaré son amour du censeur : c'était le censeur lui-même, Jean-Baptiste Suard.

Au début de septembre, un comité de l'Assemblée nationale, examina la pièce et conclut qu'il n'y avait rien à y redire. C'est alors que se déploya la contre-offensive, cette fois en direction du roi. Des évènements et des représentants de la Sorbonne vinrent lui réclamer l'interdiction de *Charles IX*. Le roi n'était plus en mesure d'interdire quoi que ce fut ; la Comédie-Française dépendait désormais de la municipalité. Mais ses comédiens, Fleury en tête, s'estimaient toujours « les Comédiens-Français ordinaires du roi », dépendant des gentilshommes de la Chambre. En somme, Fleury en appela de l'Assemblée nationale à Louis XVI. L'affaire traîna. A Paris, les Comédiens tentaient de reconquérir le public avec une autre pièce nouvelle, *Maria de Brabant*, de Barthélemy Imbert, mais sans succès. Chénier faisait, pendant tout ce temps, des pieds et des mains, pour imposer sa pièce aux Comédiens, qui avaient toujours le privilège de détenir le monopole des représentations du théâtre tragique.

la résistance de certains comédiens qui appartenaient aux « noirs ». C'est ainsi que Saint-Fal refusa le rôle de Charles IX, un roi de France « diffamé ». Le rôle échu donc à un jeune homme qui n'avait encore interprété que des personnages secondaires : François-Joseph Talma. Celui-ci, à vingt-trois ans, était sociétaire depuis le 1^{er} avril 1789 et devait attendre son tour. Il lui est offert plus tôt que prévu : grâce à *Charles IX*, il va s'imposer comme une nouvelle gloire du théâtre.

La soirée, cependant, promettait d'être chaude. Des lettres anonymes menaçaient Chénier et les acteurs. Peu de temps avant le lever du rideau, M^{lle} Vestris, qui devait incarner Catherine, repart dans sa loge inconnue qui l'informe qu'on allait l'assassiner sur la scène. La comédienne passa outre aux menaces, mais la salle était nerveuse ; les épées et les pistolets n'avaient point été déposés aux vestiaires. Avant le lever du rideau, un spectateur de l'orchestre se leva et réclama d'une voix ferme que le premier individu qui troublerait la pièce soit livré au tribunal du peuple. Acclamations et avertissements lancés aux éventuels manifestants : « A la lanterne ! A la lanterne ! ». La salle était prête : Naudet, hostile au parti

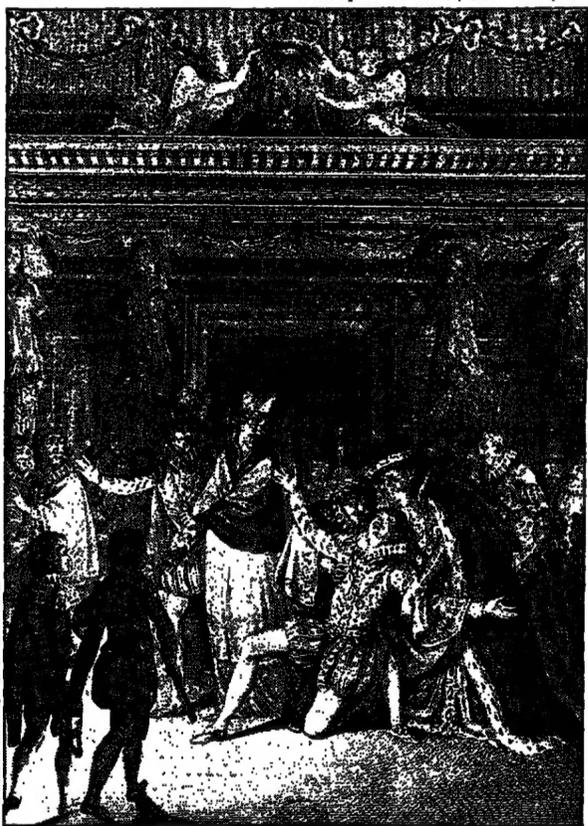
sentation d'un François II, en 1747, qui avait été joué par le président Hénault, lequel annonçait déjà l'audace de Chénier : « Est-ce que le cardinal de Lorraine et le duc de Guise, méditant la perte du prince de Condé, ne sont pas aussi intéressants que les confidents de l'olémée délégués sur la mort de Pompée ? Est-ce que Catherine de Médicis ne vaut pas bien la Cléopâtre de Rodogune et l'Agrippine de Néron ? » A défaut d'un Shakespeare, on avait trouvé un Marie-Joseph Chénier. Restait le pas à franchir : en finir avec les alexandrins qui incitent à la déclamation. L'année suivante, Louis-Sébastien Mercier écrira en faveur du drame en prose.

En attendant, la pièce avait fait fureur. Le jeu de Talma avait émerveillé la critique. Ce n'était pas complaisance partisane. Fleury lui-même, dans ses *Mémoires*, écrit : « Il faut avouer que nous ne nous attendions pas à ce qu'il produisit un tel effet. Lorsque, accablé de regards, le visage enfoncé dans les plis de son manteau royal, il se redressa soudain sous la malédiction qui lui était lancée, et, tendant sous le regard de l'homme qui la proférait, eut un mouvement convulsif de recul comme pour secouer les gouttes de sang de ses victimes dont il était éclaboussé, son jeu sublime nous laissa tous pantifs. » Du coup, Talma se retrouva juché, ainsi que Chénier, sur les épaules de spectateurs qui leur firent un triomphe jusqu'aux tables d'un café, où Danton, à ce qu'on dit, aurait fait cette prédiction : « Si Figaro a tué la noblesse, Charles IX tuera la royauté. »

A la deuxième représentation, même succès. Un spectateur, au cours du quatrième acte, s'étant écrié que la pièce devait s'intituler *l'Ecole des rois*, Chénier reprit le mot à son compte et en fit un sous-titre. Les faiseurs de chansons s'en mêlèrent :

*Enfin j'ous lu la pièce nouvelle
Que les surcristains ne trouvaient pas belle ;
Le pourquoi, c'est que l'Écol'des rois
Leur donn' diablement sur les doigts !*

Le parti adverse n'abdiqua pas, malgré le succès, sa volonté de faire suspendre la pièce. Une nouvelle démarche eut lieu à la Cour. Les premiers gentilshommes de la Chambre agréèrent la requête de la Compagnie, dans laquelle les Fleury, les Naudet, les Dazincourt n'avaient jamais



Deux scènes de *Charles IX*, la pièce écrite par Marie-Joseph Chénier. Gravure du haut : le cardinal de Lorraine béni les assassins de la Saint-Barthélemy. Ci-dessous : Charles IX succombe sous le poids des remords.

Les journées d'octobre ne firent pas avancer le parti de l'auteur. La présence du roi à Paris rendait aux yeux de certains sa pièce encore plus insultante. Le district des Carmes-Déchaussés publia le 12 octobre une motion dans ce sens : « Dans la circonstance où la capitale jouit du bonheur de posséder dans son sein son auguste monarque et la famille royale, il n'est pas un de ses sujets qui ne soit jaloux de voir la paix, l'ordre et le bonheur habiter le palais de nos rois... » Deux jours plus tard, le comité de police émanant de la Commune ratifiait la suspension provisoire de la représentation. Le 18 octobre, toujours dans le *Journal de Paris*, toujours anonyme, Suard enfonça le clou : la liberté de tout représenter sur le théâtre serait « le fléau de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la sociabilité et de la vraie liberté ».

QUE faire ? Chénier eut l'idée, à la fin d'octobre, d'user d'un stratagème pour damer le pion à la vigilante Anastasia. Il publia alors une brochure : *A messieurs les Parisiens sur la tragédie de Charles IX*, qu'il signe sans vergogne « M. Suard, l'un des quarante de l'Académie française ». Chénier, par cette ruse de plume, faisait l'éloge de sa propre production : « caractère noble », scrupuleux respect de la vérité historique, « belle morale », « vers pleins de goût, de noblesse et d'énergie », « style pur », tragédie digne « des applaudissements et de l'enthousiasme ». On n'est jamais si bien servi que par soi-même. A la guerre comme à la guerre : Suard en eut le bec cloué. Parallèlement, Chénier avait écrit aux soixante districts de Paris pour réfuter le caractère « dangereux » de sa pièce : « Je supplie ceux dont je suis ignoré de ne pas se laisser entraîner par les clabauderies des citoyens mal intentionnés. » Finalement, Chénier eut gain de cause : la première représentation fut décidée pour le 4 novembre. Mais l'auteur n'était pas au bout de ses peines, car il devait se heurter à

patriote, mais créant le rôle de l'amiral de Coligny, pouvait prononcer les premiers mots dans un calme complet.

La pièce de Chénier eût-elle été plus mauvaise qu'elle aurait encore fait un triomphe. Comme dirent plus tard les Goncourt, la soirée du 4 novembre serait Marie-Joseph et « Corneille de la Révolution ». Néanmoins, l'événement n'était pas seulement politique, même si Danton, Mirabeau, Camille Desmoulins et leurs amis s'employèrent à lui donner d'abord ce sens. On observa des innovations dans le costume et la mise des personnages. Charles IX avait les cheveux noirs et point de poudres ; il portait même des moustaches et une barbe à l'escopette ; sa grosse fraise à gaze blanche et son pourpoint de satin à petits carreaux galonnés d'or faisait « couleur locale » avant la lettre, de même que les boutons dorés sur le manteau de velours noir de Catherine de Médicis. Et puis, l'on n'entendait plus les héros se dire : « Seigneur », mais « Monsieur ». Chénier se flattait d'avoir donné au théâtre français un nouveau genre : la tragédie nationale.

A dire vrai, il avait eu des prédécesseurs. Les Goncourt rappellent ainsi la représentation

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Mardi 30 août : « La bataille de Charles IX », avec Guy Chausseinand-Nogaret. Mercredi 31 août : « La nouvelle union des Français », avec Roger Dupuy.

Danton : « Si Figaro a tué la noblesse, Charles IX tuera la royauté »

accepté de jouer Chénier que sous la contrainte de l'opinion et de l'Hôtel de Ville. Talma, que *Charles IX* avait porté au pinacle, était de son côté d'autant plus décidé à combattre pour l'esprit des Lumières. Il se résigna mal à redevenir un comparse dans *Erutus*. La troupe était partagée. Chénier se bat contre la suspension, proclame que « la scène doit changer avec tout le reste ». Il faudra tout de même qu'il attende le 13 janvier 1790 pour voir sa pièce reprise par les Comédiens-Français. Puis, une nouvelle fois abandonné, *Charles IX* est réclamé au moment de la fête de la Fédération, à la mi-juillet de la même année, par les provinciaux venus à Paris : « Nous n'avons que huit jours à passer à Paris, écrivait-il dans une lettre du 13 juillet aux Comédiens, et nous ne les emploierons pas à voir Didon et Zaïre. » Mirabeau et Danton appuient leur demande. Le 22 juillet, alors qu'on donnait le *Réveil d'Épiménide* — une comédie de Flins des Oliviers, — le député d'Aix, au lieu de réclamer la reprise de la tragédie de Chénier, Nouveau tintamarre. Naudet explique que l'état de santé de certains Comédiens empêche d'acquiescer aux désirs du public. Talma prend la parole à son tour, pour contredire son camarade, ce qui lui vaudra un duel, le lendemain, avec « celui-ci » — affrontement sans suite, mais qui tradit bien la crise de la Comédie-Française. Recours en vain de la faction Fleury, majoritaire, auprès du maire Bailly ; reprise de la pièce ; nouveau tumulte. Cette fois, la troupe intervient, battonnette au canon, pour faire évacuer la salle. La bataille de *Charles IX* continuait.

Dépendant, le véritable épilogue de *Charles IX* fut la nouvelle réglementation des théâtres. La loi de janvier 1791 cassa le monopole de la Comédie-Française. Son article premier stipulait : « Tout citoyen pourra élever un théâtre public et y faire représenter des pièces de tous les genres, en faisant préalablement à l'établissement de son théâtre, sa déclaration à la municipalité des lieux. » *Charles IX* pouvait désormais être joué partout, ce qui eut lieu effectivement. Chénier et Talma avaient fait une autre révolution dans la Révolution. Leur carrière ne faisait que commencer (1).

(1) Mes sources principales, outre les journaux du temps, ont été : *Histoire de la société française pendant la Révolution*, des frères Goncourt, 1889 ; *Le Théâtre de la Révolution française*, de Marvin Carlson (Gallimard, 1970) ; et *Le Théâtre et la Révolution*, de Daniel Hamiche (10/18, 1973), qui reproduit en annexe la tragédie de Chénier.

Demain : La nouvelle union des Français

est entre
Les calculs américains
M. Perez de C... une formule
Malgré le...
Les négociations trans...

LIBAN: la succession de M. Amine Gemayel

Le sort de l'élection présidentielle est entre les mains de Damas et de Washington

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Le Liban aura-t-il un président le 23 septembre, date de l'expiration du mandat de M. Amine Gemayel ?

Devant l'impassibilité de M. Soleiman Frangé et le boycottage politique du Parlement imposé par l'Est chrétien pour contrecarrer cette élection, chacun s'interroge sur les moyens et la volonté de sortir d'une situation apparemment inextricable.

Car, si le camp chrétien, soutenu en cela par les Etats-Unis, a réussi à bloquer la candidature de M. Soleiman Frangé, c'est maintenant au tour des alliés de la Syrie d'agir et de réclamer la réforme du système politique libanais avant toute élection. Une façon déguisée de repartir de zéro et de faire encore monter les enchères, mais personne ne se fait d'illusions sur le règlement en moins d'un mois d'une question demeurée sans solution lors du dialogue syro-américain, il y a déjà plusieurs semaines.

La grève, décrétée à l'appel des partis pro-syriens pour protester contre « l'ingérence des Etats-Unis et d'Israël » dans la campagne électorale a certes été massivement suivie vendredi dernier à Beyrouth-Ouest, mais comment aurait-il pu en être autrement dans une ville quadrillée par l'armée syrienne ?

En fait, si la tension demeure grande entre les deux camps, l'inquiétude gagnant la population — la livre a perdu 12 % face au dollar en moins d'une semaine, — chacun est persuadé que le sort de l'élection présidentielle libanaise est lié à la reprise du dialogue syro-américain et à ce que décideront Damas et Washington.

Les calculs

C'est là que l'on retrouve l'influence de la situation régionale car ce dialogue ne peut se limiter pour la Syrie au seul Liban. On explique, à Beyrouth, l'échec de la dernière mission à Damas du secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, par le refus de ce dernier de donner à la Syrie des garanties sur son rôle régional, notamment en ce qui concerne la question palestinienne et une éventuelle conférence internationale.

Cette attitude américaine aurait conduit la Syrie à appuyer la candidature de M. Soleiman Frangé, un homme sûr pour Damas, qui a toujours considéré le Liban comme faisant partie intégrante de sa sécurité. L'appui au président Frangé, il ne faut pas l'oublier, a été décidé par le président Hafez El Assad lui-même qui, exceptionnellement, l'a fait extérioriser par le Front national progressiste, la plus haute instance politique en Syrie. On prête au président syrien cette phrase lors de la réunion : « La candidature du président Frangé est stratégique et non tactique. Elle est en rapport avec la sécurité de la Syrie ».

Mais, que souhaitent et que peuvent donner aujourd'hui les Etats-Unis, alors que la situation régionale

est mouvante ? « Washington refait aussi ses calculs », affirme un homme politique libanais. Comment va évoluer la question palestinienne après la décision du roi Hussein de rompre avec les territoires occupés ? Une décision en tout état de cause négative pour Damas et qui risque de lui enlever des mains la carte palestinienne.

Quel sera le nouveau rôle joué par l'Irak et le président Saddam Hussein, un ennemi irréductible de Damas, lequel le lui rend bien ? Quid de ce que l'on nomme déjà le front antisyrrien : Irak, OLP, Egypte, et localement la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) qui entretient des rapports avec ce

front ? Lors de son dernier voyage à Bagdad à la mi-juillet, le vice-président des FL, M. Karim Pakradouni, ne s'est-il pas entretenu à trois reprises avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat ? Il est coasse de voir aujourd'hui une radio de l'Est louer des heures d'antenne à l'OLP pour qu'elle puisse se faire entendre dans les territoires occupés. Combien de chars — quatre-vingts, dit-on à Beyrouth, même si tous ne sont pas arrivés et ne viendront sans doute pas — l'Irak a-t-elle proposés à la milice chrétienne ?

Ces données nouvelles, Damas comme Washington les étudient, et c'est sans doute en fonction des réponses apportées que le dialogue pourra réussir, et d'abord sur la question de l'élection présidentielle libanaise.

Damas, qui entretient depuis douze ans des troupes sur plus de la moitié du territoire libanais, ne peut certes aujourd'hui accepter de « perdre » le Liban. Reste à savoir quel serait son choix si elle ne pouvait obtenir un Liban uni et fort sous son contrôle. Préférerait-elle alors un Liban divisé dont elle garderait la plus grande partie, ou se résoudrait-elle à un Liban chaotique tel qu'il est aujourd'hui ? Tout dépendra sans doute des réponses américaines.

Le handicap des « hommes forts »

A en croire les leaders chrétiens, et malgré les apparences, le dialogue syro-américain ne s'est jamais complètement interrompu et, affirmement, ils vont en chercher comme s'ils avaient reçu des garanties américaines : « Nous aurons un président avant le 23 septembre ». Rentré très discrètement, il y a une semaine, l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, M. John Kelly — moins en vue que son chargé d'affaires, M. Daniel Simpson, qui s'est attiré des reproches implicites du ministre libanais des affaires étrangères pour son « ingérence » — aurait, en effet, affirmé par téléphone à un leader du camp chrétien, quelque peu

inquiet de la tournure des événements : « Ne vous affolez pas, laissez se dérouler le jeu syrien, attendez, vous aurez un président ».

« Les Etats-Unis jouent le temps. Nous devons jouer le même jeu », affirme de son côté un responsable pro-syrien.

Donc, pour l'instant, les deux camps attendent, mais le Liban est quand même à la merci d'un incident imprévu. Il n'est qu'à voir la nervosité des soldats syriens à Beyrouth-Ouest, à la recherche, dit-on, de voitures piégées pour mesurer les dangers encourus.

Reste aussi à savoir sur quel président Syriens et Américains peuvent se mettre d'accord, compte tenu du

cas d'élection, il ne prendrait ses fonctions qu'après avoir obtenu des « garanties internationales sur un retrait d'Israël du sud du Liban ».

S'il ne fait guère de doute que M. Raymond Eddé pourrait remporter les suffrages des députés, il n'est en revanche pas certain qu'il reçoive ceux des Syriens ou des Américains.

Les candidats de compromis

Ces derniers ne peuvent guère se permettre, à quelques mois de leur propre élection présidentielle, d'exercer des pressions sur Israël — déjà secoué par le soulèvement dans les territoires occupés — pour qu'il se retire du sud du Liban. La France hostile de M. Raymond Eddé aux milices pourrait certes séduire Damas, mais, même si son langage a changé récemment au sujet de la présence des troupes syriennes, M. Eddé ne serait pas un homme facile à contrôler et, en tout cas, pas un homme contre lequel il serait aisé pour la Syrie de mobiliser, comme cela a été tant de fois le cas, l'islam libanais contre le camp chrétien. Les dirigeants chrétiens ne voient d'ailleurs pas d'un très bon œil ce candidat imprévisible et peu commode et dont on craint, dit-on, l'esprit revancharde.

Ne restent alors que des candidats de compromis, « discrets, modestes et capables de penser les plates », assure un haut responsable. Dans l'attente qui se poursuit, personne ne voyant le déblocage avant la toute dernière minute, c'est-à-dire vers le 13 septembre, date limite à partir de laquelle le Parlement est réuni de jure (le vote pouvant intervenir à tout moment dès le quorum atteint), on étudie le cas redouté de l'impasse totale qui forcerait le président Gemayel à former un gouvernement transitoire. Ce n'est, dit-on de très bonne source, que quelques jours avant le 23 septembre que celui-ci pourrait désigner un tel gouvernement, qui serait dirigé par un chrétien.

Mais dans ce cas, il ne fait pas de doute que le gouvernement, dirigé aujourd'hui par M. Sélim Hoss, serait considéré par les parties libanaises pro-syriennes comme le seul gouvernement légal, ce qui consacrerait la partition du pays avec la constitution de deux gouvernements. Une possibilité que l'on n'exclut pas complètement dans les milieux pro-syriens et on remarque, à cet égard, que M. Sélim Hoss a été reçu à deux reprises en quatre jours par le président Assad. Lors de sa deuxième rencontre, il était accompagné par le président du Parlement, M. Hussein Hussein, qui aurait dans ce cas aussi un grand rôle politique à jouer.

Entre la fermeté de la position syrienne qui demeure entière, douze jours après le premier tour avorté du scrutin, et l'optimisme brusquement affiché par les dirigeants chrétiens, les Libanais hésitent pour savoir qui croire et attendent dans l'angoisse que les « grands » s'entendent sur leur sort.

FRANÇOISE CHEPAUX.

(1) En 1970, M. Eddé avait retiré sa candidature et apporté son soutien à M. Frangé.

POINT DE VUE

Questions à Yasser Arafat

L'écrivain français Marek Halter a été récemment reçu à Tunis par M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, à la demande de ce dernier. Il pose ci-dessous un certain nombre de questions au dirigeant de la centrale palestinienne.

par Marek Halter

MONSIEUR le président. Vous m'avez invité à Tunis, et nous y avons eu plusieurs heures d'une conversation aussi poussée et, parfois même, aussi vive que possible.

Vous étiez étonné, m'avez-vous dit, par le nombre et la brutalité de mes questions. Ce sont pourtant les questions que se posent non seulement les Israéliens mais aussi tous les Juifs à travers le monde, voire même tous ceux qui s'intéressent au conflit israélo-arabe. Et vous le savez. Vous m'avez fait remarquer que jamais le règlement d'un conflit n'avait donné lieu à tant de conditions préalables. Et vous avez raison. Mais vous savez aussi qu'aucun autre conflit que celui-ci, dont vous êtes l'un des protagonistes, n'a évolué à partir de la négociation même de l'adversaire.

Vous m'avez assuré que les choses allaient changer, qu'elles changeaient déjà, mais que vous ne pouviez faire aucune déclaration publique avant la réunion du Conseil national palestinien qui doit se tenir dans plusieurs semaines. Je vous ai dit, et vous ne l'ignorez pas en m'invitant, que je n'étais pas un diplomate, mais un écrivain, et qu'il me paraissait plus honnête envers moi-même et plus respectueux envers mes lecteurs de poser publiquement mes questions. Puisque c'est publiquement aussi que vous suivez, un jour ou l'autre, à y répondre.

Vous savez aussi en m'invitant, et sans doute être-ce une des raisons de cette invitation, que j'étais Juif, Juif, né dans un monde qui a été détruit et dont je tiens à préserver la mémoire et les valeurs. Vous savez que pour moi Israël est au cœur de ce dispositif et que je suis viscéralement attaché à son existence. Aussi comprendrez-vous que je trouve plus juste et plus décent de m'adresser à vous depuis Israël même, puisque c'est de son avenir, à mes yeux, que d'abord il s'agit.

Les raisons d'un changement

Donc, endossez-vous, monsieur le président, les déclarations récentes de Bassam Abou Charif et d'Abou Iyad ? Le premier affirme que l'OLP est prêt à engager des pourparlers avec le gouvernement israélien, qu'il soit dirigé par Shimon Pérès ou par Itzhak Shamir, le second pariant d'un Etat palestinien à côté d'Israël et en paix avec lui ? Vous m'avez dit que rien ne se faisait à la direction de l'OLP sans votre consentement, mais que vous, personnellement, ne prendriez position à ce sujet qu'après la réunion du CNP.

Georges Habsche, chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), a d'ores et déjà fait connaître son opposition de principe à tout règlement pacifique. Comment comptez-vous traiter à l'avenir toutes les oppositions verbales ou armées qui surgissent chaque jour au nom du peuple palestinien ? Le moment n'est-il pas venu pour vous, tout en préservant la démocratie interne à laquelle vous m'avez dit tenir, d'imposer à l'OLP une seule autorité et une seule politique ? Le projet de la création d'un gouvernement palestinien provisoire, comme le rapporte le document Hussein, du nom du directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est, et qui est l'un de vos proches, m'avez-vous dit, ne représenterait-il pas la réponse à la question précédente ? Cautionnez-vous ce projet ?

Un homme, dit-on en yiddish, est ce qu'il est et non ce qu'il a été. Je serais pourtant curieux de connaître, et je vous l'ai dit, les raisons de votre changement à l'égard d'Israël. Car, souvenez-vous, nous nous sommes rencontrés pour la première fois, il y a vingt ans, à Beyrouth. Vous et les vôtres semblaient étonnés alors par mon discours. Je vous proposais simplement un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Moi, je fus horrifié par le vôtre. L'objectif de l'OLP était, alors « la destruction de l'entité sioniste en Palestine » et l'établissement d'un Etat laïc — où « juifs, musulmans et chrétiens cohabiteraient ». Il était même question

d'expulser les juifs venus au Proche-Orient après 1947.

Si je vous rappelle cela aujourd'hui, c'est à dessein. Car vous devez comprendre, et je crois que vous le comprenez, qu'un passage aussi brutal de la négation à l'acceptation provoque la méfiance. Et vous savez aussi que rien ne peut se faire en politique sans un minimum de confiance en la bonne foi de l'adversaire.

Alors, comment pouvez-vous dire, monsieur le président : « Nous voulons un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël » si votre Charte nationale prévoit toujours la disparition de ce dernier. Je comprends, vous me l'avez expliqué, que les décisions de l'OLP postérieures à la Charte annulent celle-ci de fait. Mais vous savez aussi, et vous l'avez dit, que nous sommes, Juifs et Arabes, tous deux peuples du Livre et que nous croyons plus à ce qui est écrit qu'à ce qui est dit. Vous m'avez même raconté en forme d'épigramme que, selon une tradition arabe, Dieu aurait fait écrire le Livre pour que les hommes croient enfin en son existence.

Les trois voies d'un règlement

Deux questions encore. Les fondamentalistes de Gaza grignotent votre autorité. Et cela, m'avez-vous dit, vous inquiète. La société israélienne se durcit, et cela, m'avez-vous dit, vous préoccupe. Mais vous savez aussi que « les fanatiques et les extrémistes » — ce sont vos paroles — qui progressent à Gaza et en Cisjordanie remplacent simplement le vide créé par l'absence d'un objectif acceptable et surtout réaliste de votre part. Et que la société israélienne se durcit parce qu'elle se sent menacée. Des réponses que vous apporterez aux questions qu'elle se pose et que je vous ai posées, à mon tour — un minuscule Etat palestinien pourra-t-il survivre ? Ne voudra-t-il pas s'étendre sans cesse au détriment d'Israël ? Ne sera-t-il pas source de guerres interminables dans la région ? — dépendra, en partie, le choix des Israéliens lors des élections, en novembre. Et vous le savez.

Vous m'avez répondu qu'il ne s'agissait pas dans votre esprit d'un petit Etat de plus, mais d'une fédération palestinienne-jordanienne « avec ou sans le roi Hussein ». La peuple palestinien représentant plus de 70 % de la population jordanienne. Vous m'avez dit que ce projet de fédération fait partie intégrante des décisions de l'OLP depuis plusieurs années, et qu'il n'y a pas lieu d'y rien changer. Ne pensez-vous pas qu'une telle position mériterait d'être affirmée ou réaffirmée publiquement aujourd'hui ?

Nous avons évoqué les trois voies d'un règlement possible du conflit israélo-palestinien : promettre un miracle, chose certes habituelle dans la région mais qui n'est pas de mise ces jours-ci. Deuxièmement, une paix imposée par les deux grandes puissances, solution probable après les élections américaines et le rétablissement des relations diplomatiques entre l'URSS et Israël. Et, enfin, troisièmement des négociations directes entre les Israéliens et les Palestiniens. Vous m'avez dit préférer la troisième solution, plus rationnelle et plus équitable.

Aussi, et ce fut, souvenez-vous, ma dernière question, êtes-vous prêt à annoncer publiquement et solennellement votre intention de signer la paix avec Israël. Etes-vous prêt, en gage de votre sincérité, à notifier l'arrêt de tous les actes terroristes, ainsi que des grèves dans les territoires et l'annulation pure et simple de la Charte de l'OLP ? Vous savez très bien que c'est le prix à payer pour commencer à dissiper la méfiance engendrée par tant d'années de rejet et de haine.

Vous m'avez promis de faire une déclaration importante, allant dans ce sens, à l'Assemblée des Nations unies, en novembre. La ferez-vous, monsieur le président ?

Manifestation prévue à Strasbourg contre le président de l'OLP. — Une manifestation « contre toutes les formes de terrorisme » à laquelle participeront des délégations juives de la plupart des pays européens aura lieu à Strasbourg le 13 septembre pour protester contre la venue du président de l'OLP, invité par le groupe socialiste du Parlement européen. Yasser Arafat est le leader d'une organisation terroriste dont la charte prévoit la destruction d'Israël, a expliqué Jean Kahn, un des responsables du congrès juif européen. — (AFP.)

Les négociations irano-irakiennes de Genève

M. Perez de Cuellar proposerait une formule de compromis

Genève (AFP). — Malgré le retard pris dans le retrait des troupes des deux belligérants aux frontières internationales, l'Irak comme l'Iran semblent décidés, dans l'immédiat, à poursuivre leurs négociations de paix à Genève. Lundi, au Palais des Nations, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a indiqué qu'il était disposé à rester à Genève « aussi longtemps qu'il le faudra », démentant ainsi certaines rumeurs sur son retour précipité à Bagdad. Dans la nuit de dimanche, son collègue iranien, M. Ali Akbar Velayati, avait également souligné qu'il était à la disposition de M. Perez de Cuellar pour la poursuite des négociations en cours.

De source diplomatique bien informée à Genève, on apprend d'autre part que le secrétaire général de l'ONU envisagerait de soumettre aux Iraniens et aux Irakiens une formule de compromis pour tenter de débloquent les pourparlers de paix. Cette formule consisterait à contourner l'obstacle essentiel, c'est-à-dire le tracé des frontières et la souveraineté sur le Chatt-Al-Arab, pour permettre aux deux parties de s'attaquer aux autres points en litige.

Selon cette même source, le secrétaire général de l'ONU a cherché à s'assurer, alors que se précise la

menace de paralysie des négociations, le soutien des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, dont il a rencontré lundi les représentants à Genève. M. Perez de Cuellar souhaiterait, croit-on savoir de source sûre, pouvoir faire état, en leur nom, auprès des Iraniens et des Irakiens d'un certain nombre de principes sur le retrait des troupes et la liberté de navigation.

M. Tarek Aziz a confirmé lundi que les discussions en étaient toujours à la case départ. Il a affirmé qu'un accord « détaillé » sur le cessez-le-feu en mer, la liberté de navigation et le déblaiement du Chatt-Al-Arab était la condition de tout progrès dans les négociations de paix avec l'Iran.

M. Tarek Aziz a souligné que depuis l'adoption de la résolution 598, l'Irak n'a eu de cesse de demander que les Nations unies entreprennent le déblaiement de Chatt-Al-Arab et le rendent à la navigation.

Pour le chef de la diplomatie de Bagdad, le cessez-le-feu doit « bénéficier de manière égale aux deux parties », et il n'y a aucune raison pour que l'Irak ne tire pas avantage d'un déblaiement rapide du fleuve. Sans s'y opposer, a fait remarquer le ministre, l'Iran demande que la question soit remise à plus tard.

Bagdad poursuivrait les bombardements à l'arme chimique des villages kurdes

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), allié de l'Iran, a accusé, le lundi 29 août, la Turquie de refuser l'accès de son territoire à des milliers de réfugiés kurdes fuyant une offensive de l'armée de Bagdad, appuyée par des bombardements à l'arme chimique dans le nord du pays.

Dans une déclaration de son président, M. Massoud Barzani, le PDK affirme que depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 20 août, l'Irak a lancé une grande offensive contre ses forces et que les « combats font rage » dans les provinces du nord du pays. Selon le PDK, les bombardements à l'arme chimique se sont poursuivis les 27 et 28 août contre des villages kurdes dans les districts de Zakho, d'Amadiyah et de Chekhan (près de la frontière turque) et ont fait jusqu'à présent 500 tués et 3 000 blessés dans la population.

Le PDK avait fait déjà état de l'usage par l'Irak d'armes chimiques dans cette région la semaine dernière. « De nombreux civils, en particulier des enfants, meurent chaque jour à cause de brûlures chimiques, de faim et de froid », affirme la déclaration. « L'environnement et les réserves de nourriture ont été contaminés par les gaz. Des épiphyties et la famine menacent. Nous demandons au gouvernement turc

de permettre au moins aux blessés, aux femmes et aux enfants d'entrer en Turquie pour des raisons humanitaires ». Le président du PDK « adjure » également les Nations unies, la Croix-Rouge internationale, et la communauté internationale de « convaincre le gouvernement turc d'accorder le droit d'asile à la population kurde ».

A Ankara, le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères a affirmé que la Turquie « n'avait pas fermé sa frontière avec l'Irak, mais a pris des mesures, nécessaires pour assurer sa sécurité », sans préciser quelles sont ces mesures. Toutefois, selon des sources diplomatiques, ce serait que la Turquie applique la convention de Genève sur les réfugiés de 1951. En signant cette convention, la Turquie s'est réservé le droit d'accueillir, ou de ne pas le faire, les réfugiés venant de pays extérieurs à l'Europe.

A New-York, quelques dizaines de personnes ont manifesté, lundi, devant le bâtiment de l'ONU afin de dénoncer les bombardements irakiens, avec des armes chimiques, de villages kurdes. Le Conseil de sécurité des Nations unies avait condamné, vendredi, à l'unanimité, l'emploi de ces armes au cours du conflit entre l'Irak et l'Iran. — (AFP. AP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : le débat sur la protection des espèces animales

Méchants alligators et gentils grizzlis

La chasse à l'alligator s'ouvre jeudi 1^{er} septembre en Floride. Un nouvel épisode dans la guerre sans cesse qui se livre entre chasseurs - voire spéculateurs - et militants pour la protection des espèces animales.

WASHINGTON correspondance

Faut-il renoncer à construire une route utile à la collectivité pour protéger quelques espèces d'oiseaux ? L'homme n'est-il pas également une espèce en danger ? Est-il admissible qu'un programme d'urbanisation soit sacrifié à la protection d'un papillon, d'un oiseau ou d'une fleur ? Telles sont les questions soulevées au cours d'un débat opposant au Capitole les écologistes conservateurs et ceux donnant la priorité au développement économique au sujet de la reconduction de la loi de 1986 sur la protection des espèces menacées d'extinction.

La loi elle-même est en danger. Elle expire le 30 septembre prochain et il n'est pas sûr que le Congrès, où les écologistes sont relativement nombreux, s'entende avec le Sénat sur un texte définitif. Jusqu'en 1982, les écologistes l'ont emporté. En 1983, la loi avait été modifiée pour inclure sur la liste de protection « tout mammifère, poisson, oiseau, amphibien, reptile, mollusque et crustacé... ». En 1973, des amendements ont élargi cette protection à « tout membre du royaume animal » ainsi qu'aux plantes. En 1982, le Congrès signifiait que les décisions concernant l'inscription sur la liste des espèces en danger ou leur élimination devaient être déterminées exclusivement par des raisons biologiques et non pas économiques.

La mort d'une petite fille

Depuis 1982, les écologistes ont perdu du terrain, surtout au Sénat. En effet, le prix à payer pour protéger une espèce donnée peut être élevé. Ainsi, la construction d'un grand barrage en Arizona fut arrêtée pendant un certain temps pour assurer la protection d'un minuscule poisson très rare. Dans l'Etat de Washington, la protection d'une espèce de hibou, officiellement menacée, a empêché une coupe de bois précieux au grand déplaisir des représentants et sénateurs de la région. Plus récemment, les autorités de certains Etats se sont opposées aux mesures envisagées pour protéger les loups et les grizzlis qui, séduits parfois à leurs instincts prédateurs, devorent le bétail. Enfin, tout dernièrement, un difficile compromis a été trouvé pour protéger une espèce menacée de tortue de mer, victime des filets des pêcheurs californiens, et de grosses crevettes très rentables. Un dispositif spécial a été mis au point, qui permettrait aux pêcheurs de continuer à travailler

sans provoquer la destruction des infortunés chéloniens.

L'alligator de Floride, en revanche, est dans une mauvaise situation. Tant qu'il se contentait de happer quelques chiens imprudents, il était protégé. Mais, ces derniers mois, il a reformé ses énormes mâchoires sur une petite fille qui se promenait au bord du lac. Du coup, il a été rayé de la liste des espèces en danger qui le protégeait des braconniers à la recherche de sa peau et de sa viande. Ainsi les grands reptiles sont revenus en masse - un million font les autorités - et on risque d'en rencontrer partout, dans les canaux, les canaux, sur les terrains de golf et même dans les piscines.

Une chasse a été officiellement autorisée, mais très strictement organisée afin de ne pas détruire l'espèce, et aussi d'apaiser les groupes de défense des animaux. Ceux-ci accusent l'homme d'avoir empiété sur l'habitat des alligators et reprochant aux autorités d'être motivées par des considérations commerciales compte tenu de la valeur de la peau de l'animal (47 dollars pour 35 centimètres). Quatre mille cinq cents alligators seront tués en septembre par des chasseurs expérimentés ayant subi un entraînement spécial. Pauvre Gédéon ! Mais de très nombreux habitants de Floride se sont plaints : « La coexistence avec les alligators n'est plus possible », ont-ils déclaré.

En revanche, le débat subsiste entre l'homme et l'ours arctique horrible, c'est-à-dire l'imposant ours grizzly. Etant donné son faible taux de reproduction, il figure toujours sur la liste des espèces menacées. Et puis, depuis 1900, ils n'ont tué que douze personnes imprudentes. Ils restent étroitement surveillés dans les parcs nationaux et, éventuellement, ils sont déplacés par hélicoptère, après avoir été drogués. Leurs amis affirment que les grizzlis attaquent rarement les hommes, à condition que ceux-ci respectent de rigoureuses consignes de sécurité, surtout à proximité des familles, qui protègent agressivement leurs petits.

Selon les experts, le grizzly n'attaque que s'il se sent menacé. A la différence de l'ours brun, qui s'enfuit ou grimpe aux arbres, le grizzly ne connaît pas d'autre défense que l'attaque. Et c'est l'homme qui doit alors monter dans l'arbre. Mais ceux qui voient se dresser une énorme masse de près de 400 kilos de 3 mètres de hauteur lançant à grande vitesse n'ont ni l'esprit ni le temps de faire cette subtile distinction. Un professeur de l'université du Montana, spécialiste des ours, estime que la peur du grizzly date de l'époque des cavernes. Il ajoute avec philosophie : « L'homme peut aujourd'hui à peu près tout contrôler... mais, dans le monde de la nature, les ours sont parmi les quelques éléments qui échappent à son contrôle. »

HENRI PIERRE.

Europe

YUGOSLAVIE : grèves, inflation, conflits ethniques

La confiance ne règne pas entre les six Républiques de la Fédération

BELGRADE de notre correspondant

Les discordes politiques si fréquentes en Yougoslavie gagnent peu à peu les organismes dirigeants de l'Etat et du Parti. Le fait que la presse n'hésite pas à s'en prendre aux responsables du gouvernement confirme que le pays est aujourd'hui sans arbitre ni personnalité de stature nationale. La Ligue des communistes ne cache pas ses désaccords sur des dossiers importants. Lors de la dernière réunion du comité central fédéral, plusieurs dizaines d'orateurs ont dénoncé publiquement l'« impuissance » du Parti, son « irresponsabilité » et son « bureaucratisme ». Les Yougoslaves n'avaient jamais vu des membres du comité central, censés détenir les rênes du pouvoir, se comporter en hommes d'opposition.

La classe ouvrière est aussi divisée que la classe politique. Au point que les grèves déclenchées par des travailleurs dans une région laissent totalement indifférents les employés des autres régions de la Fédération. La fameuse « solidarité ouvrière », qui est théoriquement l'un des

pilliers du système communiste, est à présent totalement absente et la loi sur le « travail associé », longtemps considérée comme la grande acquisition du socialisme autogestionnaire yougoslave, a maintenant, en pratique, désorganisé les travailleurs et l'économie. Nombreux sont ceux qui en demandent d'ailleurs la suppression.

Bien entendu, les tensions politiques sont accentuées par la dégradation de l'économie. Le programme de stabilisation du gouvernement ne donnant pas les résultats escomptés, l'inflation continue à galoper allégrement. Au cours du premier semestre, les prix ont augmenté de 156 %. Dans le même temps, les salaires réels ont chuté de 8,4 %. On constate des pénuries de viande, de sucre, d'huile, de beurre et de médicaments. Des queues se forment devant les boulangeries. Après la grande sécheresse de l'été, il est probable que les récoltes, en particulier de maïs, seront mauvaises et ce n'est pas sans appréhension que les Yougoslaves qui touchent les salaires les plus bas voient venir l'hiver.

En dépit de nouvelles lois, chaque unité fédérale, autrement dit chaque République, est avant tout préoccupée par ses propres problèmes et fait peu de cas de l'intérêt général de la Fédération. La Bosnie-Herzégovine est plongée dans le procès des responsables du scandale financier du complexe agro-industriel *Agrokom* et est à l'affût de toutes les personnalités politiques ayant pu tremper dans l'affaire. La Slovaquie, économiquement prospère, persiste dans ses critiques envers l'armée, qui réagit de plus en plus vivement, et du système fédéral en général, qu'elle juge trop centraliste, ce qui n'est pas l'avis d'autres Républiques. En Croatie, le conflit linguistique rebondit à intervalles réguliers sur le thème : le serbe et le croate constituent-ils ou non une seule langue ? Ces querelles raniment les souvenirs de la guerre fratricide et religieuse que se sont livrés les deux peuples de 1941 à 1945. Au Monténégro, on se pose une question : « Sommes-nous Serbes ou non ? »

Coincés entre l'Albanie à l'ouest et la Bulgarie à l'est, la Macédoine prête à ses voisins des visées territoriales à son égard. Toutes ces interrogations sont à l'origine des récentes « manifestations de nationalisme » qui constituent en fait le pire danger pour un pays multinational comme la Yougoslavie.

Quant à la Serbie, elle a ses problèmes particuliers avec ses deux provinces autonomes - la Voïvodine et le Kosovo - qui ont chacune leur Parlement, leur gouvernement et leur parti. Si en Voïvodine les Serbes sont majoritaires, au Kosovo les Albanais représentent plus de 75 % de la population. Selon la direction serbe actuelle, les deux régions se sont arrogés des pouvoirs qui ne leur sont pas reconnus par la Constitution, tant dans les domaines de la défense et de la justice que dans celui des affaires étrangères. La Constitution de 1974 étant en cours de révision, Belgrade exige des réformes lui permettant de contrôler plus étroitement ces provinces - ce à quoi s'opposent naturellement les deux régions concernées. D'où le déclenchement de la presse serbe contre les « autonomistes » de Voïvodine et les « séparatistes » du Kosovo, où la situation est assez préoccupante depuis quelques temps.

Les ambitions serbes

Serbes et Monténégrins vivant dans cette région continuent de s'expatrier vers le nord. Depuis les troubles sanglants de 1981, plus de trente mille ont quitté le Kosovo, et la presse fait état régulièrement d'actes d'agression contre les Serbes dans les villages où ils sont minoritaires : églises et cimetières profanés, maisons endommagées et enfants maltraités. A Kosovo-Polje, près de Pristina, une des rares localités où ils sont encore relativement nombreux, les Serbes ont formé un comité d'autodéfense qui organise depuis le début du mois de juillet des « meetings d'explication » en dehors même de cette province.

Si ces manifestations suscitent une grande émotion en Serbie, il n'en va pas de même dans certaines autres Républiques où l'on ne cache pas une certaine méfiance à l'égard de ces groupes « informels » qui agissent « en dehors de la scène officielle ». D'autres y voient une opération organisée par les « nationalistes » serbes pour soutenir l'ambitieux numéro un du parti communiste à Belgrade, M. Slobodan Milosevic. La presse slovène parle de « montée du fascisme » en Serbie, tandis qu'en Croatie, des journaux dénoncent la volonté des Serbes de redevenir les « gardiens de la Fédération ». Encore une discordie yougoslave et non des moindres, car s'il est vrai, comme on le dit souvent, que la Serbie est malade du Kosovo, il est tout aussi vrai que la Yougoslavie est malade de la Serbie, la République la plus vaste et la plus peuplée de la Fédération.

PAUL YANKOVITCH.

● RFA : acquittement d'un ancien SS accusé de meurtre. — La cour d'assises de Düsseldorf a acquitté, le lundi 29 août, l'ancien SS Wolfgang Otto, accusé du meurtre de l'ancien chef du Parti communiste allemand Ernst Thälmann, en 1944, dans le camp de concentration de Buchenwald. En 1986, Otto avait été jugé coupable mais le jugement avait été cassé. La cour a suivi le réquisitoire du procureur de la République, selon qui la culpabilité de l'accusé ne peut être prouvée. L'affaire a provoqué une vive émotion dans la salle, où se trouvaient plusieurs survivants de camps de concentration. — (AFP, Reuter.)

POLOGNE

Le pouvoir menace les grévistes de licenciement

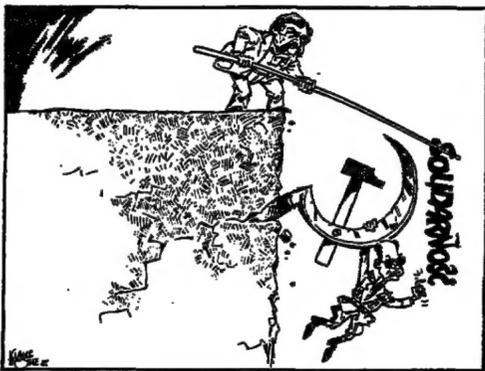
L'impatience paraissait quasi totale mardi 30 août en Pologne, où chaque camp a fermement réaffirmé ses positions dans le conflit qui dure maintenant depuis plus de deux semaines.

Lech Walesa, le président de Solidarité, a appelé de manière ou non plus clair l'exigence de la législation du syndicat interdit dans la perspective de toute négociation.

« Lorsqu'il apparaîtra que ces entretiens ouvriront des perspectives de solution de nos problèmes, en particulier de la question de Solidarité, les grèves seront suspendues », a-t-il déclaré, après s'être entretenu avec l'un de ses principaux conseillers, M. Bronislaw Geremek, venu à Gdansk pour lui transmettre des « propositions de compromis » qui auraient été formulées par l'intermédiaire de l'Eglise. « Solidarité est indispensable, et sans lui on n'avance pas d'un millimètre », a ajouté M. Walesa. L'important n'est pas [de savoir] avec qui je vais négocier - je peux même discuter avec le femme de ménage si elle démont le mandat adéquat. »

Cette mise au point vise à dissiper d'éventuels malentendus après l'offre de négociation du ministre de l'Intérieur, le général Czeslaw Kiszczak, entrée en vigueur par le comité central du parti. Il est devenu clair que cette offre est assortie de deux conditions : la fin préalable de la grève et la non-participation de Solidarité, « organisation illégale ». Selon l'AFP, Lech Walesa a d'ailleurs catégoriquement rejeté une proposition de M. Siles-Nowicki, membre du Conseil consultatif auprès du général Jaruzelski, venu à Gdansk pour proposer une rencontre privée avec le ministre de l'Intérieur.

M. Geremek est resté très discret lundi sur ses discussions avec Lech Walesa, qui avait autour de lui une partie de son état-major : outre,



Dessin paru dans Die Welt le 30 août.

M. Geremek, MM. Adam Michnik et Tadeusz Mazowiecki se trouvaient déjà à Gdansk depuis le début du conflit.

De leur côté, les autorités multiplient maintenant les avertissements à l'égard des grévistes qui continuent leur mouvement à la mine Manifest - Lipcowy en Silésie, dans les ports et chantiers navals de Gdansk et Szczecin, et qui ont même durci leur action aux aciéries de Stalowa-Wola, au sud de Varsovie. Un haut responsable de l'industrie de la défense, le colonel Mieczyslaw Laszkowski, a déclaré lundi soir à la télévision que les grèves dans les aciéries et les chantiers navals « ne pouvaient être tolérées indéfiniment », car elles affectent la production d'équipement destiné à la défense et aux armées des pays du pacte de Varsovie. Ces grèves sont donc « contraires aux intérêts de la sécurité de l'Etat », a-t-il averti.

A son tour, le ministre du travail, M. Ireneusz Sekula, a estimé que les arrêts de travail constituaient « une menace essentielle, dans certaines entreprises, pour le fonctionnement normal de l'Etat et de l'économie ». « Les arguments rationnels et les conditions créées pour mettre un terme rapide par le compromis aux grèves illégales ne mènent à rien », a-t-il protesté. M. Sekula a affirmé que, si les grévistes ne cessent pas le travail mercredi, ils seraient licenciés, aux termes de la loi.

Cet ultimatum prend un sens particulier dans la mesure où mercredi 31 août est le jour de huitième anniversaire des accords de Gdansk, qui, le 31 août 1980, ont donné naissance au premier syndicat indépendant du bloc soviétique, Solidarité. — (AFP, UPI, Reuter.)

(Lire pages 1 et 27 : « la Pologne du système D ».

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

La résistance rejette l'offre de trêve

La résistance afghane basée au Pakistan a rejeté, le lundi 29 août, l'offre de trêve proposée par le président afghan en l'honneur du vol spatial d'un cosmonaute afghan (le Monde du 30 août). « Il est ridicule de voir des Afghans s'associer à côté de cosmonautes soviétiques », a déclaré son porte-parole qui a également rejeté la proposition de M. Najibullah de déclarer zones neutres les régions dont se sont retirées les troupes soviéto-afghanes.

Lundi, M. Najibullah avait annoncé que les forces armées afghanes déclaraient pas le feu d'alle-mêmes pendant les huit jours du vol spatial soviéto-afghan. Il avait souligné l'importance que revêtait ce vol pour son pays dans le domaine économique, en particulier dans la recherche de gisements miniers et de réserves d'eau.

D'autre part, l'aéroport de Kaboul semble avoir repris son activité normale dimanche, après avoir été fermé la veille à la suite d'attaques à la roquette lancées par les moudjahidins. Cependant, l'agence soviétique Tass a reconnu que la situation mili-

taire et politique était devenue « difficile » dans la majeure partie du territoire afghan. — (AFP.)

Canada

Mort de Jean Marchand ancien ministre

L'ancien ministre canadien Jean Marchand est mort, le dimanche 28 août, à l'âge de soixante-neuf ans, dans sa résidence de Québec, au Québec, en 1949, à l'occasion de la grève des travailleurs de l'armement, réprimée par la police, il avait un an ses efforts à ceux du futur premier ministre fédéral, M. Pierre Trudeau, pour s'opposer au gouvernement unioniste provincial de M. Maurice Duplessis.

Elu aux Communes en 1965 en compagnie de M. Pierre Trudeau et de M. Jean Pelletier, il forme avec ses deux amis le groupe des Trois Colombes dans le cabinet du premier ministre Lester Pearson, où il détient le portefeuille de la citoyenneté et de l'immigration.

A la mort de Pearson il appuiera la candidature de M. Pierre Trudeau à la tête du Parti libéral, contribuant ainsi à son accession au pouvoir en 1968. Jean Marchand occupera ensuite

divers ministères fédéraux jusqu'à sa démission en 1976 pour se présenter, sans succès, aux élections provinciales québécoises. Nommé au Sénat, il en assurera la présidence jusqu'en 1983, avant de prendre la direction de la commission canadienne des transports. — (AFP.)

Chili

Avant le plébiscite l'opposition tente de faire pression

C'est en principe mardi 30 août que les hauts responsables de la junta militaire devaient se réunir pour choisir leur candidat pour le plébiscite d'octobre. Le candidat sera selon toute vraisemblance l'actuel chef de l'Etat, au pouvoir depuis le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, le général Augusto Pinochet.

Profitant de la levée des mesures d'exception devenues affective le 27 août, l'opposition a tenté de multiplier les pressions ces dernières heures pour dissuader la junta de porter son choix sur le général. Dans un communiqué, publié le 29 août, Patricia Aylwin, porte-parole de seize formations d'opposition, précise : « La junta a le choix à présent entre le chemin de la paix et de la compré-

hension que la grande majorité appelle de ses vœux (...) et la logique de la guerre que Pinochet incarne. »

Par ailleurs, si l'on en croit trois sondages publiés ces dernières semaines, le général est candidat pourrait être deux fois plus nombreux que les « oui », au moins dans la région de Santiago, la capitale, ce qui représenterait environ un tiers de l'électorat.

Enfin, dans la journée de lundi également, la police a arrêté une vingtaine de militants du Mouvement des femmes pour la vie qui manifestent dans le centre de Santiago en exigeant « justice » pour les détenus disparus et les victimes de crimes politiques dans le pays. — (AFP, Reuter.)

Corée du Sud

Sanctions pour une agression contre un journaliste

Deux généraux de l'armée sud-coréenne ont été arrêtés et un troisième destitué pour avoir organisé une agression au couteau contre un journaliste qui avait critiqué les militaires, a annoncé, le mardi 30 août, le radio de Séoul. Les généraux de

brigade Lee Kyu-hong, commandant d'une unité des services de renseignement de l'armée, et Kwon Ki-dae, chef d'état-major de ces services, ont été placés en détention lundi pour avoir, le premier, ordonné le 8 août, et le second, couvert une attaque contre M. Oh Hong-kun, rédacteur en chef du quotidien économique Chung-Ang. Ce dernier avait dénoncé la persistance dans le pays d'une « culture militaire » en dépit des promesses du président Roh Tae-woo de faire des réformes démocratiques. M. Oh se trouve encore à l'hôpital.

Un officier des services de sécurité et trois soldats avaient été chargés d'agresser M. Oh. Un témoin nota le numéro de la plaque minéralogique de leur voiture, qui correspondait à un véhicule de la sécurité militaire. Le chef de ces services, le général de division Kim In-baek, qui avait été demandé à ses subordonnés de recueillir les journalistes, et qui ensuite avait tenté de couvrir l'affaire, a été révoqué et il est actuellement interrogé, selon l'opposition, il est proche de l'ancien président Chun Doo-hwan.

D'autre part, le président d'une des deux chaînes de télévision d'Etat, MBC, a été contraint de démissionner mardi à la suite d'une grève de cinq jours des journalistes. Ceux-ci exigeaient des garanties sur l'indépendance des éditoriaux. — (AFP, UPI.)

EN BREF

● NICARAGUA : les sandinistes prolongent le cessez-le-feu. — Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a annoncé, le lundi 29 août, la prolongation pour trente jours du cessez-le-feu entre les forces du gouvernement sandiniste et la guérilla, qui devait expirer le 31 août. La trêve entre les forces sandinistes et les rebelles de la Contra est en vigueur depuis le 23 mars dernier. Elle a déjà été prolongée unilatéralement par les sandinistes depuis deux mois, ce que les rebelles ont accepté verbalement. — (AFP.)

● SALVADOR : polémique sur la mort d'un théologien suisse. — Juerg-Dieter Wals, un théologien suisse, a été arrêté par la police salvadorienne, torturé, puis tué par balle, a affirmé vendredi 26 août le secrétaire d'Amérique centrale, une organisation helvétique basée à Berne. L'organisation suisse, qui se fonde sur des informations fournies par la guérilla salvadorienne, indique que M. Wals, âgé de quarante-deux ans, qui effectuait un voyage d'information au Salvador, a été torturé au couteau à hauteur de l'estomac par les forces de police puis exécuté d'une balle dans la tête destinée à le rendre méconnaissable. L'armée salvadorienne avait annoncé mardi dernier la mort de M. Wals, indiquant qu'il avait suivi des membres du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et y avait trouvé la mort lors d'un accrochage. — (AFP.)

Des pri...

Des pri... (partially visible text on the right edge of the page)

Europe

ESPAGNE : près de cinq cents membres de l'ETA dans les établissements pénitentiaires

Des prisonniers gagnés par la lassitude

L'ETA militaire a revendiqué l'attentat commis le dimanche 21 août à Estella et qui avait coûté la vie à deux gardes civils. L'organisation séparatiste affirme qu'elle poursuivra la « lutte armée » pour obtenir l'ouverture d'une « négociation politique » avec Madrid.

MADRID de notre correspondant

As dernier pointage, ils étaient 424, répartis dans une douzaine de prisons aux quatre coins de l'Espagne. 424 personnes sans liberté de mouvement, mais qui seraient sans doute d'un poids décisif sur le futur du Pays basque, et sa possible pacification.

Ce sont les membres de l'ETA aujourd'hui en prison. Ils constituent à la fois l'atout maître et le maillon faible de l'organisation séparatiste. L'atout maître, d'abord : c'est avant tout en invoquant face à ses « bases » la nécessité de leur libération que

Le ministère de l'intérieur, de son côté, a réitéré que les conversations, menées à Alger par des émissaires du gouvernement et de l'ETA et qui avaient été interrompues en février dernier, ne reprendraient pas tant que les attentats se poursuivraient.

L'impasse semble donc à nouveau totale à un moment où l'organisation séparatiste doit faire face aux pressions croissantes de ses membres aujourd'hui en prison, de plus en plus las et désireux de parvenir enfin à une solution qui permette leur remise en liberté.

L'ETA justifie aujourd'hui la poursuite de la « lutte armée ». « C'est un véritable cercle vicieux », observe M. Juan Maria Bandres, président de la formation nationaliste modérée Euzkadiko Ezkerria. L'ETA réclame une amnistie pour ses membres aujourd'hui en prison, mais en même temps, en multipliant les attentats, elle fait tout pour qu'ils soient de plus en plus nombreux à être écroués, et pour que ceux qui sont à l'intérieur des prisons ne puissent pas en sortir.

Alibi et justification de la poursuite de la « lutte armée », le « collectif » des prisonniers de l'ETA est devenu, aujourd'hui, un troisième pôle de pouvoir au sein de l'organisation, à côté des dirigeants installés en France dans la clandestinité et des « historiques » réfugiés en Algérie.

Les membres du « collectif » sont régulièrement consultés sur les grandes orientations de l'organisation, par l'intermédiaire de parents visitant la prison ou, plus encore, de leurs avocats, membres pour la plupart de la coalition légale Herri Batasuna, proche de l'ETA. Leur influence réelle sur les décisions des dirigeants de l'organisation en liberté est toutefois difficile à déterminer.

La pression des « durs »

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les prisonniers sont aussi devenus le maillon faible de la chaîne. Un certain malaise semble en effet se faire jour aujourd'hui parmi eux face à la poursuite des attentats, qui a mis fin à toute possibilité de trêve et interrompu les négociations menées à Alger entre le gouvernement et le dirigeant « Antxon ».

« L'offre de trêve présentée par l'ETA en janvier dernier avait suscité un grand espoir parmi les prisonniers », souligne M. Joseba Azcarraga, dirigeant de la formation nationaliste basque Euzko Alkartasuna, qui connaît bien le monde des prisons. La plupart d'entre eux se voyaient déjà de retour chez eux dans les prochains mois. Leur déception a été à la mesure de l'espoir initial.

Une nouvelle fois, le mirage d'une libération proche s'est estompé. Une situation d'autant plus difficile à accepter que les années passent, et qu'elles sont longues en prison. « A l'automne dernier, avant de formuler son offre de trêve, l'ETA a consulté le collectif de prisonniers sur les priorités de l'organisation. La réponse majoritaire a été : oubliez les revendications politiques et faites-nous d'abord sortir d'ici », affirme M. Azcarraga.

Certes, la débandade au sein du « collectif » n'est pas malgré tout pour demain. D'abord parce que le contact avec la réalité exté-

rieure est limité, partiel. « Les proches ou les avocats avec qui les prisonniers ont des contacts leur affirment tous que la victoire est proche, qu'ils sortiront bientôt de la prison la tête haute, afin de les stimuler à tenir bon », souligne M. Bandres.

Si la lassitude commence à se faire jour parmi eux, les prisonniers de l'ETA militaire ne semblent pas encore prêts à accepter en masse la « réinsertion sociale » offerte par le gouvernement à ceux qui ne sont pas coupables de « délit de sang ». L'assassinat de Yoyes, l'ancienne dirigeante de l'ETA qui avait accepté de déposer les armes et de se réintégrer dans la société, n'a d'ailleurs pu que dissuader tous ceux tentés de

lièrement des assemblées générales, et menacent les fonctionnaires s'ils veulent y faire acte de présence », affirme le secrétaire général d'un syndicat de fonctionnaires de prison, pour qui les membres de l'ETA bénéficient d'un traitement privilégié derrière les barreaux.

Autant d'éléments qui limitent les tendances centrifuges parmi les prisonniers (1). Dans ces conditions, peut-on tabler, comme semble vouloir le faire le gouvernement, sur l'« effilochage » progressif du « collectif », dont les membres renonceraient l'un après l'autre à la « lutte armée » ? Au Pays basque, peu y croient. « Les prisonniers de l'ETA militaire n'accepteront en masse la réinsertion

« La prison la plus dure »

HERRERA-DE-LA-MANCHA de notre envoyé spécial

« Notre localisation suffit déjà à faire de cette prison la plus dure d'Espagne. » Il a indubitablement raison, M. José Maria Perez Pena, le directeur de l'établissement. Difficile d'imaginer endroit plus isolé et inhospitalier : à 200 kilomètres au sud de Madrid, en pleine campagne, au beau milieu de la Manche, quelques petits pavillons blancs où vivent les fonctionnaires et, à côté, un grand quadrilatère de hauts murs entourés de miradors.

C'est là que se trouve la fameuse prison d'Herrera-de-la-Mancha, qui abrite la plus grande concentration de membres de l'ETA d'Espagne : deux cent dix — dont les « ténors », comme les membres des commandos « Madrid » et « Barcelone », — auxquels s'ajoutent vingt-cinq prisonniers de droit commun « de confiance », chargés de l'entretien.

tionnaire, faisait allusion aux critiques adressées par certains milieux conservateurs au « traitement privilégié » dont bénéficiaient les prisonniers membres de l'ETA. Non, effectivement, cela n'y ressemble pas : des cellules aux murs blancs d'environ 7 mètres carrés, avec pour mobilier un lit, une table et un banc en fer, le tout scellé dans le sol, avec une toilette séparée.

« L'attitude des etarras (membres de l'ETA) est très différente de celle des prisonniers de droit commun. Les etarras ne se comportent pas de manière individuelle, ils continuent à penser à l'intérieur de la prison en termes d'organisation, de collectif », explique M. Perez Pena. Le débat politique au sein du collectif est-il courant dans la prison ? « Nous n'avons pas à contrôler ce que disent les etarras dans le patio, d'autant qu'ils s'expriment généralement en basque », répond le directeur.

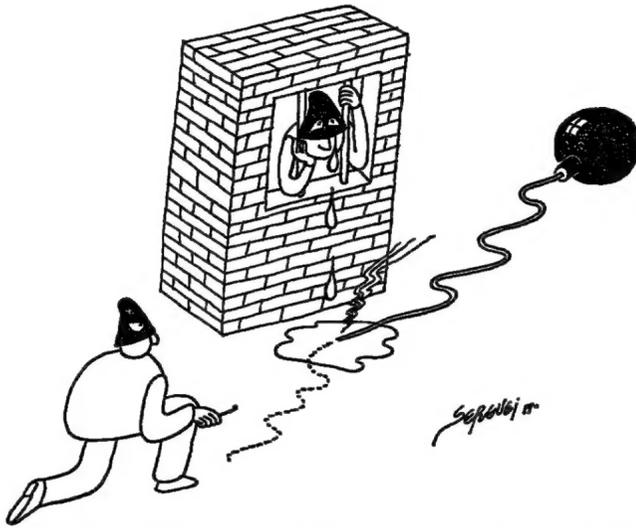
Le fonctionnaire, « agent de l'ennemi »

« Il est d'ailleurs très difficile de savoir ce qui se passe réellement entre les prisonniers », poursuit-il. Un délinquant de droit commun finira souvent par raconter sa vie à un fonctionnaire, tandis que pour les etarras, les fonctionnaires représentent l'agent de l'ennemi, l'agent de l'Etat espagnol, celui dont il convient de se méfier. D'ailleurs, celui que l'on verrait en train de converser trop souvent avec un fonctionnaire serait vite jugé suspect par les autres.

Des mesures particulières ont été autrefois prises à Herrera pour contrôler les contacts avec l'extérieur : toute la correspondance est lue par les fonctionnaires, les visites de parents sont limitées à deux demi-heures par semaine, dans un parloir, et sans possibilité de contact physique entre le prisonnier et le visiteur — ce qui est également le cas pour les contacts avec l'avocat. Les paquets sont, bien entendu, fouillés, ce qui n'empêche pas que, parfois, l'un ou l'autre document de l'organisation puisse s'y glisser.

Le collectif de prisonniers est-il aujourd'hui aussi uni qu'il l'était auparavant ? « Face aux fonctionnaires, les etarras cherchent à montrer un front sans fissures », répond M. Perez Pena. Mais certains signes ne trompent pas : à l'automne dernier, lorsque le collectif a lancé un mouvement de désobéissance pour protester contre le règlement, une trêve d'entre eux n'est pas suivie. En fait, les plus durs ne sont pas toujours ceux qui ont le plus d'assassinats à leur actif : ce sont souvent ceux qui ont été emprisonnés les derniers. Les autres, après sept ou huit ans, n'ont plus les mêmes convictions. Vous savez, lorsqu'on a vingt-cinq ans, qu'on est ici depuis huit ans, qu'on est ici depuis vingt ans, on commence à se demander si tout cela en vaut vraiment la peine. »

Th. M.



Segreloj

Le « profil » du détenu

MADRID de notre correspondant

Il a vingt-six ans, il est né à Bilbao ou à Saint-Sébastien ou dans leurs faubourgs, et exerce un travail à faible niveau de qualification : c'est là le profil moyen du membre de l'ETA en prison, tel qu'il ressort d'une récente étude réalisée par le ministère de l'intérieur qui porte sur les deux cent vingt dernières personnes qui avaient été arrêtées pour appartenance à l'organisation séparatiste (1).

Selon ce document, 46,9 % des détenus de l'ETA ont commencé à collaborer avec l'organisation alors qu'ils avaient moins de vingt-quatre ans (12,7 % en avaient moins de vingt). 45,8 % des prisonniers ont été arrêtés alors qu'ils collaboraient avec l'ETA depuis moins d'un an, et 25,1 % depuis un à trois ans. Par ailleurs, les femmes représentent 22 % des détenus. 20 % des prisonniers sont étudiants et 33,9 % exercent des travaux manuels sans qualification. Les chômeurs déclarés représentent 7,8 % du total. Par ailleurs, 1,7 % seulement d'entre eux possèdent un diplôme universitaire et 6,9 % un certificat d'études secondaires.

Quant au lieu de naissance, 77,7 % des détenus sont originaires des provinces basques de Guipuzcoa (Saint-Sébastien), où la « densité » de prisonniers de l'ETA par habitant est de loin la plus élevée, et de Biscaye (Bilbao). Les membres de l'ETA emprisonnés, nés dans d'autres régions d'Espagne que le Pays basque ou la Navarre, ne représentent que 7,7 % du total. 71,2 % des détenus, enfin, sont nés en milieu urbain.

Th. M.

(1) Cette étude n'inclut pas toutefois les membres « libérés » de l'ETA, c'est-à-dire ceux, minoritaires, qui vivaient dans la clandestinité totale.

suivre son exemple. Un assassinat dont l'initiative, tout porte à le croire, est venue du secteur dur du « collectif », décidé à éviter que le précédent de Yoyes ne fasse école dans les prisons. Un secteur dur avant tout formé par les prisonniers condamnés pour « délit de sang » et donc exclus de la « réinsertion sociale », qui n'entendent pas être les seuls laissés-pour-compte d'une éventuelle solution globale.

La stricte organisation des prisonniers de l'ETA, regroupés en « communes » au sein de chaque établissement pénitentiaire, ne peut d'ailleurs que renforcer le contrôle des éléments les plus durs sur les autres. Des « communes » dont les membres se répartissent les apports économiques extérieurs, et où le débat politique est régulier. « Les prisonniers de l'ETA tiennent régu-

lèrement des assemblées générales, et menacent les fonctionnaires s'ils veulent y faire acte de présence », affirme le secrétaire général d'un syndicat de fonctionnaires de prison, pour qui les membres de l'ETA bénéficient d'un traitement privilégié derrière les barreaux.

(1) Depuis quelques mois, toutefois, le gouvernement a tenté de diviser les membres de l'ETA en prison en transférant, par exemple, les plus « souples » d'entre eux au Pays basque même, dans le pénitencier de Naxclars, près de Vittoria.

THIERRY MALINIAK.

Dans les petits chalets des fonctionnaires, la vie paraît normale, inouïe : une femme fait la cuisine, un enfant pédale sur son tricycle. Le contraste n'en est que plus saisissant avec l'« autre côté », celui des prisonniers, où l'on n'accède qu'après de multiples contrées. Un dernier « sas », entouré de deux grilles qui s'ouvrent électriquement, donne accès au pénitencier proprement dit : un bâtiment divisé en deux modules composés de deux étages et entourant chacun un patio.

En bas figurent les bâtiments communs : la bibliothèque, où la littérature politique en basque voisine avec les Misérables, de Victor Hugo, la gymnase, la réfectoire. Et en haut, les cellules. « Est-ce que cela ressemble à un hôtel cinq étoiles ? », interroge, sarcastique, un fonc-

Automne : l'Irlande puissance deux.

L'automne, l'Irlande est encore plus, l'Irlande. Les bruyères fleurissent par milliards, les fuchsias par millions. L'air est un délicieux roulement de cartes. L'automne, c'est l'Irlande des Irlandais. Venez leur tenir compagnie.

L'aller et retour, sans demande, toujours à 1090 F et celui en sens inverse à 945 F (hors taxes). voiture comprise. Il existe aussi des vols directs très étudiés à des prix très intéressants. Alors :

Aer Lingus 87, av. de l'Opéra - 75002 Paris - (1) 47 42 22 59

IRISH FERRIES 8, rue Aubert - 75004 Paris - (1) 42 66 90 93

OFFICE NATIONAL DU TOURISME IRLANDAIS 9, bd de la Madeleine - 75001 Paris (1) 42 61 84 26 Minsid. 3616 - Irlande

Irlande
Allez loin sans aller loin.

Afrique

BURUNDI : les conséquences des massacres

L'équipe au pouvoir est divisée sur la nécessité d'un plus juste équilibre inter-ethnique

BUJUMBURA de notre envoyé spécial

« Vous savez, quand le sang a été versé... » Mgr Michel Ntuyahaga, évêque de Bujumbura, semble réellement inquiet de la situation qui prévaut dans son pays depuis la semaine sanglante du 14 au 21 août, où des milliers de Burundais ont été massacrés dans une première vague de violence. Les Hutus, majoritaires dans le pays (84 %) mais exclus du pouvoir, attaquent alors, dans le nord du pays, les Tutsis minoritaires. L'armée, composée de Tutsis, riposta. La « pacification » fut sanglante : vingt mille morts, selon de nombreux observateurs.

« Certaines personnes, poursuit l'évêque, vont peut-être se dire : « Mais, du temps de Bagaza qui était plus dur, il n'y a pas eu de rébellion, alors pourquoi être libéral ? » L'évêque sait de quoi il parle : le colonel Jean-Baptiste Bagaza, l'ancien président de la République, renversé le 3 septembre dernier par le major Pierre Buyoya, avait entrepris une lutte systématique contre une Eglise puissante — environ 60 % des Burundais sont catholiques — allant même jusqu'à expulser des missionnaires accusés de soutenir la cause des Hutus, interdire les messes en semaine, et soumettre à « autorisation préalable » les réunions publiques à caractère religieux. Son successeur fit rapidement cesser ces tracasseries et les relations entre le gouvernement et l'Eglise semblent maintenant au beau fixe.

Le prélat n'est pas le seul à s'interroger avec angoisse sur l'avenir du pays. Les experts internationaux se demandent si la politique de libéralisation de l'économie entreprise par le nouveau régime, et qui avait provoqué une augmentation sensible de l'aide extérieure, pourra être poursuivie.

D'autre part, la politique « étatisée » de l'ancien président profitait à un certain nombre de hauts fonctionnaires tutsis qui ont vu d'un très mauvais œil leurs privilèges s'évanouir. A terme, cette politique économique pourrait permettre un brassage entre les ethnies en supprimant certains contrôles administratifs notamment sur la circulation des personnes à l'intérieur du pays, et sur l'autorisation d'embauche.

Ce problème ethnique, on y revient toujours et partout. Le nier comme le font la plupart des responsables, quand ils parlent « officiellement », aboutit à créer une étrange ambiance à Bujumbura. « Nous sommes tous des Burundais. Il y a eu tellement de mélanges que l'on ne sait pas vraiment à quelle ethnologie nous appartenons », disent les officiels tutsis, qui reconnaissent tout de même que c'est symptomatique — « avoir un ami Hutu ». « Ici, il y a vraiment deux races, réplique un chauffeur de taxi hutu. Si je vais avec les Tutsis, ils vont se moquer de moi ».

Les tueries de la mi-août vont-elles permettre d'en finir avec l'hypocrisie officielle ? Même si, comme le laisse entendre le gouvernement, les massacres des Tutsis ont été perpétrés à l'initiative d'opposants au régime venus de l'extérieur. Qui peut croire que, sans un « terreau » favorable, les paysans se seraient ainsi acharnés sur leurs voisins ? Qui peut croire que, sans une haine venue de loin — et en Afrique, cette « mémoire historique » est fondamentale — des milliers de personnes auraient été massacrées en une ou deux nuit ? Qui

peut croire enfin qu'une armée se soit livrée à un tel carnage pour simplement « pacifier » ?

Symbole encourageant de l'évolution de certains esprits : la lettre ouverte que vingt-six fonctionnaires hutus ont envoyée le 22 août au président de la République a trouvé un certain écho, même chez les Tutsis. « Ils n'ont pas totalement tort », nous disait ainsi un haut fonctionnaire tutsi. Cette lettre ouverte n'est pourtant pas tendre. « Il apparaît bien, peut-on y lire, que les positions acquises depuis plus de vingt ans par la classe dirigeante doivent être sauvegardées et que tous les moyens sont devenus bons à cette fin. Le pouvoir reste régional, clanique et surtout tribal ».

En conclusion, les « vingt-six » demandent la convocation de commissions nationales multi-ethniques « chargées d'analyser sans complaisance les mesures structurelles qui s'imposent pour éviter le pire ».

Le véritable débat est maintenant entre les Tutsis », souligne un diplomate. Le pouvoir semble divisé. Certains, apparemment derrière le président Buyoya, estiment possible, sinon un dialogue franc et un partage important du pouvoir, du moins une évolution vers un équilibre plus juste entre les ethnies. Dès qu'il est arrivé au pouvoir, le nouveau président n'a-t-il pas laissé entendre qu'il souhaitait organiser une période de transition de quatre ou cinq années au terme de laquelle il pourrait organiser des élections générales et se retirer ?

Deux tests permettront de juger la volonté du gouvernement : stopper-t-il la discrimination dans l'enseignement dont souffrent les jeunes Hutus et ouvrira-t-il l'armée à ces mêmes Hutus ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.

La communauté internationale s'est engagée à accroître l'aide aux réfugiés d'Afrique australe

OSLO de notre envoyée spéciale

« C'est un forum de sensibilisation, une tribune d'appel », l'expression est de M. Moussa Traoré, chef de l'Etat du Mali et président de l'OUA — l'Organisation de l'unité africaine. Elle visitait la conférence que cette dernière vient de consacrer à Oslo aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées d'Afrique australe. « Cette conférence s'inscrit certainement dans un contexte plus prometteur que cela aurait pu être le cas précédemment », constatait M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, faisant allusion aux négociations sur l'avenir de l'Angola et de la Namibie.

Plus prometteur, peut-être. Mais les jeux ne sont pas encore faits. Le sort des quelque 5 400 000 réfugiés — ou plus — rapatriés et personnes déplacées dans cette région tourmentée reste en effet extrêmement précaire. Il risque fort de rester longtemps après un éventuel règlement de la question de la Namibie, qui n'est qu'un des aspects de cette crise.

Pour la première fois pourtant, une conférence de très haut niveau a proposé d'élaborer un plan d'action pour une intervention humanitaire internationale dans cette région. Environ 500 représentants de plus de 80 pays et organisations internationales ont participé à cette conférence. Ils ont voulu sensibiliser l'opinion à la condition de ces millions de réfugiés, tout en condamnant la politique d'apartheid menée par Pretoria.

Le premier ministre norvégien, M. Gro Harlem Brundtland, utilisa les termes les plus durs et appela à une action internationale concertée pour faire plier l'Afrique du Sud. Tous les Occidentaux ne partagent cependant

pas entièrement ce point de vue, notamment les Etats-Unis et la France. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'aide humanitaire, déclara : « On peut constater cette unanimité anti-apartheid mais aussi ses limites ».

L'aide de la CEE

Selon M. Claude Mahoodou, de Médecins sans frontières, depuis deux ans sur place en Afrique du Sud même, où se trouvaient entre 150 000 et 200 000 Mozambicains, travailleurs illégaux ou réfugiés, la situation au Mozambique est la « principale cause de réfugiés » dans la région depuis 1985. Pretoria ne fait pas de différence et les qualifie en bloc d'« étrangers illégaux », refusant ainsi le statut de réfugiés à ceux qui fuient la guerre entre le FRELIMO et le RENAMO et viennent chercher asile « chez le Diable ».

Si le Zimbabwe, la Tanzanie, la Zambie et le Swaziland ont accueilli des dizaines de milliers de Mozambicains, c'est le Malawi, avec quelque 600 000 réfugiés pour une population de 5 millions d'habitants, qui porte actuellement le plus lourd fardeau. Aussi, ces pays essaient-ils de se « débarrasser », en partie, avec l'aide du HCR, de l'UNICEF et autres grands organismes internationaux, de ces réfugiés qui gênent leur propre développement.

Pour MSF qui travaille également au Mozambique, la situation actuelle ne permet pas ce rapatriement prématuré qui redoutent les premiers intérêts des villes parmi les plus importantes de faire les lias, comme cela a déjà été le cas, de projets de réinstallation qui sont systématiquement pris pour cibles par le RENAMO. L'argent, pourtant, ne manque pas pour aider les pays d'accueil.

La CEE peut mettre encore 40 millions d'ECU (1) à la disposition de divers projets. Mais la CEE n'impose rien. Elle agit en concertation avec les pays concernés. La somme totale mise à la disposition de l'Afrique australe par la CEE ces deux dernières années pour l'aide humanitaire seule s'élève, y compris les 80 millions d'ECU prévus par l'article 204, à 201 millions d'ECU.

Si les réfugiés constituent la catégorie « privilégiée » tout est relatif puisqu'un organisme a été spécialement créé pour leur venir en aide, en revanche, les personnes déplacées restent les parias absolus de la migration forcée. Elles essaient d'échapper à l'isolement de leur propre pays et sont, en fait, des réfugiés sans pouvoir pour autant prétendre à ce statut.

Au Mozambique, on les estime à plus de 3,3 millions, en Angola à près de 1,55 million.

A Oslo, si M. Kouchner s'est fait l'avocat du « droit à l'assistance », du « devoir d'ingérence » et de la mise sur pied d'une « force neutre », aucune décision visant à la création d'un organe opérationnel international pour s'occuper spécialement de ces personnes n'a été prise. Le document final de la conférence s'est contenté d'inviter le secrétaire général des Nations unies à entreprendre des études et des consultations en vue d'assurer en temps utile la mise en œuvre et la coordination générale des programmes de secours destinés à ces personnes ».

Une nouvelle tâche pour M. Perez de Cuellar, dont les efforts pour restaurer le prestige de l'ONU ont été tout particulièrement soulignés, en sa présence, par le premier ministre norvégien.

FRANÇOISE NIETO.

(1) Un ECU équivaut à 7 F.

Le conflit du Sahara occidental

Le plan de paix de l'ONU approuvé par les protagonistes

Genève (Nations unies). — Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, a annoncé mardi 30 août que le Maroc avait donné son « accord de principe » au plan de paix du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, M. Filali a fait cette déclaration, après avoir porté la réponse officielle du Maroc à M. Javier Perez de Cuellar.

Mardi matin également le Front Polisario faisait savoir qu'il acceptait « sous certaines conditions » le plan de paix du secrétaire général des Nations unies. Le numéro deux du Polisario, M. Bechir Mustapha, a affirmé qu'« avec la réponse du Polisario et celle du Maroc, le conflit au Sahara occidental entre dans une phase nouvelle, avec des difficultés à aplatiser ».

Le plan de l'ONU prévoit l'instauration d'un cessez-le-feu, suivi de la tenue d'un scrutin d'autodétermination de la population autochtone du territoire.

Les tueries de la mi-août vont-elles permettre d'en finir avec l'hypocrisie officielle ? Même si, comme le laisse entendre le gouvernement, les massacres des Tutsis ont été perpétrés à l'initiative d'opposants au régime venus de l'extérieur. Qui peut croire que, sans un « terreau » favorable, les paysans se seraient ainsi acharnés sur leurs voisins ? Qui peut croire que, sans une haine venue de loin — et en Afrique, cette « mémoire historique » est fondamentale — des milliers de personnes auraient été massacrées en une ou deux nuit ? Qui

Asie

BIRMANIE

L'opposition au régime se regroupe dans une Ligue pour la démocratie et la paix

L'affrontement entre le régime militaire et la population a pris, le lundi 29 août, un tour nouveau avec la création de la première organisation d'opposants depuis le coup d'Etat du général Ne Win en 1962. Il s'agit de la Ligue pour la démocratie et la paix, présidée par un ancien chef d'Etat, M. Mahn Win Maung, mais dont le véritable chef est U Nu, le dernier premier ministre birman démocratiquement élu (voir encadré ci-dessous).

Ce mouvement est composé de dirigeants de la période précédant le putsch de 1962, ainsi que d'officiers opposés au général Ne Win, comme l'ancien ministre de la défense, le général Tin U. Ses vingt et un membres ont promis « d'essayer de satis-

faire les revendications légitimes des manifestants qui demandent la démocratie » et de faire « tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre un terme aux difficultés ».

Deux des principaux opposants au régime, M^{me} Aung San Suu Kyi, fille d'Aung San le père de l'indépendance, et l'ancien général Aung Gyi ne font pas partie de la Ligue. Mais son porte-parole a déclaré qu'ils seraient invités à la rejoindre.

La naissance d'une coalition d'opposition dont la plupart des membres, en raison de leur âge, n'ont plus que de faibles espoirs de carrière politique, pourrait offrir au régime une porte de sortie honorable. Pour le moment,

M. Maung Maung, son gouvernement et le parti unique demeurent silencieux et invisibles, alors que leur autorité est contestée jusque dans Rangoun. Des affiches placardées dans les capitales annoncent qu'une dizaine de villes parmi les plus importantes du pays sont passées sous le contrôle d'« administrations populaires ». Celles-ci sont même actives dans des villes satellites de la capitale comme Okkapa Sud et Nord, Thaketa et la cité pétrolière de Syriam.

« Les gens de Rangoun forment leurs propres comités par communauté pour assurer la sécurité, ce qui signifie que l'administration officielle s'est effondrée dans une majorité de quartiers de la capitale », a

déclaré un résident. Il s'agit d'éviter pillages et violence dans les rues désertées par les forces de l'ordre et plongées dans une gêne générale qui continue de s'étendre. Le personnel du ministère birman des affaires étrangères s'est joint lundi au mouvement et des diplomates, certains du rang de sous-directeur de département, ont été vus dans les manifestations qui se poursuivent. Par ailleurs, on signale la défection de centaines de membres du Parti du programme socialiste, parti unique. Enfin, des prisonniers thaïlandais récemment libérés et rentrés à Bangkok ont confirmé que la répression de la mutinerie de la prison d'Insein, près de Rangoun, aurait fait des centaines de morts. — (AFP, Reuters.)

MALAISIE

Accord avec le Vietnam pour le rapatriement de « boat people »

KUALA-LUMPUR correspondance

A l'occasion de la visite effectuée le week-end dernier par le vice-premier ministre de Malaisie, M. Abdul Ghafar Baba au Vietnam, Hanói a proposé la mise sur pied d'une commission mixte de coopération économique et technique, ainsi que des consultations annuelles en vue d'améliorer les relations entre les deux pays.

Jusqu'à présent, l'essentiel du commerce avec le Vietnam se faisait à travers Singapour. « Mais nous constatons que les deux pays qui sont le plus fermement opposés à la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge, la Thaïlande et Singapour, sont aussi ceux qui font le plus de commerce avec Hanói. C'est pourquoi nous tenons à bénéficier nous aussi de ces échanges », nous a dit un responsable du ministère des affaires étrangères malaisiennes.

Mais c'est le problème des réfugiés vietnamiens de l'île de Bidong qui a été au cœur des discussions entre M. Ghafar Baba et ses interlocuteurs de Hanói. Depuis 1979, l'île de Bidong, au large de l'Etat du Trengganu, a été transformée en camp pour « boat people ».

Plus de 220 000 réfugiés vietnamiens échoués en Malaisie depuis 1975 ont été jusqu'à présent acceptés dans des pays tiers, surtout aux Etats-Unis, en Australie et au Canada. La France en a accueilli 5 510. Mais, comme d'autres nations du Sud-Est asiatique, la Malaisie craint de se trouver un jour avec un « résidu » dont aucun autre pays ne voudrait. En 1986, 7 400 personnes sont arrivées sur la côte est

de la péninsule. Ils étaient 8 030 un an plus tard. Cette année, à la suite des mesures très dures adoptées par la Thaïlande, les chiffres seront sans doute encore plus importants. Rien qu'au mois de mars, 1 726 « boat people », venus par la plupart par le Cambodge, ont débarqué à Bidong.

Les autorités malaisiennes ont annoncé qu'à partir d'avril 1989, le camp de Bidong « et toutes autres facilités » seront fermés aux réfugiés. Ceux qui arriveront après cette date seront traités comme des « immigrants illégaux ».

Lors de la visite à Hanói du responsable du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), M. Sergio Vieira de Mello, au début d'août, le Vietnam avait déclaré que, désormais, il ne considérerait plus les « boat people » comme des « traités et des criminels ». A M. Ghafar Baba les Vietnamiens ont expliqué qu'ils étaient disposés à accueillir les réfugiés de Bidong, à condition qu'ils soient volontaires. Des officiels de Hanói devraient se rendre bientôt à Bidong pour expliquer à ses habitants qu'ils peuvent rentrer dans la mère-patrie sans crainte de représailles. La Malaisie, pour sa part, pourrait accorder une aide financière à ceux qui acceptent de revenir au Vietnam.

Quant à l'île de Bidong, elle retournera sans doute à l'Etat du Trengganu. On parle aussi de la transformer en centre de réhabilitation pour drogués, voire en centre touristique. Après tout, remarque un officiel de la province, Bidong est déjà bien connue dans le monde. — JACQUES BEKAERT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 810572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des Lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 38-15 - Tapes LEMONDE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2031
Microfilms et Index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	584 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

M. Jacques Latscha du Conseil co...

Oppositi...

un courrier auto...

avec M. C...

La préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie

M. Michel Rocard, de retour de son voyage en Nouvelle-Calédonie, a rendu compte le lundi après-midi 29 août à l'Élysée de son succès sur place. A la sortie de son entretien avec le chef de l'État, le premier ministre a déclaré : « Tout ce qui a pu se faire en Nouvelle-Calédonie l'a été en application d'instructions et d'orientations qu'avait définies le président de la République. J'ai eu plaisir à dire au chef de l'État que les orientations ont été appliquées dans des conditions qui nous laissent tout relativement satisfaits du travail bien commencé. Mais rien n'est fini en Nouvelle-Calédonie. Les choses sont difficiles. Il reste aussi à ce que le référendum du

6 novembre sur la date duquel le président de la République n'avait donné son accord voici une dizaine de jours soit un succès pour la Nouvelle-Calédonie. » De son côté M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a jugé « inutile » ce référendum, ajoutant qu'il pourrait être « nuisible ». L'UDF, par la voix de M. Alain Lamassoure, porte-parole désigné par M. Giscard d'Estaing, en avait déjà mis en doute l'opportunité, tandis qu'à l'inverse M^{me} Simone Veil, qui s'exprimait devant les jeunes du CDS, a souligné que « beaucoup de Français disent » oui » le 6 novembre.

A Nouméa, le numéro deux du FLNKS, M. Yéiwéni Yéiwéni, s'est déclaré « satisfait » des mesures de rééquilibrage au profit des Mélanésiens annoncées par le premier ministre. « Avant l'arrivée du premier ministre à Nouméa, nous étions un peu sceptiques. On a déjà été tellement trompés... Mais M. Michel Rocard s'est montré réceptif et a pris des mesures précises, avec un calendrier, avec des chiffres précis. Ça correspond à peu près à ce qu'on demandait », a-t-il déclaré. Il s'est également réjoui de l'annonce par M. Rocard de la mise en place d'une « mission d'enquête et d'inspection » sur la politique foncière dans le territoire, et plus par-

ticulièrement sur l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF), créée sous la précédente majorité gouvernementale.

Le député RPR Jacques Laflaur a déclaré à ce propos que, « si les socialistes comparent l'action de l'ADRAF avec celle de l'Office foncier (créé en 1982 sous le gouvernement socialiste), ils vont remettre leurs petites études dans leur poche. » Il y a des choses beaucoup plus importantes que les petits coups de pioche », a-t-il dit, insistant sur la nécessité de continuer le processus engagé le 26 juin à Matignon et de veiller à ne pas faire tomber « l'échafaudage, qui est fragile et qui est en train de se construire ».

MM. Juppé (RPR) et Lamassoure (UDF) sont contre M. Barrot (UDF) est pour

M. Michel Rocard a fait un très joli coup en organisant, le 6 novembre, un référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, a affirmé, le lundi 29 août sur RTL, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. Dénouant « le piège » tendu par le premier ministre, l'ancien ministre chargé du budget a précisé : « Soyons tout à fait clairs et pas trop naïfs. Au soir du référendum, s'il a lieu, tous les « oui » seront comptabilisés par le gouvernement comme une approbation de sa politique et tous les « non » seront comptabilisés par M. Le Pen comme la mesure de sa force politique. »

« La ficelle est extrêmement grosse », a encore ajouté M. Juppé, qui émet « les plus vives réserves » à l'encontre du recours au référendum. Ce dernier est d'abord, selon lui, « inutile » dans la mesure où « l'examen d'un projet de loi de près de cent articles ne se prête pas à la procédure référendaire » et que « c'est au Parlement qu'il revient d'en discuter ». Le secrétaire gé-

ral du RPR a redouté, d'autre part, que ce référendum ne revienne « nuisible ». « Une participation insuffisante, explique en effet, M. Juppé, dans un entretien publié au Figaro du 30 août, affaiblirait les accords conclus entre le RPR et le FLNKS. »

Une crainte que partage M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF, qui s'interroge également, dans un entretien accordé également au Figaro, sur la nécessité du référendum. Alors que « le texte aurait, selon lui, mérité un examen approfondi de la représentation nationale, nous nous orientons vers un blanc-seing demandé aux Français qui n'ont aucune possibilité d'amendement ».

Réagissant aux propos de M. Juppé, M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement, a défendu le recours à la procédure référendaire. « Si le référendum, qui est la garantie la plus solennelle que le peuple français puisse apporter à nos compatriotes néo-calédoniens (...), a été rendu nécessaire, a expli-

qué, lundi, M. Evin, c'est parce que les engagements français ont été remis à plusieurs reprises. »

Dans ce contexte, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, fait entendre la voix de l'apaisement. « Il serait regrettable », a déclaré le député de la Haute-Loire, que la question posée soit ressentie comme un piège par tous ceux qui approuvent la démarche néo-calédonienne sans pour autant soutenir la politique générale du gouvernement. » Afin que le « oui » au référendum soit celui de « la nation tout entière », M. Barrot souhaite que « l'ensemble de l'opposition parlementaire se concertent pour adopter une position commune et claire ».

Les réserves de M. Giscard d'Estaing

Participant, le mardi 30 août, au campus d'été des Jeunes giscardiens, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est refusé à prendre officiellement position, au nom de l'UDF, sur l'opportunité du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Le nouveau président de l'UDF a simplement indiqué qu'il reviendrait aux instances dirigeantes de la confédération de « juger de la réponse à apporter » sur les accords intervenus, le 20 août. Toutefois, il a renouvelé ses réserves sur l'utilité de la procédure choisie.

Dans les années passées, le gouvernement socialiste n'a pas cru devoir faire appel au référendum sur des sujets tels que le quinquennat ou la consultation des Français sur des choix de société, a-t-il déclaré. M. Giscard d'Estaing a fait remarquer qu'« il fallait prendre grand soin que la procédure choisie ne dégrade pas l'usage futur du référendum en France ».

La justice et le foncier, deux obstacles à surmonter sur le territoire

Il aurait fallu davantage que la manifestation-surprise organisée par la CGT a son arrivée à l'aéroport de Roissy, lundi 29 août, pour altérer l'euphorie tranquille de M. Michel Rocard au terme de son voyage en Nouvelle-Calédonie.

Pourtant, les motivations de ce comité d'accueil inopiné, qui a contraint le réconciliateur des calédoniens et des Canaques à regagner son domicile par une piste dérobée, n'étaient pas sans rapport avec les affaires calédoniennes. Les militants cégétistes réclamaient, en effet, pour tous leurs camarades le bénéfice de la loi d'amnistie, de la même façon que les dirigeants du FLNKS continuent de revendiquer, dans le cadre des accords de Matignon complétés au ministère des DOM-TOM, une amnistie complète en faveur de leurs « prisonniers politiques ».

Après la justice le foncier...

Or, c'est justement à ce sujet que M. Rocard et sa suite officielle ont pu le mieux mesurer, avant de quitter Nouméa, à quel point la mise en œuvre du « plan de paix » sera difficile malgré la bonne volonté politique de ses signataires. La plupart des magistrats locaux, souvent mis en cause dans le passé par les représentants de la communauté canaque, n'ont pas caché à leurs interlocuteurs parisiens leurs réticences à l'égard des dispositions peu orthodoxes du projet de loi référendaire relatives à l'amnistie. Et même s'ils n'ont pas pris publiquement position contre le texte du gouvernement et si un dialogue a pu s'esquisser samedi au cours d'une réception avec le premier ministre et son conseiller technique pour les affaires judiciaires, M. Louis Joinet, les magistrats ont clairement fait comprendre qu'ils ne déploieraient aucun zèle, pour parler par euphémisme, dans l'application, sur ce point, des accords des 26 juin et 20 août.

L'absence volontaire et remarquée, à cette réception, de la présidente de la chambre d'accusation de la cour de Nouméa, qui ne cache pas ses convictions politiques en accusant de « trahison », en privé, le pré-

Une arme présidentielle

Le référendum est une arme à la seule disposition du chef de l'État. Devant sa volonté de consulter les électeurs, les autres pouvoirs politiques ne peuvent que s'incliner... quel qu'il leur en coûte. Ainsi l'a voulu le général de Gaulle, qui y voyait l'un des instruments de la fonction « arbitrale », telle qu'il la concevait, du président de la République.

La Constitution de 1958 prévoit deux types de référendum : l'un, par son article 89, pour modifier la Loi fondamentale, sur décision du chef de l'État, mais après que les deux chambres du Parlement ont émis un vote conforme ; l'autre, par son article 11, pour approuver un projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. Mais, là encore, si l'initiative de proposer un référendum appartient au gouvernement et au Parlement, la décision relève du seul chef de l'État, puisqu'il n'est pas contraint de suivre les souhaits de l'un ou de l'autre. C'est ce référendum type article 11 qui a été utilisé cinq fois depuis 1958.

Malgré quelques tentatives d'élargissement de la procédure référendaire, ce fut toujours à l'initiative du gouvernement, qui en fait ne faisait qu'obéir à une décision du président de la République. La procédure est simple. Pendant la durée des sessions parlementaires ce qui permet aux députés de voter, par exemple, par le dépôt d'une motion de censure, le premier ministre, après un conseil des ministres au

cours duquel la décision a été prise, écrit au président de la République pour lui proposer de soumettre à référendum le projet de loi en question, qui a été précédemment étudié par le Conseil d'État. Le Conseil constitutionnel doit être aussi consulté, en vertu de l'article 46 de la loi organique qui régit son fonctionnement. Il suffit alors au chef de l'État de prendre un décret, qu'il signe seul, déterminant la date du référendum et précisant la question qui sera soumise aux électeurs.

La première application a lieu le 8 janvier 1961, pour approuver la politique d'autodétermination en Algérie et l'organisation des pouvoirs publics locaux précédent celle-ci. La lettre du premier ministre, M. Michel Debré, est du 8 décembre 1960, le décret du général de Gaulle du même jour. Seuls les partisans de l'Algérie française et le PC ainsi que le CGT - pour d'autres raisons - appellent à voter « non » ; les autres partis, dont le SFIO, sont divisés, leur « patron » n'approuvant pas le projet de loi référendaire. La participation est de 80,13 %, mais le « non » l'emporte avec 52,41 %. Le général de Gaulle se démet.

Le 8 avril 1962, les électeurs retournent aux urnes pour approuver les accords d'Évian, et donc l'indépendance de l'Algérie. Le décret du général de Gaulle est du 20 mars 1962. Du côté du « non », ne figurent plus que quelques partisans de l'Algérie française, d'autres prônant l'abstention... comme le PSU, qui, à l'initiative notamment de Pierre Mendès France, conseille à ses amis de voter « nul ». La participation est de 75,34 % ; les « oui » recueillent 90,80 % des suffrages exprimés.

Le 28 octobre 1962, le général de Gaulle fait à nouveau appel aux

électeurs, mais cette fois pour modifier la Constitution en prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel, ce qui entraîne une sévère controverse entre juristes. A l'exception des gaullistes et des indépendants de M. Giscard d'Estaing, la plupart des autres grands partis se regroupent dans le « cartel des non ». La participation est de 76,97 % ; les « oui » l'emportent avec 62,25 %. Le 27 mai 1968, le président de la République signe un décret prévoyant un référendum le 16 juin sur la rénovation universitaire, sociale et économique, mais le 30 mai la consultation est reportée sine die au profit d'une dissolution de l'Assemblée. Le 27 avril 1969, le général de Gaulle soumet encore un référendum aux électeurs ; il s'agit d'une nouvelle fois de modifier la Constitution, pour créer des régions et réduire le Sénat. Les giscardiens sont divisés, leur « patron » n'approuvant pas le projet de loi référendaire. La participation est de 80,13 %, mais le « non » l'emporte avec 52,41 %. Le général de Gaulle se démet.

Georges Pompidou, élu président de la République, a recours une fois au référendum : le 23 avril 1972, pour faire approuver le traité d'élargissement du Marché commun. Le PC appelle à voter contre, le PS et le PSU à l'abstention. La participation est de 80,24 % ; les « oui » l'emportent avec 68,32 % des suffrages exprimés.

Depuis, les électeurs français n'ont plus jamais eu à se prononcer par référendum.

Th. B.

M. Rocard est favorable à une « banalisation » du recours à la procédure référendaire

M. Rocard ne doute pas qu'un accord politique « presque général » intervienne en métropole entre les principaux partis avec la consultation du 6 novembre, a indiqué le premier ministre en rentrant de Nouvelle-Calédonie. Pour valancer les réserves exprimées par certains des dirigeants du RPR sur l'opportunité de recourir au référendum, le premier ministre mise sur le soutien de diverses personnalités gaullistes, en particulier de MM. Jacques Chaban-Delmas et Philippe Séguin, sans parler de M. Alain Peyrefitte, auquel M. Rocard a fait plusieurs références, dans ses discours, au cours de son séjour, et sans omettre non plus M. Raymond Barre, dont l'aval est acquis.

Pour couper court à toute controverse, M. Rocard se déclare peu préoccupé par les incertitudes sur le taux de participation. « Je m'attends à un taux très fort d'abstention et si nous dépassions 40% de participation, ce ne serait déjà pas si mal, dit-il. Mais l'essentiel est que la Nouvelle-Calédonie donne à la France la chance de révéler une branche de notre Constitution qui était en train de devenir une branche morte. »

Comme ce référendum sera, par son objet direct, une consultation « sans enjeu politique », M. Rocard souhaite que ce scrutin soit l'occasion de « banaliser » une procédure pervertie, lors des consultations antérieures, par leur tournure plébiscitaire en faveur du pouvoir en place : « Il ne faut pas souhaiter, dit-il, que le gouvernement y mette une charge de vérification d'autorité et il faut espérer qu'il n'y aura pas de spectacle de catch car il serait inadmissible et scandaleux de compliquer ce référendum par des batailles. La seule victime risquerait d'en être la Nouvelle-Calédonie qui pourrait s'alarmer

de l'indifférence de la métropole. »

Se référant aux pratiques en vigueur en Suisse, le premier ministre est favorable à l'extension du champ du référendum aux problèmes de société qui relèvent de questions de conscience. Il cite, par exemple, les controverses sur l'éthique médicale, à propos de l'euthanasie, de la procréation artificielle ou de « mères porteuses ». Et il souligne que « en Suisse, même si un texte est voté avec seulement 25 % de participation, tout le monde s'en contente et personne ne conteste la validité du résultat ».

Les prises de position tonitruantes de M. Jean-Marie Le Pen en faveur du « non » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie ne suscitent jusqu'à présent, en revanche, aucun commentaire de la part de M. Rocard. Il est vrai que l'argumentation du président du Front national, qui s'est fait le chantre du référendum d'initiative populaire mais qui prétend aujourd'hui « interdire » cet usage aux Calédoniens, n'est pas des plus faciles à suivre.

A. R.

L'opposition troublée

(Suite de la première page.)

Mais aussi d'élargir la brèche entre les centristes et les autres et d'accroître l'idée que l'ouverture politique, au coup par coup, sur des sujets qui devaient l'avenir du pays, n'est pas morte. D'autant que M^{me} Veil choisit ce moment pour relancer l'idée d'une coalition parlementaire socialo-centriste et n'exclut pas de conduire une liste centriste autonome aux élections européennes de 1989.

Ces mouvements divers ne préjugent en rien de l'avenir. Lors du précédent référendum, organisé le 23 avril 1972 par Georges Pompidou sur l'élargissement de la Communauté économique européenne, communistes et socialistes s'étaient profondément divisés au terme de réunions orageuses. Les premiers appelaient à voter « non » et les seconds militaient pour l'abstention. Cela ne les a pas empêchés de signer deux mois plus tard, le 27 juin, le programme commun de gouvernement de la gauche.

L'embarras de l'opposition est également un grand classique de l'histoire politique française. En 1972, le Parti socialiste dirigé par M. Mitterrand, européen militant, n'avait pas voulu approuver l'élar-

gissement de la CEE. M. Mitterrand voyait dans le référendum de Georges Pompidou une « opération de politique intérieure » et déclarait, comme pourrait le faire aujourd'hui M. Juppé : « Devant un piège tendu un mois à l'avance, il serait bien sot de se laisser prendre. » Quant à M. Rocard, alors secrétaire national du PSU, il parlait alors de « piège » et de « trucage », pour recommander la même attitude que les socialistes : l'abstention, qui, selon M. Mitterrand, pouvait avoir, en la circonstance, une « valeur morale ».

Il est vrai qu'à l'époque la gauche non communiste avait de l'Europe « des travailleurs » une vision radicalement différente de celle de Georges Pompidou, dans laquelle M. Rocard ne retenait qu'un conglomérat de « conseils d'administration de banques ». Aujourd'hui au contraire, le RPR n'a, sous réserve d'inventaire, aucun argument de fond à opposer au statut de la Nouvelle-Calédonie, alors même que la démarche adoptée par M. Rocard est sans doute le meilleur révélateur des erreurs commises par le gouvernement de M. Chirac sur ce dossier.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Les élections cantonales

Isère : un coureur automobile et un rugbyman avec M. Carignon

GRENOBLE de notre bureau régional

M. Alain Carignon, député (RPR) maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, poursuit, à l'occasion de la préparation des élections cantonales, son ouverture en direction des représentants de la « société civile ».

Après avoir obtenu l'engagement de ses côtés de M. Haroun Tazieff, volcanologue, ancien secrétaire d'État aux risques majeurs dans le gouvernement de M. Laurent Fabius (le Monde du 26 août), il a fait connaître au cours d'une conférence de presse, le lundi 29 août, les

noms de deux nouvelles personnalités qui ont accepté de se joindre à son équipe. Il s'agit d'un coureur automobile professionnel, M. Bruno Saby, trente-neuf ans, vainqueur de nombreux rallyes, dont celui de Monte-Carlo cette année, et d'un rugbyman, M. Jean Liénard, cinquante-neuf ans, entraîneur de l'équipe de rugby à quinze de la ville depuis quinze ans. Ils affronteront deux conseillers généraux communistes sortants : MM. Gilbert Biesty, maire d'Echirolles, dans le canton de Echirolles-ouest, et Alfred Guye-les, dans le canton de Vizille, tous deux considérés comme bien implantés dans leur zone.

B. E.

M. Jacques Latscha nouveau membre du Conseil constitutionnel

M. Jacques Latscha a été désigné, le lundi 29 août, par M. Alain Poher, président du Sénat, pour devenir membre du Conseil constitutionnel, en remplacement de Maurice-René Simonnet, membre de cette institution depuis 1984, décédé le 21 août (le Monde du 24 août).

[Né le 25 septembre 1927 à Mulhouse, M. Latscha est diplômé de l'Institut d'études politiques, docteur en droit et agrégé des facultés de droit. Dirigeant ou administrateur de nombreuses sociétés depuis 1951, éditeur

liste à la Vie française de 1952 à 1967, M. Latscha a été nommé maître des conférences, agrégé en 1967, puis a occupé, en 1971-72 la chaire de droit constitutionnel à la faculté de droit et des sciences économiques de Poitiers. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, articles et études de droit public et de droit des affaires.

Président, depuis 1975, de la Paternelle SA devenue Participations financières et gestion immobilière (PFGI). M. Latscha a milité, dans sa jeunesse, au Mouvement républicain populaire, dont M. Poher a été, dans les années 50, le président de groupe au Sénat.]

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR RENTRER SUR DE BONNES BASES

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 4003 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42-70-73-63.

Société

La neuvième université d'été de la communication de Carcans-Maubuisson

M. Jospin annonce une campagne de publicité pour recruter des enseignants

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyé spécial

« Un peu tendue, mais pas catastrophique. » Le pronostic de M. Jospin sur la prochaine rentrée scolaire reste réservé, à une semaine du jour J : le lundi 5 septembre pour les enseignants et le lendemain pour les élèves. Le ministre de l'éducation nationale, qui inaugure lundi 29 août la neuvième université d'été de la communication, organisée à Carcans-Maubuisson (Gironde) par la Ligue de l'enseignement, a rappelé que cette rentrée 1988 avait été techniquement préparée par son prédécesseur et a donc rejeté par avance sur lui la responsabilité des classes surchargées et des éventuels « points noirs ». En supprimant des postes d'enseignants dans les collèges — qui bénéficient d'une relative pause démographique — pour en créer dans les lycées — en pleine expansion, — M. Monory a, selon M. Jospin, « réduit sans les supprimer les tensions dans les lycées, mais il en a créé dans les collèges ».

Fidèle à la tradition, le ministre passera la rentrée sur le terrain, avec des enseignants, puis parmi les élèves, mais il se dit décidé à travailler dans la durée. Son horizon ne se borne visiblement pas à cette échéance. Surtout à la veille des décisions budgétaires pour 1989, qui devraient donner la mesure des ambitions gouvernementales en matière d'éducation et fixer la marge de manœuvre du ministre d'Etat. Douze mille postes d'enseignants devraient être créés l'an prochain, mais il ne reste à trouver des candidats en nombre et en qualité suffisants. Dès la mi-septembre, le ministre lancera une campagne publicitaire destinée à susciter des vocations, l'accent étant mis sur les disciplines (mathématiques, sciences, physique) et les régions (Nord-Pas-de-Calais, Est) déficitaires.

La neuvième université d'été de la communication s'est ouverte, le lundi 29 août, à Carcans-Maubuisson. Organisée par le CREPAC d'Aquitaine et la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, elle accueille mille quatre cents participants autour du thème « Europe et communication : le partage des savoirs ». Deux temps forts pour cette première journée inaugurée par M. Lionel Jospin : l'annonce par le ministre de l'éducation du lancement d'une campagne publicitaire destinée à favoriser le recrutement de douze mille enseignants supplémentaires l'an prochain et d'une « grande opération nationale » d'apprentissage des langues vivantes dans l'enseignement élémentaire, puis le débat — devenu un véritable rendez-vous annuel — sur l'avenir de la radio FM.

Quant au budget 1989, il devrait permettre d'engager une politique de création de bourses d'études pour les étudiants volontaires pour l'enseignement.

Les promesses de revalorisation financière se traduiront-elles concrètement l'année prochaine ? M. Jospin ne répond pas encore, s'en tenant à une déclaration de principe sur « la nécessité de cette revalorisation ». L'éducation nationale exigera-t-elle, en contrepartie, que ses professeurs travaillent « autrement », selon la formule de la FEN ?

Nécessité d'une revalorisation

Le ministre se dit séduit par cette idée, mais ne souhaite pas qu'elle apparaisse liée à la revalorisation des rémunérations. « Ce ne serait pas bon psychologiquement », explique-t-il, en prévenant prudemment qu'il ne compte pas régler ce dossier très attendu en deux phrases : « Plus grande est l'attente, plus il importe de ne pas décevoir ».

Autre inconnue : l'attitude exacte de M. Jospin à l'égard de la FEN dans les discussions sur ces questions. Après des débuts assez froids,

le ministre a multiplié les petits gestes à l'égard des amis de la famille laïque : annonce de la refonte des textes de M. Monory sur les maîtres directeurs d'école, combattus par le SNI ; prise en charge des frais de déplacement des parents d'élèves délégués aux conseils académiques et départementaux de l'éducation nationale (qui satisfait la FCPE) ; rétablissement des postes d'enseignants mis à la disposition des associations d'éducation populaire, que M. Monory avait supprimés et remplacés par des subventions.

Cette dernière mesure, qui devrait apparaître au budget 1989, n'est pas un simple retour à la situation antérieure, a insisté M. Jospin. Les associations qui préfèrent des subventions pourraient les conserver. Mais le ministre rappelle que ces mises à disposition (MAD) sont « souvent indispensables pour que vivent des mouvements qui prolongent l'école dans le domaine des sports, de la culture et des loisirs », « des institutions souples et non bureaucratiques que la France s'est données pour lutter contre les inégalités ». Un hommage appuyé destiné notamment à la Ligue de l'enseignement, qui va retrouver le cent vingt MAD qui, selon elle, lui manquaient depuis deux ans.

Mais il ne faudrait pas, insiste M. Jospin, interpréter ces gestes comme de petits cadeaux syndicalement ou politiquement ciblés. « Je respecte mes partenaires syndicaux, car ils ont un rôle à jouer, a-t-il dit. Mais ils défendent des intérêts professionnels, et je représente la collectivité nationale. Nous ne sommes pas à la même place. Ils sont indépendants de moi, et je suis indépendant d'eux ».

Ouvrant l'université d'été, largement consacrée aux applications éducatives de la télévision, et à l'Europe, le ministre a estimé qu'il se trouvait à la tête de « la plus grande entreprise de communication française » et a annoncé qu'il lancerait, à la rentrée 1989, « une grande opération nationale » d'apprentissage des langues vivantes dans l'enseignement élémentaire.

La relance, à Carcans-Maubuisson, du vieux débat sur le mariage de la télévision et de l'éducation — que la France n'a jamais réussi — a intéressé M. Jospin. Mais pendant que la mutation du paysage audiovisuel français imposait une logique commerciale à la télévision, pendant que le câble et les satellites fleurissaient, le système éducatif continuait de piétiner. A tel point que le fossé entre les deux mondes semble s'être creusé de plus en plus profond qu'en cette veille d'ouverture des frontières européennes.

Dès lors, faut-il instiller une dose d'éducation dans les programmes, ou vover une chaîne entière à l'enseignement ? M. Jospin a avoué qu'il se posait la question de la création d'une « chaîne éducative ». L'idée est à la mode dans les sphères gouvernementales. Reste à réaliser l'impossible réconciliation — amorcée à Carcans-Maubuisson, avec la présence massive du ministre de l'éducation nationale de la télévision et de l'école.

PHILIPPE BERNARD.

Langues vivantes dès l'école primaire

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyé spécial

L'idée de commencer l'enseignement des langues vivantes dès l'école élémentaire fait son chemin au ministère de l'éducation nationale, dans la perspective du grand marché européen de 1993. M. Monory l'avait lancée officiellement à la fin de son passage Rue de Grenelle, et M. Jospin vient de la reprendre à son compte, en annonçant qu'il en ferait une de ses priorités.

Le coût d'une telle opération est toutefois considérable et ses conditions d'application difficiles. C'est pourquoi le ministre envisage la mise en place d'une période expérimentale, qui commencerait à la rentrée 1989, porterait sur deux ou trois ans et devrait concerner un nombre relativement important d'écoles. Des moyens spécifiques seront dégagés pour ces écoles dès le budget de 1989.

L'enseignement commencerait à partir du cours moyen première année et serait assuré par des instituteurs ayant déjà des compétences linguistiques et pouvant suivre un complément de formation.

Mais d'autres formules seront également testées : débuts plus précoces, enseignement par des étudiants français ou étrangers, des professeurs du secondaire ou des retraités...

Les solutions retenues ainsi que les langues étudiées seront arrêtées après une large concertation dans les secteurs scolaires intéressés (avec les conseils d'école notamment), en fonction des moyens dont ils disposent et des possibilités de suivi qui s'offrent dans les collèges. Selon le ministre, une demande assez forte existe déjà dans certaines régions, notamment le Sud-Ouest, la Bretagne ou la région parisienne.

Cette phase d'expérimentation devrait permettre d'évaluer l'efficacité d'un tel enseignement, et les principales difficultés qu'il rencontre, avant de passer éventuellement à une phase de généralisation.

Signalons que quelques expériences d'enseignement des langues à l'école primaire existent déjà. Elles concernent surtout l'allemand, en Alsace et en Moselle.

F. G.

Les radios attendent un meilleur « shérif »

CARCANS-MAUBUISSON de notre envoyé spécial

Elle a ouvert la voie et joué la défrocheuse en faisant éclater le corset du monopole. Rebelle par vocation, elle a fait montre ces huit dernières années d'une formidable vitalité. Méconnaissable, disons-nous chaque année en l'observant avec un brin d'amusement, sûr qu'après tout ce tumulte viendrait l'heure de la sagesse et de la stabilité. Eh bien ! cette heure n'a pas encore sonné. Le rendez-vous annuel de Carcans l'a une fois encore montré.

Assagie par le temps, la radio en France est loin d'avoir trouvé ses marques. Le terrain est toujours mouvant. L'expérience de la FM a bien sûr dissipé quelques rêves, ébranlé des convictions.

« Rappelez-vous les premières années d'ouverture de la FM », déclarait Daniel Hamelin, directeur des radios locales de Radio-France. Le service public était alors conçu, défini, maîtrisé, à la fois dans les débats, les ministères, le budget. Et voilà qu'aujourd'hui la tendance est inversée. Les réseaux de stations diffusées par satellite ont homogénéisé la bande FM, banalisé les radios. Le service public en est redevenu indispensable, légitime, précieux. Comme réhabilité. Et certaines radios privées demandent même — ce qui est bien sûr impossible — de passer dans son giron ! »

Les cartes se redistribuent très vite sur la FM, les légions se posant se révéler précieuses et le vocabulaire obsolète, ce qui traduit bien

Un employé de l'imprimerie Jean Didier blessé à coups de couteau

Un employé de l'imprimerie Jean Didier de Massy (Essonne), où avait eu lieu, au début d'août, un dur conflit social assorti de violences, a été attaqué et gravement blessé à l'abdomen de plusieurs coups de couteau, dans la nuit du 29 au 30 août. La victime, M. Colborati, trente-neuf ans, a été transportée à l'hôpital de Longjumeau, où son état a été jugé grave.

M. Colborati, qui occupe des fonctions de cariste, a indiqué qu'il avait été surpris dans les toilettes du premier étage par « un ou plusieurs hommes ». Un couteau a été effleuré sur sa poitrine. Les enquêteurs ne pouvaient dire, dans la matinée du mardi 30 août, si ce ou les auteurs de M. Colborati étaient employés de l'entreprise.

le retard du discours, comme des textes, sur la réalité. Comment parler encore de « radios périphériques » quand la notion de monopole a été balayée ? Pourquoi continuer à parler de radios locales pour désigner des stations comme NRJ devenues bel et bien nationales, en tout cas multivilles ? Que sous-entend désormais la notion de réseau ? Des liens financiers et juridiques entre plusieurs stations ? Ou simplement le partage d'un même programme ?

Bref, réunis à Carcans pour débattre de l'avenir, les professionnels de la radio ont échangé tenté de mettre en valeur quelques préoccupations communes plutôt que d'exacerber leurs antagonismes. Ils étaient d'accord pour souhaiter une réglementation plus adaptée en matière de concentration de radios (l'un envisageant la limitation des

filiales d'un réseau, l'autre souhaitant que la concentration se mesure en terme d'audience globale et non en nombre de radios) ; d'accord aussi pour une meilleure répartition du gâteau publicitaire (les réseaux multivilles pouvant abandonner la publicité locale au profit des radios indépendantes ou régionales) ; d'accord enfin pour réclamer un « shérif » (sans doute le futur Conseil supérieur de l'audiovisuel), plus musclé mais mieux informé que la CNCL du terrain de la radio. Un shérif mieux organisé, disposant de structures décentralisées (« Ah ! cette malédiction jacobine ! », s'exclamait Eric Hauville, directeur de RVS à Rouen). D'accord surtout pour exiger une réflexion sérieuse des pouvoirs publics sur l'avenir du paysage radiophonique et mettre fin à l'improvisation anarchique permanente qui a régné depuis 1981.

ANNICK COLJEAN.

Une inauguration fastueuse

Le pont de Ré dans sa gloire

M. Maurice Faure, ministre d'Etat chargé de l'équipement et du logement, a inauguré, lundi 29 août, le pont reliant l'île de Ré au continent.

ILE DE RÉ de notre envoyé spécial

Ce fut vraiment une fastueuse inauguration. Autour de M. Maurice Faure, bonhomme et bémol, gravitaient M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, son copain en radicalisme, jadis antipolitiste comme ministre de l'environnement, devenu fervent pro-pontiste, M. Francis Bouygues, le bâtisseur, plus imperator que jamais et M. François Blazot, président du conseil général de Charente-Maritime, aménageur acharné et grand triomphateur de la journée.

Déjà, M. Blazot avait choisi de faire dans la grandiose : avion spécial amenant quarante journalistes de la capitale, banquet républicain de mille couverts préparé par les meilleurs toques du département, feu d'artifice pharonaïque, défilé de chars et bal populaire sur le pont. En organisant cette fête à tout casser, il voulait effacer dix ans de polémiques qui avaient fini par donner une fâcheuse image à son département.

Éclairé tour à tour par un beau soleil de fin d'été puis par une lune de théâtre, le héros du jour portait beau. Il est vrai que le pont de Ré est splendide ; il justifie son appellation d'ouvrage d'art. Rarement 80 000 tonnes de ferraille et de béton ont été étreintes sur 3 kilomètres avec autant de grâce. Une amorce endoyante mais très pure lancée du continent vers les terres plates de Ré.

Si les Rétois et les Rochelais ont participé par milliers aux festivités, c'est que le pont est pour eux une bénédiction. Du 1^{er} au 15 août, on a vu passer plus de cent mille visiteurs au péage, soit deux fois plus que n'en transportaient l'an dernier la même époque les vieux bacs. Et ce sont surtout les liens qui font aujourd'hui le va-et-vient. La durée d'attente maximum est revenue de sept heures à sept minutes. C'est le triomphe de l'asphalte sur la navigation.

Sites classés

Le département, quant à lui, y trouve son compte. Après Oléron, voici la dernière portion de son territoire insulaire ouverte au développement. Et cela gratuitement. M. Blazot affirme que le produit des péages couvrira la totalité des 80 millions de francs (rembourse-

RELIGIONS

Mille personnes à Paris autour de Mgr del Portillo

L'Opus Dei a tenu sa première réunion publique en France

De petite taille, le cheveu blanc et le ventre rond sous la soutane, Mgr Alvaro del Portillo, un Espagnol de soixante-quatorze ans, ancien ingénieur des ponts et chaussées et docteur en droit canon, est, depuis 1982, le premier prêtre de l'Opus Dei. Bras droit du pape pour une organisation choyée par le Vatican, il a tenu, devant près de mille personnes, le lundi 29 août, dans les salons coossus d'un grand hôtel parisien, sa première réunion publique en France, où l'Opus Dei, à la différence de l'Espagne, de l'Italie et de l'Amérique latine, est encore faiblement implanté.

L'Opus Dei compte en France environ mille deux cents « numéraires » (hommes ou femmes engagés dans le célibat) et « surnuméraires » (mariés), ainsi qu'une vingtaine de prêtres entièrement à son service. Pour une organisation qui n'aime pas la publicité, cette rencontre inédite autour de Mgr del Portillo dénote un état d'esprit plus conquérant.

Après quelques coups de patte à la France — « des modes qui ne sont pas décentes s'exportent d'ici » — sa prédication se résomme à une éblouissante leçon de morale et de sainteté à l'usage de la vie de famille comme de l'activité professionnelle. Il recommande de mettre une image de la Vierge près du lieu de travail et reconforte une jeune femme de trente ans, mère de huit enfants — dont trois fréquemment déjà l'Opus Dei, — légèrement compléxée par la taille de sa famille : « Si les autres ne te comprennent pas, ma fille, dit le prêtre espagnol, c'est parce qu'ils t'envient ou parce qu'ils préfèrent avoir chez eux des chiens et des télévisions plutôt que des enfants. La Terre est grande. Toute l'humanité t'attend dans un département français. Il ne faut pas mettre de limites à la providence divine... »

Le public est aux anges. Professeurs de lettres et de philosophie, normaliens ou simples mères de famille expriment leurs inquiétudes sur la chute des valeurs familiales, le déclin de la foi chrétienne en Europe ou les divisions héritées dans l'Eglise catholique de l'affaire Lefebvre. Fidélité inconditionnelle au pape

(« la première tradition, c'est d'être unis à Pierre »), ainsi qu'à la doctrine de l'Eglise catholique dans tous ses aspects, répond le prêtre de l'Opus Dei. Avant de donner sa bénédiction, l'évêque madrilène fait prier — comme en Espagne — pour les « autorités militaires, politiques et ecclésiastiques ».

L'Opus Dei n'est ni une congrégation religieuse ni un simple mouvement de laïcs. Fondé en 1928 par Mgr Escriva de Balaguer, il bénéficie, depuis 1982, d'un statut de personnalité juridique directement rattachée au pape, unique dans l'Eglise catholique. Présent à Paris, Marseille, Grenoble, Aix-en-Provence, Toulouse, Strasbourg, etc., il recrute majoritairement dans les milieux plutôt aisés, intellectuels, universitaires, et vise à la sainteté personnelle de ses membres, qui suivent chacun par un conseiller spirituel, assistent tous les jours à la messe, se réservent de longs temps de prière matin et soir, récitent quotidiennement le chapelet et se confessaient régulièrement.

Les membres de l'Opus Dei sont tenus à une fréquentation constante de l'Evangile, des textes du pape et de la doctrine catholique et à une formation intellectuelle et spirituelle exigeante, fournie le week-end ou pendant les vacances dans les centres de l'Opus Dei (une quinzaine à Paris). « Pour moi, aucune activité n'est profane. Dieu est au centre de chacun des gestes de ma vie, même les plus ordinaires », dit un professeur de mathématiques. « Nous voulons l'esprit de chapelle. Nous voulons simplement être, là où nous sommes, des levains », ajoute sa voisine, une habituelle au théâtre du Châtelet.

Les vocations augmentent. Soixante prêtres de l'Opus Dei sont chaque année ordonnés dans le monde. Ils sont plus d'un millier au total. Cette nouvelle génération, encouragée par Jean-Paul II, ignore les polémiques qui ont souvent marqué une organisation développée sous l'Espagne franquiste et que l'on accuse encore aujourd'hui d'être secrète et conservatrice.

HENRI TINGO.

Le saint suaire de Turin serait un faux

Le saint suaire de Turin, qui, selon la tradition, aurait servi à envelopper le corps du Christ, aurait, en réalité, été fabriqué au Moyen Age. C'est du moins ce qu'auraient déterminé, rapporte l'Evening Standard, des scientifiques de l'université d'Oxford.

Selon le quotidien londonien, des examens au carbone 14 ont prouvé que l'étoffe a été confectionnée aux environs de l'an 1350 après la naissance du Christ. Des expertises sont également en cours à l'université de Tucson aux Etats-Unis et à l'Institut

polytechnique de Zurich. Les trois centres scientifiques s'étaient mis d'accord pour garder secret les résultats de leurs recherches et permettre à l'Eglise catholique de les annoncer elle-même dès l'automne prochain.

Le professeur Luigi Gonella qui sert d'intermédiaire entre la cathédrale de Turin et les trois instituts a déclaré qu'il n'avait reçu aucune information d'Oxford et qu'il était « stupéfait » par l'article du quotidien londonien.

MARC AMBROISE-RENDU.

Société

Le dossier de la « branche lyonnaise » devant la chambre d'accusation

Dans quelques jours, la chambre d'accusation de Lyon sera en possession du dossier concernant la branche lyonnaise d'Action directe, dont M. Marcel Lemonde vient d'achever l'inspection (le Monde du 15 juin). Dans un délai d'environ deux mois, elle rendra un arrêt, au terme duquel les vingt et un inculpés du groupe terroriste - dont seize sont détenus - seront probablement déferés devant une cour d'assises

spéciale, constituée de sept magistrats, en application de la loi antiterroriste. Ainsi, c'est dans le courant de l'hiver que devrait s'ouvrir un procès exceptionnel.

Au moins six semaines de débats - qui auront lieu dans l'enceinte spécialement aménagée pour le procès Barbie - devraient être nécessaires pour juger une « association de

maffaites », dont le noyau dur est considéré comme coupable de plus de trente attaques à main armée - ponctuées d'homicides - et d'une série d'attentats à l'explosif, dont la plupart, commis dans la région parisienne, seront ultérieurement jugés à Paris. L'enquête, qui s'est développée à partir de mars 1986, après l'arrestation d'André Olivier et la découverte d'archives, a

permis au SRPJ de Lyon de réunir et d'emboîter les pièces éparses du puzzle : structure, recrutement, mode de fonctionnement. Malgré le mutisme des principaux inculpés, presque rien de ce que fut la vie du groupe terroriste n'est resté dans l'ombre.

Le procès-verbal de synthèse établi par le SRPJ constitue ainsi un étonnant document.

Action directe, mémoires du délire

(Suite de la première page.)
Ces « bonnes feuilles », décryptées avec fièvre constituent une rétrospective assez précise pour abattre la branche et ses rameaux. Si Frérot, étiqueté « ennemi public n° 1 », pourra continuer à narguer, pendant dix-huit mois encore, toutes les polices, l'enquête aboutira à l'identification, puis à l'arrestation, d'une vingtaine de complices d'Olivier. Elle permettra aussi d'éclaircir une soixantaine de crimes ou délits commis, de mars 1980 à décembre 1985, à Lyon, Saint-Etienne et dans la région parisienne.

L'itinéraire d'Olivier
Quelques pelures, des photocopies et le ruban carboné d'une machine à écrire Silver Reed, livrent une série de révélations : les textes de revendication, lus en clair ou en négatif, se réfèrent en effet à vingt-sept attentats à l'explosif, perpétrés dans la région parisienne, entre le 28 mai 1982 et le 19 octobre 1985, contre des sièges sociaux « symboliques » (Bank of America, Elf, EDF-GDF, région Renault, UTA), des organes de presse (Antenne 2, Maison de la radio, Haute Autorité de l'audiovisuel, Minuse), des partis politiques (PS et RPR), des ministères (défense, DOM-TOM), etc.

L'itinéraire clandestin d'André Olivier peut, du même coup, être reconstitué. L'ex-militant post-soixante-huitard a radicalisé son engagement au milieu des années soixante-dix. Professeur de lettres modernes au lycée technique du boulevard des Tchécoslovaques à Lyon, ses méthodes pédagogiques « révolutionnaires » lui ont valu une suspension de fonction avec traitement, puis sans traitement.

C'est en novembre 1976 qu'une affaire de « divulgation de secrets militaires » (l'un de ses anciens élèves, sous les drapeaux, a dérobé le plan d'un parc de chars) lui vaut une inculpation par la Cour de sûreté de l'Etat. A la prison de la Santé, il sympathise avec trois membres des Groupes d'action révolutionnaire internationaliste (GARI). Parmi eux : Jean-Marc Rouillan. Une rencontre décisive. A Paris, Olivier partagera un logement avec Rouillan et sa compagne Nathalie Mérimon.

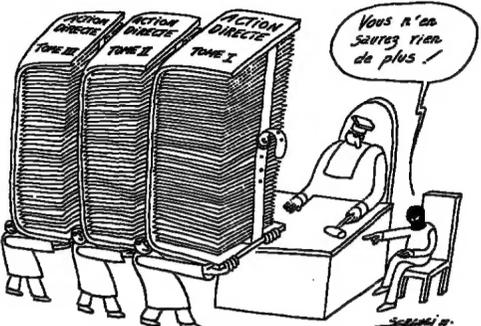
Olivier, baptisé « Raymond la science », participe à plusieurs « opérations de financement », semble être mêlé au vol de l'Escamoteur de Jérôme Bosch, commis au musée de Saint-Germain en décembre 1978, et prend part au mitraillage de la façade du CNPF qui, le 1^{er} mai 1979, marque la naissance d'Action directe.

Frérot le minuscule

Mais, « Raymond la science » se sépare officiellement de Rouillan en août 1982. Le distingué entre les deux braches, l'un « internationaliste », l'autre « nationaliste », introduit a posteriori par les spécialistes de la lutte antiterroriste, constitue toutefois un raccourci commode.

En réalité, lorsque cette partition intervient, le groupe lyonnais est déjà opérationnel et a réalisé, à Paris, un premier attentat à l'explosif « autonome ». Pour constituer son groupe, Olivier s'est mis à recruter, usant d'un fort pouvoir de conviction, de la séduction, et n'hésitant pas, quelquefois, à retenuer des disciples par la menace.

Le plus fidèle séide d'Olivier est, à l'évidence, Frérot. Envoyé, ce fils d'un petit industriel du Jura, coupe, dès 1971, les ponts avec sa famille après avoir abandonné ses études, travaille en usine et dérive vers le fanatisme. Dans une lettre adressée



à Olivier, il envisage, un jour, de se sacrifier pour son « maître ».

Pour complaire à celui-ci, Frérot est allé faire son service dans un régiment parachutiste, le 1^{er} RIPMA, à Bayonne, afin de s'initier notamment au maniement des explosifs. Sur le livret militaire du sergent Frérot, ses supérieurs ont noté : « Très bon élément, sportif, discipliné, qui s'intéresse aux techniques de saut, explosifs, combats... ». Dans le groupe, Frérot sera l'artificier, l'homme de main omniprésent, parant aux défaillances des autres, même s'il ne cesse de s'accuser de « lâcheté » et de renier sa « carrière fasciste ».

Avant d'être arrêté, le 2 novembre 1987, comme simple voleur de vélomoteur, dans un parking de Lyon - en échangeant toutefois quelques coups de feu avec deux gardiens de la paix (le Monde daté 29-30 novembre 1987) - Frérot avait joué le rôle le plus actif au sein du groupe puis tout au long de sa « cavale » solitaire. L'enquête fait peser sur lui les plus lourdes charges : il est considéré comme le coauteur (avec Olivier ?) du meurtre de Henri Delrieux, convoyeur de fonds, lors de l'attaque à main armée du 29 octobre 1980, à la BNP de Caluire (Rhône) ; comme le meurtrier présumé du général de gendarmerie Guy Delfosse, tué de cinq balles tirées à bout portant, le 27 mars 1984, au cours de l'attaque d'une BNP, à Lyon ; comme le responsable de la mort de l'inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant, tué par l'explosion de la bombe déposée au siège parisien de la brigade de répression du banditisme le 9 juillet 1986.

A ces homicides s'ajoutent des tentatives d'homicide et des violences. Parce qu'il considère les employés de banque comme des « valets du capital », Frérot n'hésite pas à brutaliser ceux qui lui résistent. Ainsi, les 30 mars et 7 décembre 1981, dans la même agence du Crédit lyonnais, cours Gambetta à Lyon (la bande ne régnait pas à attaquer deux fois le même établissement, on compte ainsi cinq « doublons »), s'acharne-t-il sur un employé.

Mêmes déchaînements, le 24 avril 1981, dans une BNP, le 2 juin 1981, au Crédit du Nord, le 19 janvier et 18 février 1982 à la Société lyonnaise, où Frérot participe à une odieuse mise en scène, photographiée au polaroid. Plus grave, le 5 juillet 1982, dans une banque de Saint-Chamond (Loire), le « chef de l'opération » tire une balle blessant le caissier à la tempe et le 29 juillet 1983, à Saint-Etienne, un client qui tente de s'interposer reçoit une balle dans le ventre.

L'expérience et la minutie de Frérot le bricoleur ont permis au groupe d'exécuter une soixantaine d'opérations sans se faire prendre. Les documents découverts à Saint-Etienne ont révélé que cent cinquante agences bancaires avaient été repérées très en détail.

Les repérages ne concernaient pas seulement des objectifs « alimentaires ». Après son arrestation, les policiers trouvèrent sur le vélomoteur de Frérot une liste de personnalités - MM. Laurent Fabius, Charles Pasqua, Guy Lux notamment - dont certaines, comme MM. Charles Hcrnu, Lionel Jospin ou Edgard Pisani, avaient été l'objet d'une surveillance particulièrement étroite. Ainsi, pour M. Pisani, Frérot avait-il noté les commerces qu'il fré-

quentait, le chronométrage de la minuterie de son immeuble et... le numéro de la clé de contact de sa voiture !

Le noyau dur

A côté de l'initiateur et de l'organisateur, le groupe s'appuyait sur un noyau dur : Joëlle Crépet, Emile Ballandras et Bernard Blanc.

Compagne d'Olivier, Crépet n'est pas pour autant son égérie. C'est seulement fin 1979 qu'elle infirme, sans histoires, issue d'une famille ouvrière des environs de Montbrison (Loire), fait la connaissance d'Olivier. Davantage séduite par la personnalité de celui-ci que par sa doctrine, elle ne le quittera plus. Passionnée de moto, Crépet participe à la plupart des attaques à main armée, durant lesquelles son rôle consiste à « neutraliser » les clients qui se présentent.

C'est sur des bases plus clairement idéologiques qu'Emile Ballandras a opté pour la clandestinité. Né en 1949 à Crest (Drôme), dans une famille relativement aisée, il fréquente l'école des Arts et métiers de Cluny, puis renonce à devenir ingénieur pour entrer comme OS à la CGE Isthom. Militant de la Gauche prolétarienne, il rencontre Olivier et Frérot dès le début des années 70. On le retrouve dans la majorité des « braquages » commis jusqu'à 1984. Mais, curieusement, il s'est séparé du groupe lorsque, le 10 octobre 1984, il est arrêté, à Lyon, en flagrant délit d'attaque à main armée, solitaire mais avec prise d'otages. Condamné à douze ans de réclusion, il se déclare « révolutionnaire professionnel », sans mentionner Action directe. Ce n'est qu'après le déchiffrement des archives qu'un rapprochement pourra être fait. Les enquêteurs sont persuadés qu'il est impliqué dans la fusillade au cours de laquelle le brigadier Guy Hubert a été tué le 3 novembre 1981 à Lyon.

Bernard Blanc est, comme Crépet, issu d'une famille modeste de la Loire. Il est décrit comme un adolescent équilibré, sportif, pas politisé. Après son bac, il s'inscrit à la faculté pour des études de psychologie. En 1981, sa rencontre avec Olivier lui est fatale. Il s'immerge dans la conspiration puis les actions de commando. Le 1^{er} août 1985, Blanc avait été arrêté à Saint-Etienne. Il changeait la serrure d'un garage renfermant une voiture volée. Malgré ses vingt-cinq ans, les policiers l'avaient pris pour un quelconque voyou...

Le deuxième cercle et la filière autillaise

Parmi la quinzaine de personnes ayant gravité autour d'Action directe Lyon, on retrouve, en plus de Crépet, quatre jeunes femmes, séduites par la promesse d'aventures plus que par la volonté de changer le monde.

Josette Auguy, qui partage, de 1979 à 1981, la vie de Frérot, a été poussée dans ses études par ses parents, de condition modeste. Elle fait « socio » puis devient éducatrice. Militante, sans excès, elle ne joue qu'un rôle d'intendance dans le groupe, supportant mal la schizophrénie ambiante et les stériles « bouffes-discussions ». Chargée d'écouter la fréquence de la police, ou de préparer des faux-papiers, elle s'exécute. Mais, lorsqu'elle est arrêtée, en 1986, cet épisode de sa vie lui semble un vieux cauchemar.

Cette impression est encore plus nette pour Nicole Faure, vingt-huit ans, qui s'est mariée et attend un enfant lorsque le SRPJ l'interpelle. Elle a rompu avec le groupe, en 1983, après une dérive d'un an. Des liens sentimentaux, avec Blanc, né dans le même village qu'elle, l'ont entraînée à jouer surtout les portées de valises.

Chantal Clairet, avait, elle aussi, tiré un trait définitif sur dix-huit mois d'égarement - du début 1980 à l'été 1981 - au cours desquels elle est soupçonnée d'avoir participé à cinq attaques de banques lorsqu'elle tombe entre les mains de la police. Avec un BEP de secrétariat, cette fille de paysans de la Loire, née en 1960, était vendeuse lorsque Crépet l'attira dans le groupe.

C'est par Frérot, son amant, rencontré, fin 1979, à Lyon, que Pascale Turin a été mise en relation avec Olivier, qui la séduit. Elle a alors vingt-deux ans, un bac littéraire, une année d'architecture. Elle rendra au groupe des petits services : hébergement, cache de matériel, etc. Juste avant de rompre avec Action directe, elle fera une recrue : Jean-Pierre Saccab.

Soixante crimes et délits en six ans

- 60 crimes ou délits perpétrés en six ans, 4 morts, plusieurs blessés, 56 plaignants.
- 10 000 pages de procès verbaux, 1 000 scellés, 150 kilos d'archives.
- 150 établissements bancaires repérés, parfois mis sur écoute téléphonique, 100 personnalités « fichées ».
- Plus de 20 garages ou box

Guadeloupéen, Saccab s'intéresse davantage au football qu'à la lutte des classes. Mais il tombe à pic pour donner au groupe une caution « anti-impérialiste ». Saccab a rallié à la « cause » deux autres Antillais, Alain Eket, ancien adhérent du Parti communiste, et Jean-Charles Laporal, né respectivement en 1948 et en 1959 à Pointe-à-Pitre.

Un raid organisé contre l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, à Lyon, tourne carrément à la farce. Eket, chargé de dicter à une secrétaire un texte dénonçant la « déportation des jeunes des DOM-TOM », s'embrouille et Frérot, venu à la rescousse, improvise une délirante tirade, inexploitable. Exit la filière antillaise...

Le groupe s'adjoignit aussi quelques personnages tels que Daniel Reynaud, quarante-trois ans, frère du gangster Guy Reynaud, dont la bande réalisa, voilà près de vingt ans, des attaques spectaculaires ou sanglantes, au Carrefour de Vénissieux et au casino de Charbonnières - écroué pour avoir procuré des armes au groupe ; Mouloud Aïssou, plombier, né à Lyon en 1956 mais de nationalité algérienne, soupçonné

d'avoir participé à deux attaques de banques, en 1980 et 1981.

Dans cette nébuleuse apparaissent encore d'autres complices : Renaud Laigle avait vingt ans lorsqu'il commença par cacher des armes et par héberger le noyau dur dans la propriété de ses parents. Il finit par commettre des vols à main armée. Terrorisé par Olivier il tenta de fuir avant d'être arrêté à l'aéroport de Munich (RFA) (le Monde daté 18-19 octobre 1987) ; Henri Cachau-Herillat, né en 1961, animateur de MJC, parvint à se maintenir à la lisière des actions violentes. Il se contenta de prêter la maison de ses parents pour des séances de tir, et de cacher des armes. Incapable de les retrouver, il dut verser une « amende » de 10 000 francs et fut exclu du groupe. La liste n'est pas complète...

Action directe Lyon ce fut aussi des contrastes : à côté d'opérations orchestrées avec une rigueur militaire, des opérations ratées. Par exemple, le 20 décembre 1985, le groupe place une charge explosive pour ouvrir une brèche dans une Caisse d'épargne de Lyon. La charge est mal dosée, une grande partie des locaux est anéantie, et Frérot ne retrouvera jamais l'argent sous l'amas des décombres... Les enquêteurs ont, eux aussi, fait des erreurs : le 20 décembre 1986, Frérot ne vint pas à un rendez-vous dans un parking de la Part-Dieu, parce qu'il avait détecté la présence de policiers ; le 9 septembre 1987, après la découverte fortuite de la cave lyonnaise où se terrait le terroriste, l'intervention voyante d'un équipage de police-secours, le fit décamper.

Mais la chance a fini par tourner. « Je n'ai rien à déclarer », rabâche Frérot depuis son arrestation. Il avait déjà tout écrit.

ROBERT BELLERET.
Avec la collaboration de JEAN-PHILIPPE LECLAIRE.

M^{me} Mireille Delmas-Marty présidente de la commission Justice pénale et droits de l'homme

M. Pierre Arpaillange, ministre de la Justice, vient de constituer une commission Justice pénale et droits de l'homme. Elle aura pour mission de prolonger et d'étendre la réflexion à partir d'un projet de Code pénal déposé en février 1986 au Sénat, « fruit, selon la chancelière, d'un important travail accompli par une commission présidée par M. Robert Badinter ».

La commission, présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty, professeur à l'université Paris-Sud, rendra un premier rapport au cours du prochain trimestre. Les travaux porteront sur la procédure pénale ; l'exécution des peines, notamment de longue durée ; la qualité de la loi pénale, qui devrait être plus « accessible » et présenter « une gamme de sanctions suffisamment diversifiées » répondant aux « différentes situations à sanctionner », et enfin sur l'Europe des libertés, en « favorisant l'application de la Convention européenne des droits de l'homme ».

En ce qui concerne la procédure pénale, l'un des premiers objectifs sera « l'accélération des procédures pour lutter contre la lenteur » des décisions de justice. « A cette fin, précise la chancelière, des référés en matière pénale pourraient être instaurés ».

En plus de la présidente, la commission comprend neuf membres : M^{me} Yves Baudelot, avocat à Paris ; M^{me} Guy Braibant, président de section au Conseil d'Etat ; André Braunschweig, président de chambre honoraire à la Cour de cassation ; Jean-Paul Costa, conseiller d'Etat ; Bruno Cotte, directeur des affaires criminelles et des grâces ; Jean-Pierre Dintilhac, sous-directeur à l'administration pénitentiaire ; M^{me} Renée Koering-Joulin, professeur à l'université Robert-Schumann de Strasbourg ; M^{me} Henri Leclerc, avocat à Paris ; M. Pierre Truche, procureur général à Paris. Le secrétariat est assuré par M^{me} Christine Chanet, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, et M. Marc Plum, magistrat à l'administration centrale du ministère de la Justice.

SCIENCE & VIE

TOUS EMPOISONNÉS AUX MÉTAUX LOURDS

Nous nous empoisonnons tous à notre insu avec des polluants plus dangereux que les déchets radioactifs et organiques réunis : les métaux lourds. Science & Vie dresse le bilan inquiétant de cette surnoise invasion.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Bébés prématurés : la technique et l'éthique.
- Vins : fraude désormais impossible.
- La terre se réchauffe déjà.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Culture

THÉÂTRE

« Eclat » à Aurillac

Les paradoxes du théâtre de rue

A Aurillac, pour la troisième année consécutive, le théâtre est sorti de son cadre. La surprise est venue des Soviétiques - les Licedei - et de leur remake d'une « Catastrophe » orchestrée par des clowns, pas très loin de Tchernobyl.

On a joué dans des parkings, une carrière, un marché aux fromages - Cantal et Aurillac obligent - sur et dans l'eau encore, au cours d'Eclat 88, le festival européen de théâtre de rue créé il y a trois ans par Lieux publics. Ce Centre national de création pour les arts de la rue est une institution culturelle pas vraiment classique, pas plus d'ailleurs que son créateur et directeur, Michel Crespin. Cette année, il a signé par exemple des *Illustrations* à Marne-La-Vallée : une intervention plastique avec des néons multicolores soulignant les façades des immeubles alignés à leur guise par les habitants eux-mêmes.

Pour Michel Crespin, le théâtre de rue (et non dans la rue, précise-t-il) est un terme générique qui désigne toute forme théâtrale saisie d'une double préoccupation : l'espace collectif et ses bêtes de passage, c'est-à-dire ce public populaire dont rêve tout créateur. Après du maire (socialiste) d'Aurillac, René Souchoin, il a trouvé un interlocuteur attentif. Ainsi est né, en 1986, *Eclat*, festival européen de théâtre de rue qui a déjà accueilli Zingaro, le Théâtre de l'Unité, le Royal de luxe, le Footsbarn Theatre ou les Espagnols de la Cubana. Et depuis trois ans, fin août, Aurillac, cité paisible entre ses montagnes vertes, est devenue le grand rendez-vous des nouveaux baladins. Comme le dit sans détour le directeur d'un supermarché qui sponsorise le festival (1), la ville, touchée elle aussi par la crise économique, se doit de jouer deux cartes : tourisme et culture.

Succès à double tranchant

Cette année, les hôtels, les centres d'hébergement affichent complet. Succès à double tranchant, qui a dénoté les paradoxes du théâtre de rue. Car on a eu du mal, dans la foule, à voir déambuler des pingouins musiciens (Crazy Idiots, Angletéro) ou les hommes-orchestres du Die Audio-Gruppe de Berlin, dont la prestation, par ailleurs, n'avait vraiment rien de révolutionnaire. On est resté également sceptique devant ce qu'on a pu apercevoir du *Chaos folklorique* créé par le groupe français Turbulence : un collage - avec paroles - d'images brutes, de sons radiophoniques, de clichés sur la mode, le football, le mariage et la mort.

Il est vrai que le spectateur de théâtre de rue doit s'armer de patience, faire preuve de bonne volonté, patienter parfois longtemps. Ainsi, pour pénétrer dans le manège d'*Une affaire qui tourne*, une création pour Aurillac concoctée par D-topie, une compagnie dont la réputation,

en matière d'interventions urbaines, n'est plus à faire. Cette *Affaire qui tourne* mériterait d'être rodée. Mais elle ne manque pas d'invention. Entre la Foire du Trône et le théâtre d'atmosphère, on s'embarque pour cinq minutes de *Paris-Dakar* ou de *Noir samedi soir*, brèves séquences interprétées avec force bruits et fumigènes par les comédiens devant une quarantaine de spectateurs sagement assis dans des carcasses noires et blanches encadrées les unes aux autres. La compagnie avait également ancré à Aurillac, son « Ile aux Topies », une île des mers du Sud entièrement démontable, un rêve en forme de carte postale pour tous, qui a déjà fait le tour de l'Europe.

Pour son spectacle *Alma de serpente*, le Catalan Alberto Vidal avait été un lieu plus secret : une



Aurillac, grand rendez-vous des nouveaux baladins.

carrière à flanc de campagne. C'est un homme de théâtre au lourd passé : il a enseigné l'acrobatie et l'improvisation au Piccolo Teatro de Milan, le Butoh en Estrémadure, il a travaillé avec Kazuo Ohno, réalisé des courts métrages, étudié le théâtre religieux en Inde et en Indonésie... Son spectacle s'apparente à la messe, à un rituel parfois fascinant. Mais un peu plus de simplicité ne lui ferait pas de mal.

Les clowns héros de notre temps

On applaudit en revanche sans réserve le travail de la Mandragore : une troupe belge. On la reverra au Théâtre du Ranelagh, à Paris, dès le 12 septembre, avec un cinématogramme inspiré de Frankenstein. Derrière un écran, des comédiens interprètent, en direct, *l'Étrange Monsieur Knight*. Un jeu qui mime parfaitement le rythme saccadé et fébrile du cinéma muet. Tout - du trucage à la synchronisation - est impeccable, avec la pointe nécessaire d'ironie.

Après ce travail de mime revigorant, on attendait la venue des Licedei, cette équipe de comédiens soviétiques qui, cette année à Leningrad, ont fêté leurs vingt ans de « clownerie », comme le dit joliment le metteur en scène Slava Polunin. Elle était bien au rendez-vous. Non tant avec *Assisal Revue*, une série de numéros, tendres et poétiques, interprétés par des clowns blancs ou les augustes des temps modernes. *Assisal Revue*, est certes du beau travail, mais à lui seul il ne justifiait pas la solide réputation de créateurs insolites qui précédaient les Licedei.

Le projet européen des Licedei

Tout a basculé, le soir, sur ce parking où les mêmes clowns boniment

leurs « clowneries ». Après quelques années confidentielles, les Licedei ont, depuis 1981, leur théâtre et leur école à Leningrad. Ils ont constitué une vidéothèque théâtrale mondiale, organisé en 1982 un premier festival de pantomime, puis en 1985, un premier festival international de mime et de clowns. Influencés au départ par Charlie Chaplin et le mime Marceau - que le metteur en scène Slava Polunin accompagnera lors d'une tournée en URSS - les Licedei ont voulu aussi renouer avec la tradition du théâtre russe, de Stanislavski à Meyerhold. « On prétend, chez nous comme ailleurs, dit Slava Polunin, que le cirque est fatigué. C'est vrai. Mais nous essayons de faire renaitre ce art, sa poésie, sa philosophie. »

Renouer avec la désinvolture conquérante du théâtre forain, sortir

du cadre de scène traditionnelle, provoquer un contact direct avec le public, conserver le goût de l'improvisation, c'est ce que cherchent les Licedei. Ils ont pour 1989 un grand projet : « Le caravane du monde » (ou de la paix, en russe, c'est le même mot : mir). Pendant plusieurs mois, une théorie de camions qui hier transportaient les SS-20, silonera les routes européennes, de Moscou à Paris, via Berlin, Varsovie, Vienne. A bord, une troupe de comédiens, ceux du Licedei, du Footsbarn, les Catalans Els Comediants et bien d'autres encore.

Les télévisions devraient relayer ce nouveau théâtre forain, à l'échelle de l'Europe.

ODILE QUIROT.

(1) Le budget d'Eclat est de 1 million de francs, (sans compter les services en nature) dont 250 000 F en provenance du mécénat, à part égale avec la subvention du ministère de la culture. Le reste du budget est pris en charge par Lieux publics, la ville d'Aurillac et l'Adaca, le centre de développement culturel. La région, elle, se sent peu concernée.

CINÉMA

Le grand retour de Laurel et Hardy

Un couple idéal

A partir du 31 août, le cinéma Action Ecoles présente plusieurs films de Laurel et Hardy. Pour retrouver les joies du comique de l'enfance.

On ne les a pas vraiment oubliés mais, tout de même, c'est loin. Ils appartenaient à la fin du cinéma muet, aux années 30. Adorés des enfants qu'on emmenait les voir le jeudi, alors jour de congé scolaire. La ritournelle guillerote qui servait d'inductif à leurs films mettait, dès les premières mesures, les salles en joie. On riait d'avance. Ils arrivaient sur l'écran, inséparables. Laurel le maigre, Hardy le gros. Des voix françaises à l'accent américain les doublaient. Elles leur allaient parfaitement. C'étaient leurs voix, autant que les vraies dans les versions originales. Un coup de chance. Leur comique n'en fut jamais altéré.

Laurel et Hardy : un tandem, un couple comique jamais égalé, jamais remplacé. Une entité. A l'époque de Raymond Queneau et de sa *Zazie dans le métro*, les intellectuels, reprenant la tradition populaire d'avant-guerre, disaient à leur tour dans le jargon des enfants « Lorléardi ». On avait fini par analyser gravement un style burlesque qui n'avait pas eu les honneurs de la consécration historique en son temps. Chaplin ayant tiré à lui toute la couverture.

Arthur Stanley Jefferson, qui deviendra Stan Laurel, naît en 1899 en Angleterre, dans le Lancashire. Il fait très tôt du théâtre, du music-hall. Il entre dans la troupe de l'entrepreneur de spectacle Fred Karno, où il est parfois le doubleur d'un certain Charles Chaplin. En 1912, Karno et ses clowns vont en tournée aux Etats-Unis et, cinq ans plus tard, Stan Laurel débute au cinéma. Seul.

Oliver Norvell Hardy naît aux Etats-Unis, en 1892. Orphelin de père, jeunesse difficile. Il mange de la vache corragée, vagabonde avec des comédiens ambulants. Un jour, il part pour Hollywood. Lui aussi débute au cinéma. Seul. En 1925, Laurel est un acteur connu, Hardy un comédien de complément obscur. Et puis le producteur Hal Roach les prend sous contrat. En 1927, ils sont pour la première fois partenaires, dans un court métrage : *Shipping Wives*. L'association va durer plus de vingt ans, de courts métrages en longs métrages, du muet au parlant. C'est un mariage. Pour faire rire, Stan Laurel et Oliver Hardy (Stan et Ollie) doivent apparaître l'un à côté de l'autre. Stan a le visage long et la mine ahurie, l'air d'un benêt qui ne sait pas se débrouiller dans la vie, sur qui vont fondre toutes les catastrophes. Hardy à la figure arrondie, la mine suffisante, une petite moustache « à la Charlot », l'assurance d'un homme corpulent, solide sur ses bases. Tous deux portent des chapeaux melons, des vestons étriqués, des pantalons sans plis qui ont des prétentions à l'élégance. Hardy est le chef. Il commande, il décide. Pourtant, quand une peau de banane traîne par terre, c'est lui qui glisse dessus et qui tombe. C'est lui qui reçoit les valises sur la tête, disparaît dans les flaques d'eau et repart - par erreur - des coups de pied au cul. Il se croit intelligent et fort : il est idiot. Il tient son comique sous sa domination mais le « faible » Laurel, roi de la gaffe et de la mal-

dresse a, mine de rien, toujours l'avantage.

Quand Laurel a une idée, Hardy la reprend à son compte, gonflé de vanité comme un dinon. Les idées de Laurel exécutées par Hardy tournent en catastrophes. Alors la colère de Hardy se déchaîne. Laurel se met à pleurnicher, à geindre comme un bébé. Et le processus recommence. Indéfiniment. On ne s'en est jamais lassé. Les gags faisaient toujours mouche et ces deux personnages étaient des caractères. Amis, complices dans les aventures saugrenues et dans les infortunes. Quand ils étaient mariés, pour les histoires que souvent ils inventaient, ils étaient forcément aux prises avec leurs épouses et leurs belles-mères. Des harpies, selon la vieille tradition du comique burlesque. Dans *les Joies du mariage*, pour déceler un trou dans la coque d'un bateau qu'ils viennent d'acheter, ils le remplissent d'eau. Et puis Hardy épouse la sœur de Laurel (jouée par Laurel), et Laurel la sœur de Hardy (jouée par Hardy). Etrange jeu de miroir, car M^{lle} Laurel fait les frais des étourderies de M^{lle} Hardy. Dédoublets et travestis, les deux comiques sont aussi leurs enfants dans *les Bons Petits Diabes* et leurs frères jumeaux dans *C'est donc ton frère*.

Des pièges à rat pour le fromage suisse

Comme on ne prête qu'aux riches, on leur attribue jusqu'à la réalisation des films. Qu'importe que James Parrott ait assuré la mise en scène de *Sous les verrous* (1931), folle parodie d'*Hallelujah*, de King Vidor, et de *Big House*, de Paul Fejos. George Rogers et Lloyd French ont signé *les Chevaliers de la femme* (1933) ; Hal Roach et Charles Rogers *Fra Diavolo* (1935) ; James Horne et Charles Rogers *la Bohémienne* (1936) ; James Horne a signé *Bons pour le service* (1935), parodie des *Trois Lanciers du Bengale* ; William Sauer *les Compagnons de la nouba* (1935) ; John Blystone *Les montagnards sont là* (1938) ; Alfred Gouldin *les As d'Oxford* (1940) et Gordon Douglas *Laurel et Hardy en croisière* (1940).

Et qu'est-ce qu'on retient ? Eux, toujours eux, leurs conduites saugrenues, leurs bêtises. Il n'y a que Laurel et Hardy pour se faire représentants de pièges à rats dans les fromageries suisses, transporter un piano sur un pont de cordage au-dessus d'un précipice et se trouver face à face avec un gorille. C'est dans *les Montagnards sont là*, comme le scène extraordinaire où Laurel se roie dans les plumes blanches de poules pour faire croire à un chien Saint-Bernard qu'il est en perdition au milieu de la neige et s'approprier le tonneau de rhum pendu au cou de l'animal.

Ainsi, mais il y aurait tant et tant à citer, sont-ils devenus légendaires. En 1951, malgré la profonde évolution du cinéma comique, ils s'ouvraient encore l'hilarité dans *Atoll K*, qu'ils avaient tourné en France sous la direction de Leo Joannon. Ils tombèrent malades presque ensemble. En 1955 Stan Laurel était frappé d'hémorragie cérébrale. Il perdit l'usage de la parole et mourut le 7 août 1957. Laurel, diminué, vécut encore quelques années auprès de sa femme. Une crise cardiaque l'emporta le 23 février 1965. On s'en voudrait de cette note triste et quelques films ne revenaient pas, aujourd'hui, pour nous réjouir.

JACQUES SIGLIER.

JAZZ

Le festival international de Willisau

Un village inattendu

Géraniums, clochetons, maisonnettes (propres), prairies très vertes, vaches parfaitement typiques, Willisau peut à bon droit passer pour une allégorie de la Suisse. Un résumé de ses qualités. Une carte postale grandeur nature « en vrai ». Le décor idéal pour festival de cloches, concours de sabots ou exposition de fourches.

Or, pas du tout. Depuis 1966, Willisau est le théâtre tranquille du festival de jazz d'avant-garde le plus plaisant d'Europe. Ailleurs, spécialement aux Etats-Unis, la question est encore plus vite expédiée : plaisant ou non, ce genre de manifestation n'existe même pas.

Niklaus Troxler habite Willisau. Il est graphiste. Il a le goût de ces musiques fortes, trouveses, étranges. Il ne s'est jamais demandé si elles sont d'avant-garde ou pas. Dans le village, il s'est toujours

garé de poser publiquement la question. Elle lui paraît convenue, artificielle, sans objet. Et voilà comment l'on monte le festival le plus bizarre avec l'air le plus naturel du monde. Parce que tout le pays fréquente le festival de Willisau sans le moindre état d'âme... Les gens aiment la musique, c'est tout. Et les affiches de Troxler sont belles.

Une fois par an, tous ces charmes dehors, le village reçoit sans sourcilier les expériences les plus rares.

C'est le séjour idéal pour fin de l'été. Vous irez au café, à l'auberge, chez l'habitant, dans le beau hangar aux musiques, à la campagne : partout votre promenade est jalonnée de noms mythiques que l'on a collés aux chemins, aux places, aux plats cuisinés. Personne n'a jamais osé prévenir Willisau que Niklaus Troxler invite les musiciens qui ne font

pas partie du goût standard, des tournées préfabriquées et des modes intéressées. Willisau aime les musiques qu'aime Troxler depuis plus de vingt ans.

Après le millier d'improvisateurs qui ont défilé ici, sont annoncés cette année : Ornette Coleman, Kireno Schweizer, Chris McGregor, Randy Weston, Andrew Cyrille, Jimmy Giuffrè (absent de tous les festivals de l'été), André Jaume, David Murray, Jack DeJohnette, Butch Morris, Ray Anderson, Robin Eubanks, Bill Frisell, Tim Berne, Ronald Shannon Jackson, Herb Robertson, Archie Shepp, et tous ceux qu'on ne connaît pas, parce que c'est justement à Willisau qu'on les découvre.

FRANCIS MARMANDE.

★ Festival international de Willisau (canton de Lucerne, Suisse), du 1^{er} au 4 septembre (tél. : 045-31-27-31).

● Théâtre, opéra et mémoire : un colloque à Carley. - Jusqu'au 7 septembre, un colloque réunit au Centre culturel international de Carley-le-Salle des metteurs en scène, des décorateurs (Daniel Mesguich, Bernard Sobel, Iannis Kokkos, Christian Riet, Jean-Marie Villégier) et des conférateurs dont Bernard Dort, Georges Berni, Jean-Michel Desprats, Jean-Loup Rivière. L'objet des débats : la mémoire imaginaire du théâtre et de l'opéra ; mémoire mythique ou photographique, mémoire de l'acteur, mémoire du metteur en scène (tél. : 33-46-91-66).

Au cours de la 13^e NUIT DES CÉSARS, le 12 mars 1988, M. ERIC BLANC a invité M. HENRY CHAPIER dans des conditions qui l'ont honoré.

ERIC BLANC, FACADÉMIEN DES CÉSARS, la Société ANTHEMIS 2, n'ont pas voulu porter atteinte à HENRY CHAPIER et déclinent à lui exprimer leurs regrets.

Le tournage au contraire de l'écriture qu'il est de lui, tant pour son talent que pour la capacité de ses efforts afin, notamment, de promouvoir le cinéma.

«PASSION SELON St-MARC» de G.P.E. BACH Église St-Sébastien 31 Août

MESSIAEN «La Transfiguration de Notre Seigneur Jésus-Christ» 250 occupants Église St-Etienne 7 Septembre

«CANTATES» et «ORATORIO DE NOEL» G.A. HOMLIER (dernier élève de J.S. BACH) Église St-Sébastien 14 Septembre

Renseignements : (1) 45 04 98 01

Avec le soutien de la Fondation FRANCE TELECOM et de la Direction Régionale d'Éducation

23^e FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE PLEYEL Lundi 5 septembre 20 h 30 Entrée libre (p.a. Vahseln)

ORCHESTRE FRANÇAIS DES LYNES Dir. : Emmanuel KRIVINE Sol. : Miroslav MARINKA violoncelle BRAHMS, SCHUMANN RAVEL, GERHARDIN

LE PANTHEON 13, RUE VICTOR-COUSIN - 5

MURIEL UN FILM DE ALAIN RESNAIS COPIE NEUVE

CINÉMA

«Le grand retour de Laurel et Hardy»

«Un couple idéal»

«Cavale»

«Les tricheurs»

«Avenirs»

«Demain, c'était la guerre»

Culture

CINÉMA

A la Mostra de Venise : « Cher Gorbatchev », de Carlo Lizzani, « Encore », de Paul Vecchiali, « Bac ou mariage », de Jean Rouch et Tam-Sir Doueb

Différentes formes de la peste

De Staline au SIDA, deux metteurs en scène nous présentent quelques formes de la peste.

« Cher Gorbatchev » : ce sont les premiers mots qu'une vieille dame, Anna Larina, la veuve de Nicolas Boukharine, compagnon de révolution de Léline et de Staline, adresse au nouveau maître de l'URSS dans une requête en réhabilitation de son mari. La vraie compagne de Boukharine était hier présente au Lido, figure émouvante et digne, dans la grande salle à manger de l'Hôtel des Bains. A l'écran, aujourd'hui, c'était Flaminia Lizzani qui lui prêtait son jeune visage pour autrefois, face à Harvey Keitel en Boukharine, dans ce qui fut leur dernière nuit, leur ultime conversation.

Quand elle était petite, raconte Anna Larina, à onze ans, elle habitait une maison sur le fleuve près du Kremlin, en compagnie de Staline et de Boukharine. Elle était éprise de ce dernier et lui écrivait des poèmes, mais Staline les interceptait en promettant de les porter à leur destinataire. Plus tard, quand elle eut seize ans et lui quarante, ce qui devait arriver arriva. Plus tard encore, ce qui n'aurait jamais dû arriver devint l'histoire et, dans la nuit du 27 au 28 février 1937, Nicolas demanda à Anna d'apprendre par cœur son testament politique, la lettre qu'il destinait « aux futures générations des dirigeants du parti ».

Elle proteste, se rebelle, lui ne se fait pas d'illusions sur ce qui l'attend. Kameney et Zinoviev ont été fusillés quelques jours plus tôt, la machine infernale qu'est devenu Staline ne s'arrêtera pas (« Si Staline se suspectait lui-même, la Tchêka lui fournirait aussitôt la preuve de sa culpabilité »). D'ailleurs, cet appartement où ils vivent avec leur bébé fut celui de Staline; c'est là que sa femme s'est suicidée sans qu'il l'en empêche. Comment le tyran surprotégerait-il donc que survivent les anciens amis qui le connaissent si bien ?

Boukharine cherche un micro caché, des médecins tuent son regard approuvé, le courant est coupé, remis. A l'aube, Anna sait par cœur la lettre de Nicolas. Il est arrêté, jugé, exécuté un an plus tard. Sa veuve attendra cinquante ans pour qu'aboutisse sa supplique Cher Gorbatchev.

Cette belle fidélité et ce long courage ont ému Carlo Lizzani, qui a rencontré Anna Larina et a réalisé très vite ce film qui se veut « un hommage à cette femme invincible ». Ancien directeur de la Mostra de 1979 à 1981 et réalisateur, entre autres, de *Chronique des pauvres amants*, Lizzani ne s'est pas dérangé ici d'un académisme assez discret. Moins par goût sans doute que pour aller plus vite, saisir l'événement et, sans prétendre arriver à une grande fresque, recueillir modestement « quelques notes » sur les faits mémorables de son temps.

Dans Venise où les algues géantes ont presque disparu — mais ça ne sent pas — on était prêt à recevoir sereinement des nouvelles d'un autre mal rampant. Paul Vecchiali, déjà venu ici pour *Change pas de main* en 1975 et *C'est la vie* en 1980, présentait *Encore*, un film-événement sur le SIDA. Dès le premier plan, on comprend que Louis (Jean-Louis Rolland) a la plus cavie de sa femme, Sybèle (Florence Giordetti), mystérieusement. Elle s'énerve, il fait. C'est à leur fille Anne-Marie (Pascale Rocard) qu'il avoue son intention de partir. Quand Sybèle insiste pour savoir pourquoi, il explique assez crûment son dégoût : « Quand on fait l'amour, je voudrais être ailleurs, je voudrais que tu sois morte ».

Elle fait une dépression, il prend le métro. En seconde. Avec les chômeurs qui quêtent et deviendront ses amis. Le temps passe. Sa fille lui demande de faire l'amour avec elle, sa femme aussi. Il refuse. Un clochard-escroc se lance ironiquement dans un discours sur la fin du monde, le péché fatal, le sang corrompu, l'Antéchrist, et Louis rencontre l'instrument de son destin, un moustachu nommé Franz (Patrick Raynal) qui lui fait vider sa culotte en deux secondes avant de le laisser seul face à sa vérité. Louis aime les hommes. A cause de Franz, mais surtout Franz. Louis se met au cuir et

dragage la nuit dans tous les coins perdus où errent les garçons de mauvaise vie. On s'en doute, après bien des aventures. Louis contracte le SIDA et meurt seul, rétro, consentant. Victime de l'amour ? Oui et non. Il refuse les préservatifs qui lui donnent l'impression de « faire un hold-up ». On peut admettre qu'il y ait là une volonté de suicide à la roulette russe, qui n'est pas entièrement innocente.

C'est un curieux cinéma que celui de Vecchiali. Souvent on se dit que les comédiens jouent faux, dans des décors sans intérêt, sur des paroles et une musique absurdes, notamment quand Louis, au mariage de sa fille, alors qu'il est atteint du SIDA, se met à chanter sur une pelouse comme dans une comédie musicale de Jacques Demy, son hymne : « On va s'aimer, encore et encore, j'aurai encore et encore ». Un moment de pur surréalisme où le spectateur s'interroge sur ce qu'il voit vraiment. Il y a d'autres moments bizarres dans ce monde esthétiquement décalé, où quelque chose passe en force, en surprise, peut-être grâce à ce double jeu du vrai et du faux, réellement touchants, dérangeants. C'est une manière trop insolite pour être préméditée, sincèrement, qui fait glisser d'un mauvais rire à de bonnes questions et désaccorde à tous les coups. Quelque réserve que l'on ait, il faut reconnaître en toute justice que le public de Venise a beaucoup applaudi.

MICHEL BRAUDEAU.

L'Afrique au cœur

Une jeune fille promise à un barbon... L'Ecole des femmes, version comédie musicale, dans le Sénégal d'aujourd'hui.

Jean Rouch entre en Afrique comme chez lui, sans cérémonie, la caméra sur l'épaule. En toute connaissance de cette cause qu'il défend depuis longtemps. Cette fois il s'est associé avec une jeune comédienne de vingt-six ans, Tam-Sir Doueb. Après avoir suivi Peter Brook dans le voyage du *Mahabharata* elle a écrit la comédie musicale qui sert d'argument à *Bac ou mariage*. C'est une histoire vieille comme le monde, mais encore d'actualité du côté de Dakar ou de Bamako. Souleyka a seize ans peut-être et de longues, longues jambes de faon. Elle vient de réussir son BEPC. Ses parents, assistés, veulent la marier à Tonton Médailles, un vieux très riche, si riche qu'il s'habille « sur mesure chez Tati à Paris ». Souleyka se révolte, trouve un appui chez sa meilleure amie et un fiancé de son âge, le cousin de celle-ci. Le méchant barbon sera providentiellement arrêté pour « enrlichissement trop rapide ». Souleyka pourra poursuivre ses études et épouser un peu tard le joli cousin, docteur en

droit et fils du ministre « de l'eau et du courant », de sarcoïte. Les scènes de comédie, jouées souvent face à nous, comme au théâtre, sont entrecoupées d'intermèdes dansés sur les plages, dans la rue. Parfois, les tambourinaires s'arrangent et on n'entend plus, même sur les trottoirs de la ville moche, que le bruit révé du vent, qui sert d'accompagnement et continue à rythmer les arabesques électriques de la troupe d'adolescents.

Son label « ethnographique » donne à Jean Rouch des droits exorbitants sur le plan technique. Il en abuse ici : reflets dans l'objectif, montage déséquilibré, variations de lumière d'un plan à l'autre. Mais cette négligence, assemblée avec un peu de morgue, est largement compensée par la familiarité aigüe, l'intimité vraie que Rouch entretient avec son sujet, avec son terrain.

Il sait formidablement saisir la vérité des gestes, des codes, des signes... Une main noire sur un chapelet de grains, une tache de soleil sur une natte, un fruit dont on sent presque l'odeur sur le sol du marché. Et toute la puissance du patriarcat dans l'image d'un grand fauconnier vide au milieu d'une cour étroite.

Bac ou mariage n'est pas un grand film. Juste un joli enregistrement d'une main ferme. Une bouffée d'Afrique.

DANIELE HEYMANN.

Trois films soviétiques inédits

« L'été froid de 1953 », d'Alexandre Prochkine

Cavale sanglante

Les hors-la-loi ont investi le petit village, quelques maisons de bois au bord du fleuve. Les représentants de l'ordre sont rapidement maîtrisés, les habitants pris en otage et les femmes sur le point de subir les derniers outrages. Le salut viendra de deux marginaux, mépriés, qui révéleront, grâce à ces événements, leur vraie nature héroïque. Il ne manque qu'à ce scénario de western pas un seul coup de feu, pas une bégarrerie, rien, sinon l'Ouest américain. Le metteur en scène, Alexandre Prochkine, est russe. Et ce « western-prochki » tourné en Sibérie en 1987, représente parfaitement les nouvelles tendances d'un cinéma soviétique qui entend dénoncer les méfaits du stalinisme.

de cette ultime « mauvaise action ». Les représentants du pouvoir sont à l'image des hautes sphères : bornés comme le milicien courageux qui périt immédiatement, stupides comme la vieille bademe qui régnait sur la pêcherie locale ou corrompus comme le ténancier du bazar d'Etat, un profiteur doublé d'un lâche. Les héros « positifs » sont des condamnés politiques. Ils achèvent de purger, dans ce tron perdu, leurs quatorze ou quinze ans de détention. Le message, sans ambiguïté ni fioritures, vise à l'efficacité. En dépit de la modestie de ses moyens, le metteur en scène s'en tire grâce à une belle pugnacité qui fait oublier ce qu'il peut y avoir de convenu dans les dialogues. Belle performance des acteurs.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Un roman dans une botte de foin

1 L'air de la rentrée
Ce qu'il y a de plaisant en littérature, c'est que l'on est toujours récompensé suivant ses mérites. La littérature est même un tantinet odieuse à force d'être morale. Si l'on a été un méchant ou, au mieux, un médiocre écrivain, et quel qu'ait été sur le moment l'accueil de la critique et du grand public qui peut diverger dans l'erreur, ça finit toujours par se savoir. Et si vous avez écrit un livre convenable, aussi bizarre que cela puisse paraître, on finira aussi par l'admettre. Seulement, il ne faut jamais être pressé.

tion de celui de Dominique Schneider, les *Chagrins d'éternité* (Robert Laffont), qui est d'ailleurs un livre curieux qui rétrospectivement par sa technique du récit le roman d'analyse, mais ces dix derniers mois, mes plaisirs romanesques ont presque tous été des romans venus d'ailleurs.

Curieusement — est-ce si curieux ? — *The Rock Pool* n'a pas été écrit en Angleterre sans difficultés. Ce roman a passé pour immoral. Et Peter Quennell nous a conté qu'il s'est retenu par deux éditeurs romanesques dont l'un d'abord accepta, mais s'était aussitôt ravisé car son senior partner avait fait la remarque que le lesbianisme (oui, il y a des lesbiennes dans ce roman) était un sujet pénible. Quant à l'autre éditeur, il avait clairement dit qu'il ne pouvait pas publier *The Rock Pool*, et même si ce roman était écrit ailleurs, il était bien assuré qu'il ne trouverait qu'une minorité de lecteurs sophistiqués.

« Le Cambrioleur », de Valeri Ogorodnikov

Les tricheurs à Moscou

« Je veux vivre comme je l'entends » chante le héros du film d'Ogorodnikov, un guitariste à la dégringolade punky qui fait les beaux soirs d'un club de Moscou. Un lieu toléré par le pouvoir soviétique, sorte de soupape pour une jeunesse qui s'ennuie ferme et qui refuse les entrecrochets du *Le des cygnes* comme les fanfares dominicales. En un mot le sinistre monde des adultes égaré dans de sordides querelles de voisinage. Alors on se teint les cheveux, on porte des blousons cloutés, on se maquille outrageusement et, surtout, on se lance à corps perdu dans une nouvelle religion : le rock. *Le Cambrioleur* est proche du documentaire lletou Est-il possible

d'être jeune ? Comme Juris Podnieks, Valeri Ogorodnikov filme sans complaisance une génération qui n'a jamais connu que la chappe de plomb brejnevienne. Pour lier ce « reportage », l'auteur a introduit une vague intrigue à laquelle on ne croit pas trop. Ce qui nous intéresse, c'est l'exploration de ce monde soterrain qui refuse la grisaille quotidienne. « On ne peut plus nous changer, on ne peut plus nous détruire », hurle le rocker. C'est, avec trente ans de décalage, les *Tricheurs à Moscou*.

« Demain, c'était la guerre », de Youri Kara

Avenirs radieux

« Demain, comme vous le savez, c'est la rentrée, période confuse où, si l'on n'a la possibilité, il est doux de s'absenter. L'abandon des livres fait écran à la lecture. En septembre, les livres donnent l'illusion d'être plus nombreux que les lecteurs. C'est le mois de l'année où la littérature ressemble le plus à un match de rugby. Débordée, impuissante, la critique s'épuise, multiplie les coups de affier. Chaque livre qui sort est une faute. Hors-jeu, méfiez, on ne s'entend plus, et ça va durer comme ça jusqu'aux premiers jours de décembre.

« 2 - Marée basse »
Les éditeurs français n'auront mis qu'un demi-siècle pour traduire le roman de Cyril Connolly (1903-1974) *The Rock Pool*, sous le titre de *Marée basse* (traduit de l'anglais par Michel Doury, Christian Bourgois, 90 F). Cinquante-quatre ans, si l'on considère quand ce livre a été écrit (1934) et cinquante-deux, quand il a été publié (1938). Christian Bourgois s'est honoré en publiant *The Rock Pool*, qui va réjouir de nombreux lecteurs. Je crois que *Marée basse* est un grand roman de la rentrée. Espérons qu'il ne sera pas le seul.

« Marée basse »

Aussi, pour cette action héroïque qui est de publier un bon livre lisible et qui ne sera peut-être pas une riche affaire, je pardonnerai à Christian Bourgois ses omissions. Ainsi de nous avoir privés de l'introduction de Peter Quennell, pourtant signalée dans le « primat » et qui ouvre l'édition anglaise de 1981 (Oxford University Press). Peter Quennell (né en 1905), pour simplifier, est un André Malraux anglais. Il a connu Cyril au Balliol College d'Oxford, ce qu'il y a de mieux ! *The Rock Pool* lui est dédié. De la lettre de Cyril à Peter, qui date de 1935 et où il parle de son roman. Et du post-scriptum de Cyril Connolly, écrit à Antibes en 1946 en vue d'une réédition. Ce léger et plaisant appareil critique aurait eu l'avantage de présenter au public français un écrivain qualifié en quatrième de couverture de « critique et romancier » mais que ce public n'est pas forcé de connaître. En effet, le seul livre traduit en français de Cyril Connolly avait été à la Libération, si mes souvenirs sont exacts, le *Tombau de Palinure* (1) chez Robert Laffont. Et cet essai n'avait pas été réédité, il y a trois ans, lorsque cet éditeur avait procédé à une grande rafle de ses fines bouteilles retrouvées dans ses superbes caves étrangères.

« Demain, c'était la guerre », de Youri Kara

Avenirs radieux

La « glasnost » permet à un certain nombre de cinéastes d'aborder des sujets jusqu'ici tabous en URSS. La terreur stalinienne, par exemple. C'est ce qu'a fait Youri Kara, avec beaucoup de prudence. Il situe l'action de son film en 1940, la veille de la guerre, au lendemain de grandes purges où des centaines de milliers de personnes, des cadres du parti en particulier, furent envoyés au Goulag. L'auteur a choisi de raconter l'une de ces arrestations. La victime est un ingénieur en aéronautique, gloire de la petite ville qu'il habite. Son crime : aimer un poète « décadent » : Essénine. Grâce au courage des dièves du lycée, il sera finalement libéré, non sans que sa fille se suicide. Le « happy end » et l'héroïsme systématique des lycéens sentent un peu la convention. Soljenitsyne, lui aussi étudiant dans une ville de province à la même époque, notait : « Comment arrivons-nous en connaissance de ces arrestations

Et demain, nous aurons-nous pensés ? Que toutes les autorités légales eussent changé, voilà qui était rigoureusement égal. On avait bien coffré deux ou trois professeurs, mais ce n'était pas avec eux que nous allions au bal, et les examens n'en seraient que plus faciles. » En revanche, l'auteur de *l'Archipel du Goulag* se souvient d'avoir partagé la même vision optimiste du monde : « Nous avions vingt ans, nous marchions dans les rangs de la jeunesse née en même temps qu'Octobre et, à ce titre, c'est l'avenir radieux qui nous attendait. »

« Marée basse »

« 3 Prévisions »
Le Mercure de France vient de rééditer *De la pluie et du beau temps* de Paula Deslo. Livre précieux. Pour 55 F, vous saurez tout du temps dans les mois et les années qui viennent sans passer par les spécialistes de la météo à l'humour parfois laborieux. Il vous suffira de regarder les plantes, les animaux, le feu, vos cheveux, etc., pour en savoir autant que Gillet-Pétré ou votre baromètre. Pour ce septembre, je peux vous prédire que s'il fait beau à la Saint-Gilles (le 1^{er} septembre), cela durera jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre). Si Dieu et ses saints le veulent bien, rendez-vous le 5 octobre.

« 3 Prévisions »
Le Mercure de France vient de rééditer *De la pluie et du beau temps* de Paula Deslo. Livre précieux. Pour 55 F, vous saurez tout du temps dans les mois et les années qui viennent sans passer par les spécialistes de la météo à l'humour parfois laborieux. Il vous suffira de regarder les plantes, les animaux, le feu, vos cheveux, etc., pour en savoir autant que Gillet-Pétré ou votre baromètre. Pour ce septembre, je peux vous prédire que s'il fait beau à la Saint-Gilles (le 1^{er} septembre), cela durera jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre). Si Dieu et ses saints le veulent bien, rendez-vous le 5 octobre.

(1) *The Unquiet Grave*.

...l'auréol et Hardy
...idéal
...se a, mine de rien, toujours
...antage.
...quand Laura' à une idée, Hardy
...prend à son compte, gonfle de
...Lauréil évacuerait par Hardy l'ou
...t en catastrophe. Les idées
...Hardy se déchirent. Laura se ma
...Et le processus se présente un
...réflection. On ne se reconnaît
...Les pages sont en fait
...tache et ces deux personnages
...ent des caractères. Amis, com
...dans les tentatives successives
...ent mariés, pour les raisons que
...Quand ils
...ent les événements, ils étaient
...ent aux yeux de Laura et de
...usés et leurs bouillottes. Des
...sont selon la tradition du
...nque burlesque dans *Les Jours*
...s la coïncidence d'un bateau qui
...me visage pour autrefois, face à
...Harvey Keitel en Boukharine, dans
...ce qui fut leur dernière nuit, leur
...sime conversation.
...Quand elle était petite, raconte
...Anna Larina, à onze ans, elle habi
...tait une maison sur le fleuve près
...du Kremlin, en compagnie de Staline
...et de Boukharine. Elle était éprise
...de ce dernier et lui écrivait des
...poèmes, mais Staline les interceptait
...en promettant de les porter à leur
...destinataire. Plus tard, quand elle
...eut seize ans et lui quarante, ce
...qui devait arriver arriva. Plus tard
...encore, ce qui n'aurait jamais dû
...arriver devint l'histoire et, dans la
...nuit du 27 au 28 février 1937, Ni
...colas demanda à Anna d'apprendre
...par cœur son testament politique,
...la lettre qu'il destinait « aux futu
...res générations des
...Des pièges à rat
...pour le fromage suisse
...l'histoire de la Russie, de la chute
...des tsars, de la révolution de 1917,
...de la mise en place de Staline, de
...la mort de Khrushchev, de la chute
...de Brejnev, de la chute de Gorbachev,
...de la chute de la muraille de Berlin,
...de la chute de l'URSS, de la chute
...de la République tchèque, de la
...chute de la République slovaque,
...de la chute de la République
...polonaise, de la chute de la
...République hongroise, de la chute
...de la République roumaine, de la
...chute de la République bulgare,
...de la chute de la République
...yougoslave, de la chute de la
...République albanaise, de la chute
...de la République grecque, de la
...chute de la République espagnole,
...de la chute de la République
...portugaise, de la chute de la
...République française, de la chute
...de la République allemande, de la
...chute de la République italienne,
...de la chute de la République
...britannique, de la chute de la
...République américaine, de la chute
...de la République canadienne, de la
...chute de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la chute de la République
...indonésienne, de la chute de la
...République thaïlandaise, de la chute
...de la République vietnamite, de la
...chute de la République cambodgienne,
...de la chute de la République
...laotienne, de la chute de la
...République birmane, de la chute
...de la République philippine, de la
...chute de la République malaise,
...de la chute de la République
...singapouraise, de la chute de la
...République indonésienne, de la chute
...de la République australienne,
...de la chute de la République
...néozélandaise, de la chute de la
...République japonaise, de la chute
...de la République chinoise, de la
...chute de la République indienne,
...de la

Sports

Le Carnet du Monde

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Les joueurs veulent prendre le pouvoir

Cinq rencontres seulement sur les soixante-quatre programmées ont pu se terminer, le lundi 29 août à Flushing Meadow, lors de la journée d'ouverture de l'Open des Etats-Unis, largement gâchée par la pluie. Inactifs sur le court, les joueurs ont tout de même fait parler d'eux.

d'affaires indépendants. La Fédération aurait droit à un statut d'observateur mais à aucune voix. Autant dire que la Fédération serait évincée. A défaut de cette redistribution radicale des cartes, l'ATP créera à partir de 1990 son propre circuit.

Les quatre présidents des épreuves de grand chelem, Philippe Chatrier (France), Buzzet-Hadingham (Grande-Bretagne), Gordon Jorgensen (Etats-Unis) et Brian Tobin (Australie) ont rejeté sans ménagement les propositions de l'ATP. « Le Grand Prix Nabisco offre en 1988 des prix dépassant 31 millions de dollars pour 73 tournois dans 23 pays », ont-ils déclaré lundi dans un communiqué. On aurait pu espérer que les partenaires qui ont acquis de tels résultats puissent continuer ensemble.

NEW-YORK correspondance

« C'est une déclaration de guerre ! Ils veulent contrôler entièrement le jeu ! » Propos catégoriques d'un président en colère. Réaction dépitée d'un Philippe Chatrier dont les phrases énergiques masquent difficilement une certaine lassitude.

Les joueurs veulent en effet contrôler le jeu. Mais, cette fois-ci, il ne s'agit pas d'une grogne diffuse, de quelques griefs lancés en l'air, mais d'une déclaration d'intention claire et d'une tentative concrète, dix-huit ans après la création de l'Association du tennis professionnel (ATP), de s'emparer du pouvoir.

Le pouvoir passe par le conseil professionnel, organisme qui régit le jeu. Il est actuellement composé de neuf membres : trois représentants de l'ATP, trois directeurs de tournoi et trois représentants de la Fédération internationale. Les joueurs souhaitent recomposer le conseil, s'attribuant quatre voix, en accordant trois aux directeurs de tournoi et deux à « des hommes

Malheureusement les actions récentes de l'ATP nous poussent à croire qu'elle veut prendre le contrôle du jeu. Nous ne croyons pas que cela soit la rôle d'une association de joueurs. »

Conférence de presse dans un parking

Les signes annonciateurs ne manquent pas. En novembre dernier, lors du tournoi d'Anvers, John McEnroe appela à la révolte, suivi par le Suédois Mats Wilander. Tous deux évoquaient alors la gestion autonome de leur circuit par les joueurs pro-américains. « Pourquoi ne serions-nous pas aussi capables qu'eux ? », demanda Wilander.

Depuis la nomination il y a un an de Hamilton Jordan, ancien collaborateur de Jimmy Carter, à la tête de l'ATP, les liens entre les deux associations - ATP (tennis) et PGA (golfe) - ont été resserrés : implantation du nouveau centre administratif et sportif de l'ATP à côté de la PGA en Floride, nomination de Tim Smith, ancien cadre dirigeant de la PGA, comme consultant à l'ATP.

En juillet, Jordan quitte le conseil en claquant la porte. « Du déséquilibre, une perte de temps. Les joueurs n'y arrivent plus à se faire entendre. » « Nous sommes tous derrière Jordan, dit aujourd'hui Stefan Edberg. L'ATP fut fondée par les joueurs pour les joueurs mais le contrôle du jeu nous échappe. Nous devrions prendre notre destin en main. »

Mardi 30 août, l'ATP devait tenir une conférence de presse dans le parking public de Flushing Meadow, le stade lui étant interdit par l'USTA (United States Tennis Association). « Notre politique est d'interdire toute conférence qui n'est pas organisée par ou pour nous-mêmes », déclare solennellement Ed Fabricius, responsable des médias pour l'USTA. Le président Chatrier tient des propos moins polés : « Ils veulent se servir de nos installations pour dire qu'ils ont l'intention de nous casser la baraque. » Selon la météo locale, les perturbations devraient se poursuivre mardi. Qui ouvrira le premier le parapluie ?

MARC BALLADE.

VOILE : Québec-Saint-Malo

Le survol de « Jet-Services »

Quelques semaines après le record de la traversée de l'Atlantique à la voile (7 j, 6 h et 30 min) entre New-York et le cap Léopard, le catamaran Jet-Services a signé un nouvel exploit en remportant, lundi 29 août, la Transat Québec-Saint-Malo en 7 j, 35 min.

A 14-24 nœuds de moyenne, le catamaran conçu par Gilles Olier et la nouvelle limite mondiale autorisée de 76 pieds (22,85 mètres) a non seulement battu d'un jour le temps réalisé quatre ans plus tôt par le maxi-catamaran Royal Skipper par Loïc Caradec, mais il a laissé ses poursuivants à plus de 1 000 miles (1 609 kilomètres).

Cette avance, jamais enregistrée dans une Transat, peut d'abord s'expliquer par la qualité de l'équipage, qui avait déjà fait ses preuves lors du record de l'Atlantique après la tragique disparition de Daniel Gilard dans La Baule-Dakar. Roger Caille, le commandant de Jet-Services, avait décidé de confier la barre à son second, Serge Medec, afin de modifier le moins possible un équipage déjà bien rodé.

Après Québec-Saint-Malo, Jet-Services profitera de la présence à bord du retour rochelais

Jean-Yves Bernot, mais c'est surtout en multipliant les épreuves manœuvres de voile dans le détroit de Saint-Laurent que le grand catamaran a gagné le temps. Passant sur Rocher-Perot, à l'embouchure du Saint-Laurent, avec six heures d'avance, Serge Medec a alors eu la chance de bénéficier de conditions météorologiques favorables en touchant, par travers l'Atlantique, le vent qui a fait défaut à ses poursuivants.

Dès lors - malgré deux brutales rencontres avec des requins pélerins, heureusement sans dommage pour la coque - le course était jouée. Seul adversaire que 78 pieds, le commandant de Serge Medec n'avait plus grand-chose à redouter de ses principaux adversaires conçus à la limite maximum de 60 pieds (18,28 mètres) pour la Transat anglaise en solitaire. Hélas, en tant que sursis dès le départ Jet-Services a porté un nouveau coup à cette voile open, déjà en perte d'audience. Il est grand temps que les armateurs concernés se mettent d'accord sur une taille unique de bateaux susceptibles de rendre les courses vraiment ouvertes !

G. A.

NATATION : sélection olympique américaine

Angel Myers disqualifiée pour dopage

La nageuse américaine Angel Myers, sélectionnée sur trois distances pour les Jeux olympiques de Séoul, a été disqualifiée pour dopage, a annoncé, le dimanche 28 août, à Los Angeles, la Fédération américaine de natation. La contre-expertise a confirmé la présence d'une substance interdite décelée par la première analyse. La nature du produit n'a pas été révélée.

Angel Myers, une Géorgienne d'Amérique, âgée de vingt et un ans, avait été l'une des vedettes des épreuves de sélection disputées du 8 au 13 août à Austin. Elle avait emporté les 50 et 100 mètres nage libre ainsi que les 100 mètres papillon. Elle pouvait prétendre, compte tenu des relais, à cinq médailles aux Jeux de Séoul.

Jill Sterkel, troisième du 50 mètres nage libre et Janelle Jorgensen, troisième du 100 mètres papillon, ont été appelées dans l'équipe américaine pour la remplacer.

EN BRÉF

● **RUGBY :** Mort de Pierre Mathias. - Le demi d'ouverture et capitaine de l'équipe de rugby de Grenoble, Pierre Mathias, trente et un ans, a trouvé la mort, lundi 29 août à Saint-Romans (Isère), dans un accident de la route.

● **PARACHUTISME :** La France championne du monde. - La Française Christian Lubbe est devenue championne du monde de précision d'atterrissage, dimanche 28 août à Vichy, permettant à l'équipe de France de remporter le titre par équipes devant l'Allemagne de l'Est et l'URSS. Les Français ont également été sacrés en vol relatif à quatre, ne terminant que troisième en vol relatif à huit et quatrième en vol-circuit.

FAITS DIVERS

● **Recherches toujours vaines** après la disparition de Delphine Boulay. - Les recherches reprises lundi 29 août, et qui se poursuivaient avec des effectifs renforcés dans la journée de mardi 30 août, pour retrouver Delphine Boulay disparue dans la Calvados où elle campait avec une troupe de Jeannettes (le Monde du 30 août) n'ont toujours pas donné de résultats. Cependant, plusieurs témoignages ont fait état de la présence dans des villages ou villages de la région d'une fille dont le signalement correspond à celui de Delphine Boulay. Cela incite les enquêteurs à privilégier l'hypothèse d'une fugue et les parents de l'enfant ont adressé, lundi, un appel invitant leur fille à revenir.

ENVIRONNEMENT

Feu vert pour une ligne à haute tension entre la France et l'Espagne

Après quatre ans d'atermoiements, le ministère français de l'Industrie vient de donner son feu vert à l'une des lignes électriques parmi les plus controversées de l'Hexagone : la ligne de transport de 400 000 volts reliant le poste de Cazaril (Hautes-Pyrénées) et le val d'Aran (Espagne). La déclaration d'utilité publique, qui autorise le lancement des travaux, devrait paraître prochainement au Journal officiel.

La décision de construire la ligne à travers la vallée de Nistos et du Haut-Louron avait été prise en comité interministériel le 10 juillet 1984, alors que M. Laurent Fabius venait de passer du ministère de l'Industrie à Matignon. Cette décision de principe, qui impliquait d'installer des cratères de pylônes dans une vallée encore préservée, avait suscité de fortes protestations. Mais les techniciens d'EDF n'avaient pas moins piqué le tracé de la ligne à travers la montagne, sans tenir compte des tracés alternatifs proposés dans des vallées déjà très équipées.

Chaque année, depuis lors, les opposants à la ligne, tant en Bigorre qu'en Aragon, se réunissent l'été pour protester contre le projet.

Un virus canin serait responsable de la mort des phoques en mer du Nord

C'est le virus de la maladie de Carré qui est à l'origine de la mort de neuf mille phoques, ces quatre derniers mois en mer du Nord et en mer Baltique, a annoncé lundi 29 août un porte-parole de l'Institut national néerlandais pour la santé publique et la protection de l'environnement. Ce virus a été découvert chez de nombreux animaux traités à l'hôpital des phoques de Pieterbergen (Pays-Bas).

La maladie de Carré, très fréquente chez les jeunes chiens, se manifeste par des troubles neurologiques, digestifs et respiratoires. Les phoques auraient été contaminés sur les rivages du Danemark en contact de chiens sauvages. La pollution marine, à laquelle l'épidémie avait initialement été attribuée, a probablement favorisé l'extension de la maladie en affaiblissant les défenses immunitaires des phoques.

La vaccination contre la maladie de Carré, couramment pratiquée chez le chien, semble cependant très difficile à mettre en œuvre chez les phoques, les animaux sains ne pouvant le plus souvent être capturés.

Naissances

— Régine et Jean-François NOËL ont la joie d'annoncer la naissance de

Xavier,

le 14 août 1988, à Saint-Denis.

Décès

— Son épouse, Ses enfants et petits-enfants. Sa famille. Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Fernand BARRONEL, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu le 28 août 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 2 septembre 1988, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-9^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue des Arcades, 53000 Bar-la-Duc, Noville, 20234 Vallée d'Alainval.

— M^{me} Marie Casanova,

M. et M^{me} Fabrice Combes, M. et M^{me} Patrick Vincent et leurs enfants Victor et Maloïna, M^{me} Marion Casanova,

M. et M^{me} Jean-René Quere et leurs enfants,

M^{me} Michèle Pistorelli Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc CASANOVA,

leur époux, père, grand-père, frère et parent,

survécu le 28 août 1988.

Le service religieux sera célébré le mercredi 31 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu le jeudi 1^{er} septembre au cimetière de Ramanville (Vaz), protocole d'un service religieux à l'église protestante, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de la Chaîne, 75007 Paris.

Le conseil d'administration, La direction Et le personnel de

Mobil Oil française,

ont le regret de faire part du décès de leur président,

M. Marc CASANOVA,

survécu le 28 août 1988.

Le service religieux sera célébré le mercredi 31 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

— Le président Et les membres du conseil de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole,

ont le regret de faire part du décès de

M. Marc CASANOVA, président de Mobil Oil française, membre du conseil de l'UCSIP,

survécu le dimanche 28 août 1988.

Le service religieux sera célébré le mercredi 31 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

— Le président Et le conseil d'administration de la compagnie Primagaz,

ont le regret de faire part du décès de

M. Marc CASANOVA, président de Mobil Oil française, administrateur de la compagnie Primagaz,

survécu le 28 août 1988.

— Ravville. M^{me} Georges Egasse, Ses enfants et petits-enfants. La famille. M. le maire Et le conseil municipal de Ravville, Et les amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges EGASSE, chevalier de la Légion d'honneur, chef de division NSA en retraite, conseiller municipal, ACAPG 1939-1945, médaille d'or du travail,

membre du conseil départemental des ACAPG,

survécu en son domicile, à Ravville, le 28 août 1988, à l'âge de soixante-huit ans.

Et nous invitons à assister à la messe d'inhumation qui sera célébrée mercredi 31 août, à 14 h 30, en l'église de Ravville.

Le registre de condoléances sera ouvert à l'église. Il ne sera pas envoyé de faire-part, cet avis en tenant lieu.

6, allée Sainte-Cécile, 14860 Ravville.

— M^{me} Jacqueline Camégon,

sa mère, a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Irène GANDON,

survécue le 28 août 1988, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Entrecaux (Vaudouze).

Le service religieux aura lieu le mercredi 31 août, à 18 heures, en l'église d'Entrecaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Françoise Joly, Claire et Guillaume, ses enfants. Sa famille. Ses proches. Ses amis, cruellement éprouvés, ont le grand deuil de faire part du décès de

Henri JOLY,

survécue accidentellement le 22 août 1988.

Les obsèques auront lieu, place de l'église à Venon (38610) Gières, jeudi 1^{er} septembre 1988, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président, Les enseignants, Le personnel administratif Et les étudiants de l'université des sciences sociales de Grenoble. Le directeur de l'UFR de sciences humaines, ont le profond regret de faire part du décès accidentel de

Henri JOLY,

professeur de philosophie. Né à Lyon en 1927, Henri Joly était ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé de philosophie et docteur de lettres. Il a été maître assistant à l'université de Clermont-Ferrand, puis à celle de Grenoble, où il est devenu enseignant-chercheur. Il a publié, en 1974, le *Fernando ou l'absolu*, Logos. Épistémologie. Philosophie de la philosophie du langage. Il dirigeait un groupe de recherches sur les sciences humaines et sociales dans la revue *Recherches sur la philosophie et le langage*, l'annuaire des sciences sociales de Grenoble et l'édition *Wol*. Il a traduit l'ouvrage d'Erwin Panofsky, *Idée*.

— Nous avons la tristesse d'annoncer la mort de

Justin Klier MOSKOWITZ,

à l'âge de douze ans et demi, le 24 août 1988.

De la part de ses parents, Gene Moskowitz Et Vernice Klier Moskowitz.

La cérémonie aura lieu au funérarium de l'hôpital Gustave-Roussy, à Villejuif, le mercredi 31 août, à 10 heures.

— M^{me} Labracherie, M^{me} Jeanine Labracherie, M^{me} Joëlle Labracherie et ses enfants, Parents et alliés, font part de la mort de

Gabriel LABRACHERIE, prêtre du diocèse d'Angoulême, zélateur des milieux indépendants à Châteauneuf, chargé de gestion du P.A.P., Croix-Rouge française,

survécue le 24 août 1988 à Angoulême, à l'âge de quarante-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Saint-Joseph-l'Archange de Soyaux, le vendredi 26 août.

18, rue du Bourg, 16800 Soyaux.

— M^{me} Roger Legrand, sa mère, M. et M^{me} Guy Dhallain, ses sœur et beau-frère, Pierre Etienne, ses neveux et nièces, Toute sa famille Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Charles LEGRAND, professeur au CNED de Rotsen,

survécue le 21 août 1988, dans sa quarante-huitième année, à Villejuif, des suites d'un cancer.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de Thoury le jeudi 25 août.

La famille rappelle à votre souvenir son père.

Roger LEGRAND,

décédé le 1^{er} août 1980 81, rue de Morex By, 77810 Thoury, 3, avenue des Hénaux, Vaux-le-Pénil, 77000 Melan.

— M^{me} Marie Mirc, née Gouzes, retraitée de l'enseignement,

survécue le 27 août 1988, à Saint-Maur-des-Fossés.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 31 août 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Nicolas, place d'Armes, Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

49, avenue de Condé, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, 8-10, rue du Tonel, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Martial Timsit, M. et M^{me} Jean-Michel Timsit et leur fille, M^{me} Dominique Timsit, M. Jean-Philippe Cohen, Et leur nombreuse famille, ont l'immense douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Louis TIMSIT,

survécue le 27 août 1988, dans sa trentième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 août.

La levée du corps à l'hôpital Claude-Bernard, 10, avenue de la Poste-d'Aubervilliers, Paris-19^e, à 14 h 15.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière de Bagneux, à 15 heures. 150, rue de l'Université, 75007 Paris.

— Grenoble, Lyon.

Michel et Mariann Morhard, ses parents, Catherine et Laurence, ses sœurs, Jean-Baptiste, son frère, Ses oncles, tantes, cousins, Ses amis,

ont la douleur d'annoncer le mort accidentel de

Astaban MERLAND,

le 28 août 1988, sur les pentes de Belle-douan, à l'âge de vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 1^{er} septembre 1988, à 14 h 45, en l'église Saint-Joseph, 14, rue Bayle-Stendhal, à Grenoble.

— Je lire les yeux vers le montagne ? Où me viendra le secours ? Le secours me viendra de l'Éternel qui a fait les cieux et la terre. (Psaume 121, verset 1, 2.)

— M. Robert Mirc, M. et M^{me} Bernard Mirc et leurs enfants, font part du décès de

M^{me} Marie MIRC,

née Gouzes, retraitée de l'enseignement,

survécue le 27 août 1988, à Saint-Maur-des-Fossés.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 31 août 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Nicolas, place d'Armes, Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

49, avenue de Condé, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, 8-10, rue du Tonel, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Martial Timsit, M. et M^{me} Jean-Michel Timsit et leur fille, M^{me} Dominique Timsit, M. Jean-Philippe Cohen, Et leur nombreuse famille, ont l'immense douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Louis TIMSIT,

survécue le 27 août 1988, dans sa trentième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 30 août.

La levée du corps à l'hôpital Claude-Bernard, 10, avenue de la Poste-d'Aubervilliers, Paris-19^e, à 14 h 15.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière de Bagneux, à 15 heures. 150, rue de l'Université, 75007 Paris.

Anniversaires

— Il y a cinq ans

Ioan FELEA

nous a quittés. Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.

— Pour le quatrième anniversaire du décès de

Suzanne TRAFQUANT,

née Barasque, une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connue, estimée et qui ont gardé son souvenir.

Services religieux

— A la suite du décès de

M. Jean-Philippe GINOLHAC,

survécue le 15 août 1988, un culte sera célébré en l'église réformée de Dijon, 14, boulevard de Brosses, le samedi 3 septembre, à 14 h 30.

De la part de M^{me} Jean-Philippe Ginolhac, née Françoise Pottiermagnan, Ses enfants Et toute la famille.

29, rue Jean-Baptiste-Sauvage, 21000 Dijon.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les abonnements de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de toute une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 29 et mardi 30 août 1988.

UN DÉCRET

● N^o 88-896 du 29 août 1988 portant nomination de la réorganisation des personnels civils et militaires de l'Etat et des personnels des collectivités territoriales.

UNE CIRCULAIRE

● Du 10 août 1988 relative aux élections du 21 novembre 1988 aux chambres de commerce et d'industrie.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.
Toutes rubriques 79 F
Abonnés (avec journal) 69 F
Carnet de 12 numéros 82 F
Inscriptions minimum 10 lignes (dont 4 lignes de titres) les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.
Rem. : 42-47-95-03.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-toujours. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **F** Film à voir ; **O** On peut voir ; **N** Ne pas manquer ; **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 30 août

TF 1

20.40 **Cinéma** : La smala. **F** Film français de Jean-Loup Hubert (1984). Avec Victor Lanoux, Josiane Balasko. Les aventures d'une famille excentrique, montée de sa créatrice pour vivre dans la capitale. Le film se veut sans doute d'un genre comique social, moquant des HLM, type *Minguettes*, à l'écran. Mais le résultat est plus souvent vulgaire que drôle. On a du mal à reconnaître les premiers pas de l'auteur du Grand Chemin. 22.10 Documentaire : Histoires naturelles. 23.05 **Série** : Cosmos. 23.55 Journal et Bourse. 0.10 Magazine : Livres en tête. 0.25 Magazine : Minuit sport. 1.25 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.50 Documentaire : Haroma Tazieff raconte sa terre. 2.40 Les Moines et les Pisons (rediff.). 3.05 Documentaire : Histoires naturelles. 4.25 Musique. 4.45 Documentaire : Histoires naturelles. 5.35 Les Moines et les Pisons (rediff.). 5.50 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

20.35 **Cinéma** : Ça n'arrive qu'à moi. **F** Film français de Francis Perrin (1984). Avec Francis Perrin, Véronique Genest, Bernard Blier. Un malade mentalement prend en charge la sécurité de la fille d'un magnat de la presse, menacé d'enlèvement. Francis Perrin retrouve une fois de plus son personnage de doux rêveur contre qui la vie semble s'acharner. C'est du comique romantique, pas désagréable, mais un peu fatigant. Se regarde d'un œil. 22.05 Documentaire : Le génie de la terre. Par Georges Duby et Maurice Cascaville. 23.00 Informations : 24 heures sur la 2. 23.20 Documentaire : Portrait d'artistes contemporains. Louis Cane. 23.50 Jazz : Oscar Peterson (Festival international d'Antibes-Juan-les-Pins 1987).

FR 3

20.30 **Cinéma** : La chamade. **F** Film français d'Alain Cavalier (1968). Avec Catherine Deneuve, Michel Piccoli, Roger Van Hool. Une jeune bourgeoise très mondaine, dans l'ennui, est plus vaine qu'elle ne l'est. Elle rencontre un jeune homme pauvre qu'elle se met à aimer. C'est du Sagan, donc très joliment fait, mais agaçant et snob. Le film a ses qualités et ses défauts. 22.10 Journal et météo. 23.30 **Téléfilm** : Le mariage impossible.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Le solitaire. **F** Film français de Jacques Deray (1987). Avec Jean-Paul Belmondo, Jean-Pierre Malo, Michel Creton. 22.00 Flash d'informations. 22.05 **Cinéma** : Comment échanger un million de dollars par jour. **F** Film américain de Walter Hill (1985). Avec Richard Pryor, John Candy, Lonette McKee. 23.45 **Cinéma** : Bloody bird. **F** Film italien de Michele Soavi (1986). Avec David Brandon.

Barbara Cupisti. 1.10 **Cinéma** : Le vieil homme et l'enfant. **F** Film français de Claude Berri (1967). Avec Michel Simon, Luce Fabiani, Alain Cohen.

LA 5

20.30 **Cinéma** : On l'appelle Trinita. **F** Film italien de E.B. Clucher (1971). Avec Terence Hill, Bud Spencer. Un cow-boy va aider les habitants d'un village menacé par des bandits. Avec cette étrange variation sur le thème des *Sapt Mercenaires*, E.B. Clucher, alias Enzo Barboni, est le maître d'imiter le personnage de Trinita. Son talent s'arrête là : ce n'est pas encore la fin des westerns spaghetti, mais déjà un sous-produit de Sergio Leone. 22.15 Tennis. Flashing Meadow 1988. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Tennis (suite). 1.10 Capitaine Farillo (rediff.). 2.05 Corsaires et filibustiers (rediff.). 2.30 Mathias Sandorf (rediff.). 3.25 **Série** : Vive la vie ! (rediff.). 3.55 Le club Bonnetin. 4.55 Top mag (rediff.).

M 6

20.30 **Téléfilm** : Le transage du KGB. De Jon Lindström, avec Thomas Helberg, Jösta Hagelbäck. *Rambo*, espion fonceur mais indiscipliné, reçoit l'ordre d'aller enquêter à la frontière sino-russe un général transfuge du KGB. C'est une femme qui arrive 12.00 **Série** : Cagney et Lacey. 22.50 **Série** : Destination danger. 23.40 Six minutes d'informations. 23.50 2.00 Magazine : Chances (rediff.). 2.30 Feuilleton : L'île mystérieuse. 3.25 Nans le berger. 3.50 L'île mystérieuse (rediff.). 4.45 Nans le berger (rediff.). 5.10 Magazine : Météo chassé.

FRANCE-CULTURE

20.00 Mémoires du siècle. Jean Gasparier, sociologue, orientaliste, professeur d'université. 21.00 **Dramatique** : Le bien de l'eau de vie, de Carlos Sempurn-Maura. 22.15 Fred Deux et son double. Les fils. 22.40 Espérance. La route de la soie. 0.05 Du jour au lendemain. Clotilde Martin et Louise Lambri. 0.50 Musique : Code. Stephan Elcher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 juillet 1988 à Montpellier) : Divertimento en ré majeur, K 136 ; Symphonie n° 35 en ré majeur, K 385 Haydn ; Messe en ut majeur, K 3517, du couronnement, de Mozart, par l'Orchestre Sinfonietta de Saragossa et le chœur des solistes de l'Opéra de chambre de Vitoria. Dir. Ruben Silva. 22.37 La terrasse des audiences au clair de lune. 0.00 Au fil du Danube. 4. De Budapest à la mer Noire. Œuvres de Danciu, Bartok, Enesco, Muzolov.

Mercredi 31 août

TF 1

13.40 Feuilleton : Côté Ouest. 14.30 Club Dorothée. Mon petit poney. Les chevaliers du zodiaque. Lami : Cl Joe. Les Bisounours : Silver Hawks. Bioman II : Le mot mystérieux. Le jeu de l'ABC. Top junior. 18.10 **Série** : Chips. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.25 Météo. Tapis vert et tirage du Lotto. 20.40 Variétés : Secrets soirs. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Michel Leeb, Michel Bergin, Dominique Lavazan, Sturzanica, Desireica, Début de soirée, A-Ha, Sandy, Princess Erika, Elli Medeiros, Eight Wonder, Sabrina. 22.30 **Série** : Texas Police. 23.20 **Série** : Les chevaliers. Panique. 0.10 Journal et Bourse. 0.25 Magazine : Minuit Sport. De 1.25 à 6.25 Rediffusions. 1.25 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.50 Documentaire : Haroma Tazieff raconte sa terre. 2.45 Les Moines et les Pisons (rediff.). 3.10 Magazine : Santé à la Une. 4.40 Musique. 4.45 Documentaire : Histoires naturelles. 5.35 Les Moines et les Pisons (rediff.). 6.00 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

13.40 Feuilleton : La vie en panne. 14.05 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.45 Feuilleton : Anno domini (4^e épisode). 16.25 Feuilleton : Les Châmes de l'été. (3^e épisode). 17.30 Jeu : L'arche d'Noé. Présenté par Georges Beller. 17.55 **Série** : Frontal chassé de terres. 18.45 Les chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Feuilleton : Petit déjeuner compris. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Jeux sans frontières. Emission présentée par Fabrice et Marie-Ange Nardi à Madrid. Equipes en compétition : Brises-les-Bains (France) ; Profondille (Belgique) ; Sédille (Espagne) ; Acoras (Portugal) ; Palunoro (Italie). 21.50 **Série** : La loi, c'est la loi. La chasse au Père Noël. 22.45 Magazine : Dina, dam, dom. De Daisy de Galard. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Jazz. Cab Calloway (Festival international d'Antibes-Juan-les-Pins 1987).

FR 3

13.30 **Série** : Cap danger. Le don de la vie. 14.00 Magazine : Une pêche d'acier. Le magazine des 15-25 ans. 14.30 Jeu : On va gagner. Présenté par Vincent Perrot et Cerise Leclerc en direct du Futuroscope de Poitiers. De 17.00 à 18.00 Amuse 3. 17.00 **Série** : La famille Diotchi. 17.05 **Série** : Bombo. Passage clandestin. 17.15 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 Les embouteilles. 11. Le dore au ski : Crise de logement. 18.00 **Série** : Colorado. Les bergers (1). 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Dessin animé : Joie à la case. 20.02 Jeux : La classe. Présenté par Fabrice. 20.50 **Téléfilm** : Terreur mystérieuse. De William Winstanley avec Suzanne Pleshette, Barry Newman. 22.00 Journal et météo. 22.25 Autours studios : Paysage d'un corbeau. D'Emilio Paculli. Avec Patrick Bauchau, Marc Michel, Isabel Otero. 23.50 Musiques. Nocturnes. Avec Schubert. Improvisation 142 n° 3 pour piano, par Aldo Ciccolini.

CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm** : La légende des amants maudits. De Willi Patterson, avec Kathleen Quinlan, David Robb. 15.05 **Série** : La malédiction de loup-garou. 15.30 **Téléfilm** : Inspecteur Morse, au service de la mort. D'Alastair Reid, Brian Parker et Peter Hammond. 17.10 Documentaire : Animaux du soleil. Sur les îlots d'un lac. 17.40 Cabou

COMMUNICATION

• Décès du journaliste Raymond Lartigue. Le journaliste Raymond Lartigue est décédé, dimanche 28 août, au cours d'un accident de la route survenu à La Bernerie-en-Retz (Loire-Atlantique). Agé de soixante-deux ans, Raymond Lartigue avait fondé, à la Libération, le bulletin quotidien *Liaisons sociales* qu'il dirigea de 1948 à 1980, date de son départ à la retraite. Lancé avec des moyens artisanaux, *Liaisons sociales* s'est ensuite étoffé pour devenir le bulletin de référence dans le domaine de l'information sociale, avec une diffusion de l'ordre de 35 000 exemplaires. Le journal avait été racheté lors du départ de Raymond Lartigue par le groupe de presse professionnelle dirigé par M. Patrice Aristide Blank, le groupe Liaison.

Cadin. Bravestarr ; Footlar. En clair jusqu'à 21.00. 18.30 Dessin animé : Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gilès. 21.00 **Cinéma** : Fanny boy. **F** Film français de Christian Le Hennoet (1987). Avec Gérard Louchon, Valérie Mairesse, Anais Jeanneret. 22.25 Flash d'informations. 22.30 **Cinéma** : La plage sanglante. **F** Film américain de Jeffrey Bloom (1980). Avec David Hoffman, Marianna Hill, John Saxon. 0.00 **Cinéma** : Mousquetaire. **F** Film américain de Frank Perry (1982). Avec Christopher Reeve, Genevieve Bujold, Fernando Rey. 1.55 Documentaire : Malcolm Forbes, milliardaire.

LA 5

13.30 **Série** : Amalgamez votre. 14.20 **Téléfilm** : Le grand carambolage. De James Fawley. 16.00 **Série** : Capitaine Farillo. 16.55 Dessin animé : Sandy joujouille. 17.20 Les Schtroumpfs (rediff.). 17.45 Le monde enchanté de Label. 18.05 **Série** : Astroman. 18.55 Journal Image. 19.03 **Série** : L'homme qui valait trois milliards. 19.50 Journal. 20.30 **Téléfilm** : L'empire du retour. De Robert Ellis Miller. 22.15 Tennis : Flashing Meadow 1988. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Tennis (suite). (Les horaires des émissions suivantes pourront subir quelques changements dus à la retransmission en direct de tennis). 0.40 **Série** : Capitaine Farillo (rediff.). 1.35 Corsaires et filibustiers (rediff.). 2.00 Mathias Sandorf (rediff.). 2.45 Vive la vie ! (rediff.). 3.30 Le club Bonnetin. 4.28 Top mag (rediff.).

M 6

13.30 **Série** : Poigne de fer et séduction. 13.55 Feuilleton : Nans le berger (rediff.). 14.20 Feuilleton : L'île mystérieuse (rediff.). 15.15 Magazine : Faisons-moi 6. 16.00 Hit hit hit, heures à 17.05 **Série** : Hawaii police d'Etat. 18.00 Journal et Météo. 18.15 **Série** : Les routes du paradis. 19.00 **Série** : Les îlots brisés. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 **Série** : Cosby show. Dernier avertissement. 20.30 **Téléfilm** : Le miroir de la mort. De Paul Wendkos, avec Bradford Dillman, Louis Jourdan. 22.05 **Série** : Cagney et Lacey. 22.50 **Série** : Destination danger. 23.45 Six minutes d'informations. 23.55 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip. 2.30 Feuilleton : La cloche tibétaine. 3.25 Nans le berger. 3.50 La cloche tibétaine (rediff.). 4.45 Nans le berger (rediff.). 5.10 Magazine : Météo chassé.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 mai 1988 au Festival de Vienne) : Sonate pour violon et piano en fa majeur, K 376, de Mozart ; Sonate pour violon seul, de Bartok ; Scherzo pour violon et piano en ut mineur (3^e mouvement de la sonate FAE), de Brahms ; Fantaisie pour violon et piano en ut majeur, D 934, de Schubert ; Viktor Mulla, violon, et Bruno Canino, piano. 22.37 Villes invisibles. Œuvres de R. Strauss, Scarlatti, Stravinsky, Szycmanowski.

FRANCE-CULTURE

20.00 Mémoires du siècle. Pierre Rimbert, directeur durant cinquante ans de l'Office universitaire de recherche sociale. 21.00 **Dramatique** : L'écoulement, de Walter Benjamin. 22.15 Fred Deux et son double. La nuit. 22.40 Espérance. La route de la soie. 0.05 Du jour au lendemain. Clotilde Martin et Louise Lambri. 0.50 Musique : Code. Stephan Elcher.

5 dollars de plus qu'une offre concurrentielle pour son intégrité professionnelle et son amabilité, Raymond Lartigue bénéficiait d'un fort courant de sympathie dans le monde de l'information sociale. Il avait participé à la création de l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS), dont il était resté membre d'honneur.

• L'éditeur américain Macmillan repousse l'offre d'achat de M. Robert Maxwell. — Le conseil d'administration de l'éditeur américain Macmillan a repoussé, vendredi 25 août, l'offre de rachat faite, à la mi-juillet, par le patron de presse britannique Robert Maxwell. Ce dernier avait proposé 80 dollars par action (2,2 milliards de dollars au total), soit

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 30 août à 0 heure et le dimanche 3 septembre 24 heures UTC.

Un régime perturbé de Sud-Ouest persistera sur notre pays jusqu'à jeudi. Un enfoncement d'air froid d'altitude amènera un changement de type de temps vendredi, puis une circulation perturbée d'ouest se rétablira.

Mercredi 31 août

Le matin, le soleil brillera sur la majeure partie du pays. Toutefois des nuages accompagnés d'ondées éparses envahiront le ciel de la Bretagne du Cotentin au Nord, à l'île-de-France au Puy-de-France.

Dans l'après-midi, nuages et petites ondées persisteront sur le Centre, le Nord-Est, les Alpes et le Massif Central. Les autres régions bénéficieront alors de belles éclaircies, excepté la Bretagne, où le temps deviendra très nuageux en fin de journée.

Le vent du sud-ouest sera assez soutenu près de la Manche, faible sur les autres régions.

Les températures minimales, sans grand changement, avoisineront 6 °C à 10 °C du Nord-Est au Massif Central et au Sud-Ouest, 10 °C à 13 °C du Nord-Ouest au Nord, 14 °C à 17 °C dans le Sud-Est.

Les températures maximales, généralement comprises entre 20 °C et 25 °C, seront voisines de 18 °C à 20 °C en Bretagne, de 25 °C à 28 °C dans le Sud-Est.

Judi 1^{er} septembre : Le début de journée sera encore agréable sur la plupart des régions, malgré un ciel passagèrement très nuageux sur l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté et le nord des Alpes. Les nuages seront abondants dès le matin sur la Bretagne et le Cotentin, et ils s'étendront en cours de journée au reste du pays. Ils seront accompagnés d'ondées qui pourront prendre un caractère orageux l'après-midi. Les éclaircies réapparaîtront en soirée sur la Bretagne et le Cotentin. Un temps plus frais avec quelques averses s'établira, les vents d'ouest puis du nord-ouest se renforceront dans la nuit. Températures minimales : 12 °C à

14 °C sur la moitié nord, 14 °C à 18 °C sur la moitié sud. Maximales : 18 °C à 23 °C sur la moitié nord, 22 °C à 27 °C sur le Sud.

Vendredi 2 septembre : averses et éclaircies.

Le ciel sera couvert le matin sur la plupart des régions, et les ondées seront parfois importantes qui seront accompagnées d'averses. Ce type de temps plus frais s'étendra à tout le pays, excepté les régions de l'extrême est du pays, qui garderont un ciel très nuageux accompagné d'ondées. Le mistral se lèvera en vallée du Rhône. Le soir, le ciel se couvrira de nouveau près des côtes de la Manche et de l'Atlantique. Quelques brumes sont à attendre en Bretagne.

Les températures minimales seront en baisse de 2 °C à 3 °C. Les maximales resteront sans changement.

Samedi 3 septembre : Gris et nuageux.

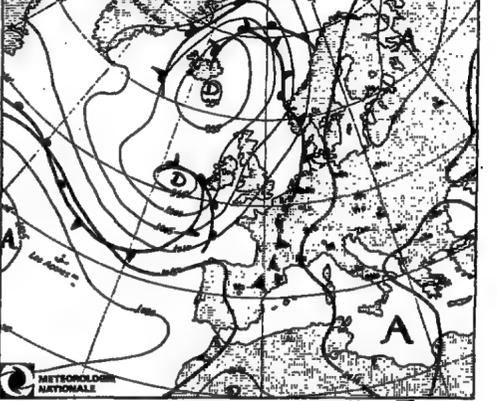
Le ciel sera couvert le matin sur la Bretagne et les pays de la Loire, sur le Poitou, les Charentes et l'Aquitaine. Partout ailleurs, un temps plus variable prédominera. En cours de journée, le ciel gris se généralisera sur la moitié nord, avec quelques brumes près des côtes de la Manche et sur le Nord, tandis que de belles éclaircies se développeront sur la moitié sud. Le mistral faiblira.

Températures : sans grand changement.

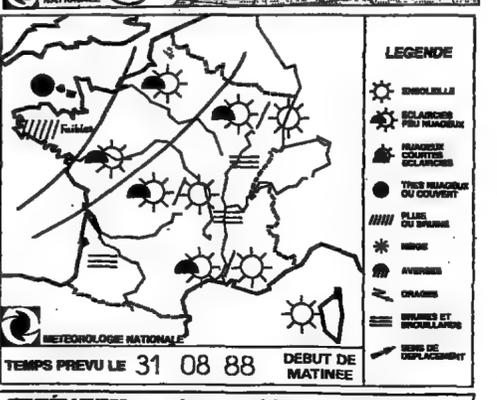
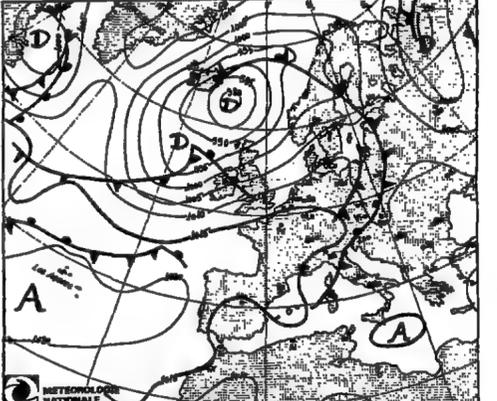
Dimanche 4 septembre : Le temps gris prédominera sur la moitié nord. Sur le Sud-Ouest le temps deviendra plus chaud et lourd l'après-midi. En soirée le ciel se couvrira à nouveau sur la Bretagne avec quelques pluies.

Températures minimales en hausse sensible, maximales en hausse également surtout sur la moitié sud.

SITUATION LE 30 AOUT 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPS PREVU LE 31 08 88 DÉBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 29-08-1988 à 6 heures TU et le 30-08-1988 à 6 heures TU

FRANCE		ÉTRANGER	
AMARCO	33 18 D	ALGER	36 13 D
BARCELONE	20 10 D	AMSTERDAM	11 13 D
BORDEAUX	22 9 D	ATENE	28 19 D
BRESCIA	18 13 N	BANGKOK	32 23 O
CABRI	19 10 N	BARCELONE	29 18 D
CHERBOURG	17 12 D	BERGAMO	31 18 D
CLERMONT-FERRAND	23 5 D	BERLIN	23 11 C
DJIBOUTI	22 5 D	BRUXELLES	17 11 D
GRANDVILLE	22 12 N	LE CAIRE	34 23 N
LILLE	19 11 D	COPENHAGUE	22 9 D
LONDRES	19 7 D	DARFA	30 21 O
LYON	24 9 D	DELHI	36 26 D
MARSEILLE	21 6 N	DIJON	23 11 D
NANCY	22 6 N	GENEVE	23 22 D
NANTES	28 9 D	HELSINKI	19 11 D
NICE	27 20 N	ISTANBUL	31 25 O
PARIS-MONTREUIL	19 12 D	ISRAEL	28 18 D
PARIS-ORLY	19 9 D	JERUSALEM	25 16 C
PERPIGNAN	20 17 N	LISBONNE	23 15 D
RENNES	19 10 D	LONDRES	21 11 N
STRASBOURG	23 5 D		

A avec B brume C ciel couvert D ciel dégagé E nuageux F orage G pluie H tempête I neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Des cel

Station propriétaire d...
- et des profits qui em...
- que les chercheurs le...
- question se pose aux

Les rév

analyse des pollens apportés
par les vents et les courants
de la Terre et des paysages

SCIENCES ET MEDECINE

Des cellules qui rapportent

Reste-t-on propriétaire de ses cellules - et des profits qui en découlent - lorsque les chercheurs les utilisent ? La question se pose aux Etats-Unis.

Qui appartient les cellules humaines, aux chercheurs qui les utilisent ou à ceux chez qui elles ont été prélevées ? Cette question est au cœur d'un imbroglio juridique...

En 1980, John Moore, un homme d'affaires de Seattle, est hospitalisé à l'hôpital de l'université de Los Angeles (UCLA) pour une forme rare de leucémie...

Baptisée MO (référence au nom du patient), la lignée cellulaire ainsi obtenue devient rapidement célèbre dans les laboratoires américains...

gée de son développement industriel. Les médecins de l'UCLA, s'estimant alors lésés, revendiquent et obtiennent, par une décision de justice...

Cette décision juridique est sans précédent. Pour la première fois, en effet, un tribunal attribue à un être humain l'équivalent du « droit d'auteur » sur une partie de son corps.

ainsi que, malgré toutes les modifications subies lors de leur mise en culture, les cellules restent sa propriété et peuvent être, à ce titre, considérées comme une source de profit.

Cette décision, qui fait l'objet d'une procédure d'appel devant la Cour suprême, va radicalement à l'encontre de la législation sur les brevets...

La protection des chercheurs

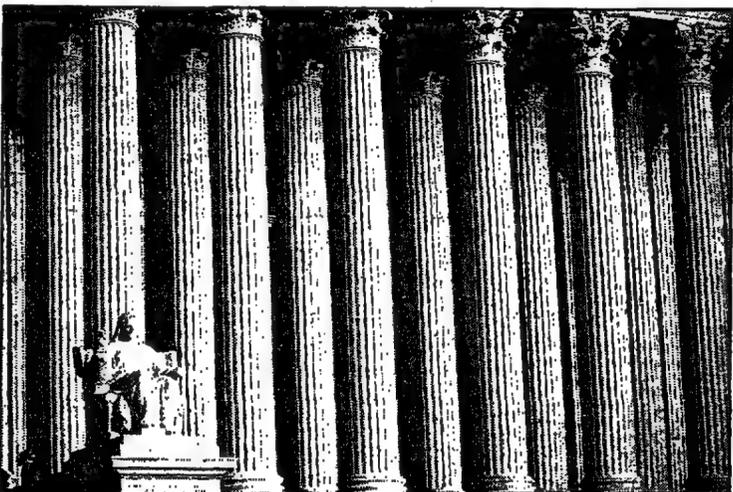
La délivrance d'un brevet n'a rien à voir avec une reconnaissance de propriété. Elle a pour objectif d'assurer à un inventeur le droit exclusif d'exploiter son invention pendant une durée limitée.

protégée. Aux Etats-Unis, toutes les grandes universités ont leurs propres services de propriété industrielle où des spécialistes, employés à plein temps, s'occupent du dépôt des demandes de brevet...

Il est courant de breveter des organismes vivants. En France, l'Institut national de la propriété industrielle, qui examine toutes les demandes, accorde presque quotidiennement des brevets à des bactéries et à leurs dérivés...

BÉATRICE OSTER.

(Lire la suite page 16.)



En attendant le verdict de la Cour Suprême...

LE PRIX DE L'INCONSCIENCE

QUELLES sommes doit-on donner aux traumatisés crâniens graves pour les indemniser des dommages corporels dont ils souffrent ? Cette question, qui concerne de plus en plus souvent les médecins-conseils des sociétés d'assurances...

La principale question posée peut être résumée de la manière suivante : doit-on être conscient de ses préjudices personnels pour être indemnisé ?

Parmi les conséquences trop mal connues de l'hécatombe routière figurent en bonne place les modalités de prise en charge médicale et financière des grands accidentés. Des statistiques récentes, portant sur près d'un millier de traumatisés crâniens...

Il s'agit presque toujours de malades jeunes, pour lesquels l'indemnisation est en jeu des sommes considérables et soulève de très difficiles questions. « Un nouveau problème apparaît depuis quelques années : celui de la prise en charge de cas d'états végétatifs chroniques... »

Deux conceptions s'opposent, comme l'a montré à Rouen le récent colloque de la Fédération française des associations de médecins-conseils de sociétés d'assurances...

D'autres décisions de justice témoignent, au contraire, d'une nouvelle prise de conscience (ardemment souhaitée par les assureurs) du problème. Il s'agit dans ce cas, non plus d'indemniser mais d'assurer le malade...

En d'autres termes, on ne lui fournit que la prise en charge de tous les frais hospitaliers dus à son état, ce qui, estime-t-on, couvre l'intégralité de ses besoins réels. On postule que, bien qu'étant vivant, le malade en état végétatif chronique est dans une situation équivalente à celle d'une survie artificielle.

« Au moment où une crise mondiale nous amène à envisager un nouvel équilibre économique, au moment où tous nos acquis sociaux sont remis en question, avons-nous encore les moyens de « dilapider » des sommes considérables sans nous assurer qu'elles correspondent à des besoins réels ? »

JEAN-YVES NAU.

(1) Sur ce thème, lire : « Les traumatismes crâniens graves et leurs séquelles », Revue française du dommage corporel (1988, tome 14, n° 2).

Les révélations des pollens

L'analyse des pollens apporte des informations très précises sur l'histoire de la Terre et des paysages

VERS 6 000 ans avant Jésus-Christ, sur la côte languedocienne, les forêts de chênes étaient nombreuses. Il y avait aussi des buis, des bruyères arborescentes, des lentiques, de la vigne sauvage, des ormes, des frênes, des noyers, des saules...

Cette étude, réalisée par Mme Nadine Planchais, du laboratoire de palynologie du CNRS à Montpellier, montre ainsi une tradition capitale pour l'histoire de l'Homme sapiens sapiens : le passage de l'économie de chasse-cueillette à celle d'agriculture-élevage.

ont rempli peu à peu le cours inférieur du petit fleuve côtier, le Lez, près de Palavas-les-Flots (Hérault).

Les pollens sont des éléments unicellulaires microscopiques qui produisent les gamètes (c'est-à-dire les cellules reproductrices) mâles des plantes à fleurs. Ils ont des formes ou des ornements particuliers, qui permettent d'identifier la famille, le genre et parfois l'espèce de la plante dont ils sont issus.

Néanmoins, M^{me} Planchais a vu, dans ses carottes de vase du Lez, les fluctuations qui ont rafraîchi ou légèrement réchauffé le climat. Vers 1 000 ans avant Jésus-Christ, le

cours du Lez est ombragé et les hêtres apparaissent : or le hêtre a besoin d'humidité constante et de nébulosité estivale. Très vite, les hêtres ont gêné les hommes qui les ont coupés. Mais ils sont revenus, ce qui montre le retour rapide d'un climat frais.

Autres apparitions d'espèces végétales : le noyer et l'olivier, qui s'installent au deuxième siècle avant notre ère, au moment de l'arrivée des Romains dans le Languedoc ou juste avant.

Le recul des chênes

Avec une carotte prélevée dans les fonds de la mer Tyrrhénienne, M^{me} Planchais et M^{me} Martine Rossignol-Strick remontent jusqu'à 55 000 ans. Là, alternent, dans des couches de sédiments, des niveaux de cendres volcaniques et des niveaux contenant des pollens. L'âge des cendres est connu par corrélation avec les datations faites sur les dépôts volcaniques continentaux. Et les associations végétales, révélées par les pollens, « collent » avec les courbes climatiques établies par le Centre des faibles radioactivités de Gif-sur-Yvette (Commissariat à l'énergie atomique et CNRS) en se fondant sur la composition isotopique de l'oxygène. Plus il fait froid, plus les calottes glaciaires grandissent, plus cette glace contient de l'oxygène 16 (oxygène « normal »), donc plus l'eau des océans est riche en oxygène 18 (oxygène lourd).

Le chêne reflète très fidèlement les fluctuations climatiques. Il a besoin d'humidité estivale et de chaleur relative. Lorsqu'il se raréfie ou disparaît, c'est que le climat devient trop froid ou trop sec autour du bassin méditerranéen. Vers 9 000 ou 8 000 ans avant Jésus-Christ, la carotte de la mer Tyrrhénienne montre pour la première fois la contemporanéité du refroidissement du Dryas (le dernier épisode très froid de la glaciation du Würm) et du recul des chênes.

Les carottes prélevées en Méditerranée orientale, elles, remontent jusqu'à 465 000 ans, comme l'a démontré une étude récente de M^{me} Martine Rossignol-Strick, qui a pris, en 1987, la direction du laboratoire de palynologie du CNRS à Montpellier. Ces carottes sont constituées par une succession de niveaux de spropèles, c'est-à-dire de sédiments très riches en matière organique continentale et marine. Tellement riches que les spropèles seront, dans la suite de leur évolution, des roches-mères du pétrole.

Drainés par les fleuves

Cette matière organique s'est déposée dans des sédiments ne contenant pas d'oxygène. Les pollens sont donc extraordinairement nombreux dans les spropèles : il peut y en avoir 25 000 (ou même beaucoup plus par gramme) alors qu'il n'y en aurait que 200 dans un gramme de sédiments oxydants.

Ces pollens ont été apportés par les fleuves qui assuraient le drainage de l'Europe centrale et septentrionale. A part le Nil, l'Afrique n'avait - et n'a toujours pas - de fleuves puissants qui se jettent dans la Méditerranée. En outre, la latitude de l'Afrique du Nord soustrayait en partie celle-ci aux fluctuations des températures des périodes glaciaires et interglaciaires, fluctuations qui sont beaucoup plus marquées dans les hautes latitudes.

Les spécialistes voient ainsi dans les spropèles de Méditerranée orientale si celles-ci ont été déposées pendant des périodes interglaciaires (beaucoup de pollens de chênes, mais pas d'armoises), ou des périodes glaciaires (beaucoup d'armoises et peu de chênes), ou des périodes de transition (pas beaucoup de chênes et peu d'armoises).

Encore faut-il expliquer que les spropèles puissent se déposer sous différents climats. Il faut donc retrouver les types de circulation marine qui empêchent l'oxygène de se renouveler dans les eaux profondes de la Méditerranée. Lorsque les eaux de surface sont moins salées et (ou) plus chaudes que les eaux profondes, elles sont plus légères que ces dernières et ne peuvent pas plonger jusqu'au fond. Il n'y a donc pas d'apport d'oxygène en profondeur.

Quelles sont les conditions nécessaires à la présence d'eaux superficielles légères ? Nous avons vu que les spropèles se sont déposés aussi bien pendant des périodes glaciaires qu'interglaciaires. Il faut donc chercher une autre cause que le climat : les épisodes de dépôt des spropèles

ont pour origine les facteurs astronomiques que le Yougoslave Milutin Milankovitch a calculés le premier en 1920. Ces facteurs astronomiques sont la précession des équinoxes (période : 21 000 ans), les variations de l'excentricité de l'orbite terrestre (période : 100 000 ans) et de l'obliquité de l'axe de rotation de la Terre (période : 41 000 ans). Ces trois facteurs de périodes différentes ajoutent ou annulent leurs effets (Le Monde du 9 juin).

On comprend donc que le jeu de ces facteurs astronomiques augmente ou diminue la quantité d'énergie solaire qui parvient dans l'atmosphère et au sol. Etant entendu que chacun des trois facteurs exerce son influence en fonction de la latitude et de la saison. La déposition des spropèles coïncide toujours avec les périodes d'insolation maximum de l'hémisphère nord. Ce qui s'explique par la circulation atmosphérique particulière qui s'établit à ces moments-là.

De même, selon une étude de M^{me} Elise Van Campo, elle aussi du laboratoire de palynologie du CNRS, les mêmes maxima d'insolation solaire coïncident avec l'extension des mangroves (1) poussant sur les côtes de l'océan Indien.

YVONNE REBEYROL.

(1) Formation végétale particulière qui se développe sur les côtes de la zone intertropicale dans la zone de balancement des marées. La mangrove est caractérisée par les très nombreux palétuviers, arbres aux racines aériennes très développées, qui forment des forêts impénétrables. La vie végétale et animale y est grouillante.

Les mystères du rayonnement

La Terre reçoit les rayons du Soleil et émet son propre rayonnement. Comment mesurer cet échange d'énergie ?

L'ÉTÉ est la saison des congrès scientifiques. Ainsi l'International Radiation Symposium vient de se tenir à Lille. C'est la première fois que cette manifestation, qui a lieu tous les quatre ans, vient en France. Pourquoi à Lille ? Parce qu'il existe dans cette ville un laboratoire d'optique atmosphérique, qui étudie le transfert radiatif en milieu hétérogène et les profils de répartition du rayonnement dans l'atmosphère. Sa fondatrice, la professeure J. Lenoble, s'est chargée de l'organisation du symposium.

Celui-ci est consacré à l'étude du rayonnement solaire et de son interaction avec l'atmosphère et le sol, ainsi qu'au rayonnement émis par le sol. En filigrane, tous les problèmes de météorologie, de climatologie, de télédétection. Quand des satellites observent la Terre, ils le font par l'intermédiaire du rayonnement, visible ou infrarouge le plus souvent. L'image qu'ils reçoivent du sol est brouillée par l'imparfaite transparence de l'atmosphère - c'est en sens inverse l'exact pendant de cet élargissement atmosphérique de l'image des étoiles qui gêne tant les astronomes. Toute mesure quantitative doit donc être corrigée des effets de l'atmosphère, lesquels sont rapidement changeants et mal connus.

Un seul exemple : les nuages absorbent le rayonnement émis ou réfléchi par le sol. Mais dans quelle proportion ? Comme ils ne forment pas une couche homogène, comme ils se masquent partiellement les uns les autres, ni le taux global de nébulosité ni la surface nuageuse vue depuis le

satellite ne sont de bons indicateurs de cette absorption. Il faut pour calculer celle-ci construire des modèles qui font appel à toutes les données disponibles sur le comportement de l'atmosphère, données qui sont souvent fort imprécises. Depuis plusieurs années, dans le cadre de l'International Satellite Cloud Climatology Project, les observations par satellites de la couverture sont stockées et soumises à divers algorithmes pour tenter de calculer cette absorption.

Le point de départ de toute étude sur le rayonnement est la constante solaire, qui mesure le flux d'énergie à la distance moyenne de la Terre : 1 367 watts par mètre carré. Problème, cette constante est des plus variables. Il semble que sa variation à long terme soit principalement corrélée à l'activité solaire, laquelle fluctue sur un cycle de onze ans. L'énergie émise serait plus grande de quelque dix millièmes en période de forte activité. Il n'est pas exclu qu'il existe aussi une variation séculaire, constamment de même sens, qui à la longue aurait des effets climatiques marqués.

La Terre renvoie en moyenne vers l'espace autant d'énergie qu'elle en reçoit, faute de quoi sa température s'échaufferait rapidement des valeurs inadmissibles. Mais si le bilan radiatif est globalement équilibré, il fluctue en fonction du lieu et du temps. La connaissance qu'on en a est loin d'être suffisante. Le programme international ERBE (Earth Radiation Budget Experiment) vise à l'améliorer. Il

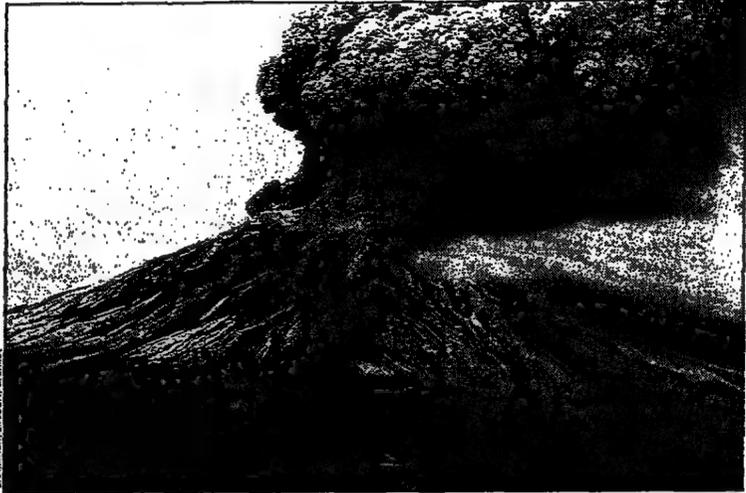
s'appuie essentiellement sur les observations de nombreux satellites, mais encore faut-il savoir relier les mesures entre elles, vérifier leur cohérence, évaluer les erreurs commises.

Dans l'avenir, des satellites spécialisés devraient permettre de bien meilleures mesures. Encore faut-il qu'ils soient équipés de bons instruments. Plusieurs communications du symposium portaient sur les modèles de rayonnement, les programmes de calcul, les techniques de mesures, présents et à venir, qui doivent permettre la réalisation du programme.

Les poussières des volcans

Ce que les satellites mesurent est le rayonnement émis ou réfléchi par la Terre hors de l'atmosphère. Ce qui est important pour les habitants du globe est beaucoup plus le rayonnement au niveau du sol. Passer de l'un à l'autre est difficile. On a déjà parlé de l'influence des nuages. Mais il faut tenir compte aussi des poussières, des aérosols. L'explosion au mont Saint-Helens aux Etats-Unis, en 1980, et surtout celle du volcan mexicain El Chichon, en 1982, ont envoyé une telle quantité de poussières dans la haute atmosphère que celle-ci commence seulement à retrouver sa transparence initiale.

Quel est l'effet de ces poussières sur la température au niveau du sol ? Si elles absorbent plus le rayonnement solaire que celui émis par le sol, elles devraient entraîner un refroidissement ; un réchauffement est attendu dans le cas inverse. Mais les choses ne sont pas si simples. Dans un système aussi fortement couplé que l'atmosphère, ou plutôt le biosphère, toute modification d'un paramètre influe sur les autres, et des conséquences inattendues peuvent complètement occulter celles qui seraient



L'éruption du volcan Mont-Saint-Helens, dans l'Etat de Washington en mai 1980.

normalement attendues. Alors, réchauffement ou refroidissement ? Les spécialistes en discutent.

Dernier problème : ce bilan radiatif au niveau du sol étant supposé connu, comment évolue-t-il au cours du temps. La question intéresse les météorologistes. Tant que ceux-ci limitaient leurs ambitions à prévoir le temps sur deux ou trois jours, ils pouvaient considérer l'atmosphère comme un système mécanique régi par les équations, d'ailleurs fort complexes, de la dynamique des fluides. Mais pour aller plus loin, il faut tenir compte de phénomènes thermiques, du rayonnement, des changements de phase de l'eau. Les climatologues qui travaillent à l'échelle saisonnière ont besoin de savoir comment évolue le bilan radiatif à cette échelle, et quels sont les transferts d'énergie de l'équateur vers les pôles.

Quant aux spécialistes du *global change*, qui étudient les évolutions à long terme, ils doivent prendre en compte bien d'autres phénomènes, que l'on commence juste à discerner. On a beaucoup parlé de l'effet de serre dû au gaz carbonique, sans que les spécialistes s'accordent sur ses conséquences, en raison de trop grandes incertitudes sur la connaissance de certains facteurs. Ainsi une source importante de gaz carbonique est constituée par les feux de brousse, mais elle est presque impossible à quantifier.

Au sol, il n'y a pas d'infrastructure. Les satellites donnent des images qui montrent l'importance de ces feux, mais de là à faire des mesures précises... Et il n'y a pas que le gaz carbonique. Le méthane, dont l'augmentation est plus rapide que celle du gaz carbonique, pourrait avoir sur

l'évolution climatique une influence bien plus grande.

Les taux atmosphériques d'ozone et d'oxyde d'azote, la fonte des glaces, la circulation océanique, le champ magnétique, les mouvements de la croûte terrestre, sont d'autres phénomènes dont l'évolution à long terme est mal connue, mais sans doute capitale pour l'avenir de l'humanité. Seules des observations répétées par satellites peuvent permettre d'appréhender la variation de ces paramètres. Et comme ce que mesurent les satellites est le rayonnement venu de la Terre, il faut savoir comment ils influent sur lui, ce qui passe par la construction de modèles et leur comparaison avec les rares résultats expérimentaux.

Débrouiller cet échec de l'interaction croisée était un des objectifs du symposium illinois. MAURICE ARVONNY.

MESURER OMÉGA

UNE expérience en cours au laboratoire américain Fermi, près de Chicago, où est en service le plus puissant des accélérateurs actuels, vise à mesurer le moment magnétique de la particule oméga. Cette particule étrangement « étrange » - le mot a un sens précis en physique et l'oméga est la particule d'étrange maximale - est très difficile à produire. Elle fut d'ailleurs produite pour des raisons théoriques avant d'être découverte en 1963. La mesure en cours doit permettre de confirmer la validité d'un modèle qui prédit les moments magnétiques des particules.

Celles-ci sont caractérisées par quelques grandeurs comme leur masse, leur charge électrique, leur durée de vie. L'une de ces grandeurs est le moment magnétique. La plupart des particules se comportent comme de petits aimants et le moment magnétique définit ce comportement. Ce moment magnétique n'est pas une quantité intrinsèque : il est, ou devrait être, calculable en fonction d'autres caractéristiques. Sa mesure est donc moins une information nouvelle qu'un moyen de tester les théories qui gouvernent les interactions entre particules.

Ce test est parfois remarquable. Le moment magnétique de l'électron est connu avec une erreur de quelques millièmes. Or la théorie applicable dans ce cas, l'électrodynamique quantique, redonne exactement le valeur expérimentale. Le calcul est très complexe. Le moment magnétique s'obtient comme une somme de termes, en principe infinis. Mais chacun est en

gros de centième du précédent, ce qui fait qu'il suffit d'en calculer quatre ou cinq. L'erreur est que chaque terme est au moins cent fois plus long à calculer que celui d'avant...

De puissants logiciels de manipulation d'expressions mathématiques sur ordinateur ont un peu simplifié les choses mais la tâche reste presque introuvable. Le jeu en valait cependant la chandelle : un calcul si long redonnant avec une précision fantasmagique le résultat des mesures, cela illustre la validité de l'électrodynamique quantique.

Tout change quand on passe aux particules plus lourdes comme le proton, le neutron et les divers « hyperons ». Contrairement à l'électron, ces particules sont sensibles à l'interaction « forte » qui assure la cohésion des noyaux atomiques.

La famille des « octets »

« Faute de grives... », dit le proverbe. Faute d'une théorie utilisable, les physiciens se rabattent sur des modèles simplifiés, dont ils savent qu'ils ne fourniront jamais des prédictions exactes, mais qui peuvent approcher la réalité. Un tel modèle a été construit. La parole est alors aux expérimentateurs.

Les moments magnétiques du proton et du neutron, particules existant dans la nature, sont connus de longue date. Pour les hyperons, particules instables, la mesure du moment magnétique n'est pas chose aisée. Le principe est de produire des hyperons dont

les moments magnétiques sont tous dirigés dans la même direction ; quand les hyperons se désintègrent, le nombre dont partent les débris dépend du moment magnétique mais c'est une faison statistique.

Il n'y a que six hyperons dont la durée de vie soit assez grande pour que la mesure soit possible. On a mesuré le moment magnétique de cinq d'entre eux, plus une quantité annexée qui peut s'interpréter comme un moment magnétique transitoire. Avec le proton et le neutron, cela fait sept valeurs, toutes connues à quelques pourcents près. Elles vont, dans l'unité appropriée, de -1,6 à +2,8. A partir des trois moments les mieux connus, le modèle permet de calculer les autres. Les valeurs prédites sont en bon accord avec les mesures.

Tous ces hyperons appartiennent, comme le proton et le neutron, à une famille de particules connues sous le nom d'« octets ». La particule oméga pour laquelle on prévoit un moment magnétique de -1,84 appartient à une famille différente. Il se pourrait que, tout en étant correct pour la famille octet, le modèle soit très faux pour l'oméga. D'où l'intérêt de tester cette prédiction. L'expérience en cours au laboratoire Fermi a permis de produire quelque 22 000 particules oméga - les autres hyperons peuvent être créés par millions. C'est peu pour une analyse statistique, mais cela devrait donner une première estimation du moment magnétique et fournir un test crucial à la théorie.

M. A.

Des cellules qui rapportent

(Suite de la page 15.)

Ainsi, depuis 1987, l'Office américain des brevets considère comme brevetables tous les organismes vivants non humains. Ce même office vient d'ailleurs d'accorder un brevet aux inventeurs d'une souris mutante « fabriquée » à l'université de Harvard (le Monde du 18 mai).

En revanche, le droit français a fixé, par tout un ensemble de lois, les modalités de l'utilisation des éléments du corps humain. La plus originale de ces lois est sans doute celle qui régit le don du sperme et la transfusion sanguine, dont le système repose sur le volontariat des donneurs et la gratuité du don. Plus généralement, la loi du 22 décembre 1976 stipule que le prélèvement des organes ne peut donner lieu à aucune contrepartie pécuniaire. Qu'entend-on par organe ? Pour le dictionnaire, il s'agit de « toute partie du corps qui remplit une fonction ». Mais légalement, depuis un jugement de 1984, sont exclus de cette définition, les cellules, les gènes et les produits qui en dérivent.

Ainsi, aux yeux de la loi française, les cellules et les gènes n'étant pas considérés comme des organes, ils peuvent faire l'objet d'un commerce, y compris, éventuellement, de la part du donneur. Contrairement aux autres parties du corps, dont l'utilisation est régie par des lois strictes, l'utilisation des cellules humaines se situe donc dans une zone de flou juridique. Seul un avis du comité national d'éthique précise que « le sujet duquel proviennent

les cellules demeure étranger aux conséquences de leur traitement et de leur utilisation ». Dans ce même avis, le comité distingue la cellule elle-même, qui ne peut faire que l'objet d'un don, et les produits commerciaux issus de sa transformation et susceptibles d'entrer dans les circuits normaux de distribution.

On comprend dès lors l'émoi suscité dans les milieux scientifiques et juridiques par la décision du juge américain qui autorise, tout du moins momentanément, un individu à participer au même titre que les industriels, aux bénéfices issus de son propre corps.

« Cette affaire ne nous a pas vraiment surpris », explique le docteur Claude Mawas (INSERM unité 119). « Dans tous les laboratoires, des lignées cellulaires, souvent issues de tumeurs ou de leucémies, sont cultivées et produites par des sociétés de biotechnologie. Il s'agit toujours d'un matériel anonyme, d'une utilité capitale pour nos travaux. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas envisager une rétribution du patient ou de ses héritiers, lorsqu'il est atteint d'une maladie mortelle ? »

Cette opinion n'est pas partagée par les juristes spécialisés dans le droit des brevets. « Avec le brevet, c'est l'effort intellectuel qui est récompensé. A l'état brut, avant l'intervention des scientifiques, la cellule n'est ni viable ni utilisable. Pourquoi alors mériterait-elle rétribution ? », estime Irène Aurès, conseil en brevets d'invention.

Jusqu'à présent, aucun litige comparable n'a été porté devant les tribunaux français. Aux Etats-Unis, où pèse sur les médecins une pression juridique sans égale, certains chercheurs songent déjà à se protéger contre les revendications de ceux sur lesquels ont été prélevées les cellules mises en culture. Certains envisagent, par exemple, de faire signer une décharge aux malades. Mais quelle serait, devant un tribunal, la valeur d'un tel document ?

Aujourd'hui, l'affaire de la lignée MO est loin d'être close. La Cour suprême confirmera-t-elle le jugement du tribunal californien ? D'autres patients chercheront-ils à découvrir l'utilisation faite, à leur insu, d'une partie de leur corps ? Quelles seraient alors leurs réactions ?

BÉATRICE OSTER.

Un marché considérable

DE nombreux produits ayant pour origine une cellule humaine sont, à l'heure actuelle, utilisés dans les domaines médicaux et scientifiques. Il s'agit d'un marché considérable qui, pour les Etats-Unis, représente un chiffre d'affaires de 10 millions de dollars par an.

Parmi ces dérivés, les plus utilisés sont les anticorps monoclonaux, outils à la fois diagnostiques et thérapeutiques, les interférons, les facteurs de croissance comme les interleukines et le CSF, actuellement en cours d'expérimentation dans plusieurs types de cancer, ou encore des hormones fabriquées par le génie génétique : hormone de croissance et insuline.

Ce secteur d'activité est appelé à connaître un développement croissant : les applications du génie génétique et de la biologie moléculaire n'en sont en effet qu'à leurs débuts et, dans un futur très proche, les biotechnologies dérivées des cellules humaines occuperont une place de tout premier plan.

AU SOMMAIRE DE SEPTEMBRE

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Official de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les timbres factices et vignettes d'essai.
- Les sous-marins américains dans l'Arctique.
- Cartes postales : le Dahomey (1908-1909).
- Les timbres de France de la rentrée.

LE MONDE DES PHILATELISTES

Ingénieur

ME

SYSTEME INFORMATIQUE

CONCEVOIR. REALISER.

JFD conseil

DEAL

Chief de la grande école

SCHNEIDER

AFREMEI

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE ADJOINT AU CHIEF DE LA GRANDE ECOLE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MET, née de l'association de deux groupes internationaux, a repris l'ensemble des activités en Télécommunication Publique de la Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques (CGCT). Nous réalisons l'introduction du système de commutation AXE 10 de renommée mondiale dans le réseau français. Après l'intégration des nouveaux services comme le RNIS et le CENTREX, MET deviendra un centre de développement important au sein des groupes MATRA et ERICSSON. Dans le cadre de ces projets nous souhaitons intégrer dans notre siège de MASSY des

Ingénieurs Logiciels

- Vous participerez à la réalisation de logiciels concernant notre système de Commutation.
- Ingénieurs niveau BAC + 4 ou BAC + 5, vous êtes débutants ou vous avez une première expérience.
- Nous vous offrons l'opportunité d'acquérir des compétences sur des technologies avancées et évolutives.
- Pratique de l'anglais.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. + photo à Mr. Jean-Paul DURAND - Direction du Personnel - 19, avenue Carnot 91348 MASSY cedex.



MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

SYSTEMES INFORMATIQUES

CONCEVOIR, REALISER, PROMOUVOIR

Notre société, filiale d'un groupe de renommée mondiale, commercialise et réalise des prestations dans le domaine de la maintenance et le développement de systèmes informatiques complexes.

Nos clients, essentiellement de grandes entreprises, ont à faire face à l'évolution des équipements informatiques et à l'accroissement de leurs performances.

Ingénieur de formation, vous avez exercé des responsabilités importantes dans la direction de services informatiques, de centres de calculs...

Vous devez utiliser vos compétences SYSTEME pour proposer des améliorations, voire des solutions nouvelles à nos clients. Vous assurerez vous-même l'équipe d'ingénieurs qui pourra mettre en œuvre vos propositions. Vous détiendrez l'inspection direct des entreprises pour l'ensemble de vos développements.

Les perspectives de carrière sont importantes.

Votre dossier sera étudié confidentiellement. Ecrire sous le réf. 511 à notre Conseil.

JFD conseil 8, rue St. Philippe du Roule - 75008 PARIS.

Lyon

IDEAL SA, nous sommes une filiale autonome du Groupe PRODEF (ex SOLTFAIRE) : 130 pers., 75 MF de CA, exportatrice. Nous fabriquons et commercialisons des produits d'entretien spécialisés. C'est un secteur en évolution constante sur lequel l'Entreprise a pris des positions de leader.

Nous investissons beaucoup : formation, équipements, publicité et recherche, élément clé de notre stratégie. Nous disposons de tous les moyens d'une grande entreprise, la souplesse et la rapidité en plus. Nous recherchons votre

Chef de laboratoire diplômé grande école de chimie

Vous avez environ 5 ans d'expérience de recherche en milieu industriel et les aptitudes pour animer notre laboratoire (7 pers.). Vous dirigerez les sujets de recherche issus de concertations avec DG, direction technique, marketing et commercial. Vous superviserez le contrôle et développerez l'esprit qualité dans l'Entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo) à notre Conseil, Gérard SCHNEIDER, qui vous assure toute discrétion. Référence BC.

SCHNEIDER RECRUTEMENT 55 Montée de Choulans 69323 LYON CEDEX 05

IFREMER

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour son centre de BREST

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE ADJOINT AU CHEF DU PROJET "HALIOS"

chargé de la programmation, la coordination et du suivi technique de projets industriels, intéressant un projet de navire de pêche de nouvelle génération développé dans le cadre européen.

Profil : 2 à 3 ans d'expérience en construction navale, aptitude aux relations internationales, goût prononcé pour les développements industriels, rigueur, sens de l'organisation et du dialogue.

Très bonne connaissance de l'anglais et de l'espagnol souhaitée.

Envoyer CV et prétentions à IFREMER

Service du Personnel 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

S'unir, c'est gagner



THOMSON - CSF

VOUS SEREZ UNE TÊTE RECONNUE...

Dans le cadre de notre activité SYSTEMES DE DETECTION, CONTROLE ET COMMUNICATION, dès le départ, vous partagez la responsabilité d'un projet au sein d'un groupe d'ingénieurs de haut niveau.

Agissant de façon permanente en synergie, le groupe coordonne des disciplines complémentaires et saura immédiatement reconnaître vos compétences.

Votre volonté de valoriser votre connaissance des technologies les plus récentes (acquise lors de votre formation Grande Ecole, Université ou d'une première expérience), favorise votre intégration et conditionne notre réussite commune.

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS ELECTRONICIENS

Après une formation complémentaire à nos métiers, vous participez à la conception et au développement de logiciels, de matériels ou de grands systèmes de communication.

Pour progresser, vous vous appuyez sur les spécialités qui nous ont permis de faire de RITA l'un de nos grands succès : traitement du signal, détection radar, télécommunications, réseaux, messageries, informatique graphique, visualisation, systèmes temps réel, génie logiciel, intelligence artificielle...

Nous misons sur votre jeunesse et votre dynamisme, aussi nous vous engageons, dans une concurrence difficile, à venir...

GAGNER D'UNE TÊTE

Les postes que nous vous proposons sont basés à : Bagnex, Boulogne, Cholet, Colombes, Gennevilliers, Marçay en Baroeul, Meudon, Sartrouville, Toulouse.

Merci d'adresser votre candidature à notre filiale :



sous la référence S 801 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD CEDEX



Compagnie Générale d'Informatique

DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Nouvelles technologies et gestion d'entreprise. Ces deux domaines vous passionnent. Vous souhaitez qu'ensemble, ils constituent les axes de votre évolution de carrière.

Le Groupe CGI propose à 300 jeunes comme vous un avenir dans l'informatique appliquée au management des grandes entreprises

Après une formation de quelques semaines aux activités aux méthodes et aux outils spécifiques de l'OCG (SERPAC, PACBASE, SIGAG, P), vous rejoindrez une de nos équipes opérationnelles.

Vous participerez à ses activités de mise en œuvre de systèmes et d'applications informatiques et à la planification, l'organisation ou au développement des grandes sociétés qui constituent notre clientèle.

Vos missions successives d'importance croissante vous permettront de développer vos compétences dans plusieurs métiers de l'informatique et de renforcer votre sens des responsabilités.

Vous pourrez ainsi bénéficier des nombreuses opportunités de carrière offertes par le développement du Groupe CGI, l'un des premiers de son secteur (900 personnes) et de sa progression régulière de 30% par an, importante implantation internationale (réseau européen de Progiciel).

Adressez rapidement lettre, CV et photo, sous la référence CGI 801, à M. D. JAMET, CGI, 30, rue du Château-des-Pontiers, 75640 PARIS Cedex 13.

PACBASE et SIGAGIP sont des marques déposées de CGI.



SOMMAIRE

■ La Corée du Sud est menacée par la montée de sa monnaie, le won par rapport au dollar. Déjà, elle a délocaliser certains produits (lire ci-dessous).
■ Banques, assurances, médecins, dentistes, inésithérapeutes : il faudra beaucoup de patience à M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, pour encourager la concurrence (lire page 20).
■ Les logements sont devenus plus confortables : les Français sont satisfaits (lire ci-contre).
■ Un forage en banlieue parisienne a mis en évidence des traces d'hydrocarbures dont il reste à confirmer l'ampleur (lire page 20).

Français sont satisfaits (lire ci-contre).

■ Un forage en banlieue parisienne a mis en évidence des traces d'hydrocarbures dont il reste à confirmer l'ampleur (lire page 20).

Une enquête de l'INSEE

Près de deux Français sur trois estiment leur logement « satisfaisant »

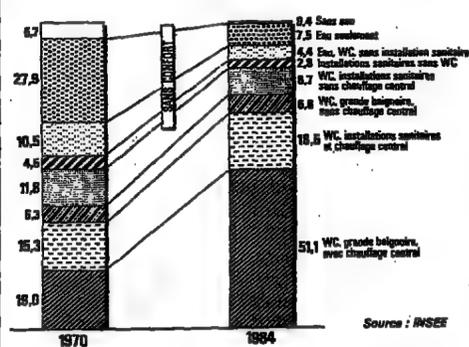
Il y a quinze ans, plus d'un logement sur quatre, en France, n'avait que l'eau courante (sans WC) ; aujourd'hui plus de la moitié des résidences principales ont le chauffage central et une vraie salle de bain. Et si l'on considère des WC et une salle d'eau, même modeste, comme le minimum exigible, 85 % des Français en jouissent en 1984, selon une enquête de l'INSEE sur les conditions de logement des ménages. Ajoutons que la majorité des logements sans confort sont situés plutôt dans les communes rurales et dans les petites unités urbaines.
D'ailleurs, les Français sont contents de leur logement : ils ne

vacants à la plus progressé (18,4 %).

Pour plus de la moitié (54,4 %), les Français vivent en maisons individuelles, et pour plus de la moitié aussi (51,2 %), ils sont propriétaires ou accédants à la propriété. Près d'un tiers (30,1 %) ont emménagé récemment, et ils sont en majorité locataires. En revanche, deux sur trois des occupants d'un logement neuf sont des accédants à la propriété.

Le prix moyen d'un logement en 1984 est de 400 000 F, soit 2,8 fois le revenu annuel moyen déclaré. Sur vingt millions de familles, 4,9 millions sont accédants à la propriété

LE CONFORT DE 1970 À 1984 (en pourcentage)



Source : INSEE

sont plus que 10,2 % à le juger « insuffisant » ou « très insuffisant » et 63,7 % à le juger « satisfaisant » ou « très satisfaisant ». C'est qu'on a beaucoup construit : en 1970, les deux tiers des résidences principales avaient été construites avant 1949 alors que, en 1984, plus de la moitié (54,4 %) ont été achevées après 1949. Rien d'étonnant que le surpeuplement se soit réduit presque de moitié (de 24 % à 13 %) : la taille des ménages s'est réduite, et le nombre de pièces des logements a augmenté.

Il y avait, au 1^{er} novembre 1984, de rares exceptions à l'exception, 24 millions de logements, dont 20 millions de résidences principales. Le nombre de résidences secondaires, de 1978 à 1984, s'est accru de 24 %, tandis que celui des résidences principales croissait de 7,8 % et que celui des logements vacants progressait de 6,7 %. C'est dans les villes de moins de 100 000 habitants que la proportion de logements

ventes de logements neufs ont été de 3,5 inférieures à ce qu'elles avaient été pour la même période en 1987. La forte hausse de juin avait été due à la précipitation des acheteurs voulant leur contrat avant une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Les taux fixes sur les prêts immobiliers à trente ans ont atteint 10,67 % en moyenne en juillet contre 10,39 % à la fin juin.

■ Baisse des ventes de logements aux Etats-Unis. — Les ventes de logements neufs ont chuté de 4,7 % en juillet aux Etats-Unis, accusant leur plus forte baisse mensuelle depuis décembre 1987. Le département du commerce a attribué au grand public une certaine performance à la montée des taux d'intérêt. Le recul de juillet a suivi une progression de 8,7 % en juin. Pour les sept premiers mois de l'année, les

Augmentation des salaires, hausse du won et protectionnisme américain

La montée des « trois dangers » en Corée du Sud

Le gouvernement de Séoul mène actuellement une réflexion sur les nouvelles orientations de sa politique économique. Il devrait prendre des décisions après les Jeux olympiques du mois de septembre concernant le démantèlement de certains obstacles non tarifaires à l'entrée de produits étrangers et le développement de la consommation intérieure. En attendant, en raison de la hausse du won et de l'augmentation des salaires, les entreprises modifient leurs stratégies.

Les acheteurs étrangers, européens ou américains, qui traditionnellement prennent le chemin de Tokyo se sont rendus en Corée du Sud pour acheter les bus de grande consommation, comme le textile, les produits électroniques, les semi-conducteurs ou les automobiles, ou passer des commandes dans les secteurs de la sidérurgie et des chantiers navals. La Corée du Sud offre ce que l'on pouvait trouver au Japon, exception faite des produits à haute valeur ajoutée.

Délocaliser... en Thaïlande

En 1986, les exportations atteignaient près de 34 milliards de dollars, soit une progression annuelle de 27 %, alors qu'en raison de la baisse du prix du pétrole les importations n'augmentaient que de 11 % pour s'établir à 29 milliards. En 1987, les exportations ont fait un nouveau bond de 38 %, mais les importations notamment de biens d'équipement ont progressé de 35 %. Cette progression des ventes à l'étranger et les taux d'intérêt relativement faibles en 1986 ont permis à la Corée du Sud d'assurer le service de ses dettes extérieures et d'en rembourser une partie. Celle-ci, qui s'élevait à 46 milliards de dollars en 1986, n'atteint plus que 35 milliards de dollars. Les milieux financiers internationaux félicitent Séoul de l'excellente gestion de sa dette.

Aujourd'hui les « trois dangers » ont fait place à « trois dangers ». La hausse du won, la hausse des salaires et la montée du protectionnisme aux Etats-Unis et en Europe. On redoute à Séoul que le dollar ne baisse jusqu'à 700 won, niveau à partir duquel les exportations sud-coréennes ne seront plus compétitives.

Les patrons ont d'autres soucis. Pendant une vingtaine d'années, ils avaient imposé leur loi dans les entreprises, notamment en matière de salaires et de durée du travail. Aujourd'hui, ils font face à l'explosion sociale. Alors que l'on ne comptait encore que deux cent cinquante conflits du travail durant le premier semestre 1987, plus de trois mille ont surgi avec le processus de démocratisation durant le second semestre. Le nombre a été dépassé pendant les six premiers mois de l'année. Peu habitués à la négociation sociale, les patrons cherchent

à éviter l'affrontement. Mais ils ont lutté de même de céder une baisse de près de 50 % des salaires en deux ans. Le patronat demande la mise sociale, mais il n'arrive pas à convaincre les syndicats, extrêmement méfiants, qui redoutent un retour de bâton après les Jeux olympiques.

Les entreprises sud-coréennes, qui prennent volontiers des risques, doivent revoir leur stratégie en fonction des « trois dangers ». Plusieurs solutions s'offrent à elles. La première est la délocalisation. Les industries de main-d'œuvre, surtout textiles, s'implantent dans le Sud-Est asiatique, notamment en Thaïlande où les salaires sont les plus bas. La deuxième solution est la diversification. Dans l'industrie de la chaussure et dans le textile, on vend fabriquer des produits sophistiqués où la créativité ajoute un plus. Est ainsi apparu un générique de stylistes sud-coréens qui pourra bientôt rivaliser avec les styles japonais ou européens.

Priorité au marché

La troisième solution mise en œuvre par les entreprises sud-coréennes, c'est la qualité. Les campagnes sont menées d'un manière permanente dans les entreprises. Chacun porte des badges avec les objectifs de qualité indiqués. Les firmes estiment que l'image marquée de la Corée du Sud est un atout de changer sur le marché international comme le prouve les succès des voitures Hyundai aux Etats-Unis et de la Pony au Canada. Elles ont décidé à ne plus être des imitateurs de firmes européennes et américaines, mais à se battre, sur leurs propres marques. On peut donc s'attendre dans les mois de venir à des campagnes de promotion pour des produits sud-coréens.

Autre solution possible : la conquête de nouveaux marchés. A Séoul, on rêve de la Chine... Des firmes s'installent sur la côte ouest, face à ce marché. Les Sud-Coréens pensent que les Chinois sont intéressés par les produits étrangers qu'ils n'ont depuis vingt ans. Dans ces conditions, les Jeux olympiques, qui vont accueillir Chinois, Soviétiques et Européens de l'Est, sont aussi un élément d'une stratégie commerciale mondiale. Un représentant hongrois est installé à Séoul.

et les constructeurs automobiles espèrent qu'ils renporteront bientôt, grâce à leurs prix extrêmement compétitifs, des succès en Europe de l'Est et en URSS. Ce sera un nouveau défi pour les constructeurs de l'Europe de l'Ouest.

Les firmes sud-coréennes conduisent leur stratégie à partir du marché. Tout récemment, au lendemain de l'annonce du cesse-le-feu entre l'Irak et l'Iran, les responsables des grands groupes Hyundai et Sam Sung se sont réunis pour mettre au point une politique et prendre de vitesse leurs concurrents sur les contrats de grands travaux de construction que les deux pays devraient lancer.

La dernière réponse à la menace des « trois dangers » est la modernisation. Du grand groupe à la PME, le mot d'ordre est l'automatisation. On veut abaisser le coût de la main-d'œuvre et améliorer la qualité en automatisant. Le gouvernement consent de modestes prêts très intéressants aux petits entrepreneurs qui désirent moderniser leur machine.

La hausse du won a un côté positif, elle permet d'acheter à meilleur marché les biens d'équipement japonais et même, depuis quelques temps, américains. Le taux d'investissement a été de l'ordre de 31 % en 1987. Il devrait être comparable cette année. L'appareil de production se transformera donc rapidement. Cette capacité d'adaptation continuera de susciter des craintes à Washington, craintes qu'il faudra bien un jour apaiser, compte tenu de la situation internationale, en temps américains. Le taux d'investissement a été de l'ordre de 31 % en 1987. Il devrait être comparable cette année. L'appareil de production se transformera donc rapidement. Cette capacité d'adaptation continuera de susciter des craintes à Washington, craintes qu'il faudra bien un jour apaiser, compte tenu de la situation internationale, en temps américains.

Les autorités préfèrent attendre révisent à la baisse leurs prévisions concernant les exportations. Leur croissance devrait passer de 26 % au premier semestre à environ 15 % au deuxième semestre. La progression qui reste malgré tout est « acceptable ».

JEAN-MARIE DOUBLET.

Marasme économique, misère et « nouveaux riches »

La Pologne du système D

(Suite de la première page.)

Boulangeries, boucheries et épicerie offrent des rayons vides au consommateur normal. « On estime qu'il circule environ 6 milliards de dollars en Pologne, explique Marek, docteur en philosophie, soit près du septième de la dette extérieure du pays ». Le chiffre semble exorbitant ; il est pourtant réaliste quand on songe que 80 % des foyers polonais cachent au moins 100 dollars dans leur bas de laine.

Aujourd'hui, on trouve cet argent dans la rue », plaisante Anton, traducteur à Wrocław.

En effet, le gouvernement ferme les yeux sur le change au noir, sévèrement puni il y a quelques années. La philosophie actuelle du régime de Varsovie est la suivante : plus il entrera de dollars, de marks ou de francs dans le pays, mieux cela vaudra. Une solution qui ne s'attaque guère aux racines du mal, mais qui présente un double avantage : elle permet à une certaine frange de la population de vivre mieux et elle remplit les caisses de l'Etat, dans la mesure où, avec les devises, les Polonais s'approvisionnent dans les fameux magasins Pewex.

Tout le monde a le droit d'acheter dans les Pewex, à condition de payer en devises. On y trouve essentiellement des cigarettes, de l'alcool, des produits de luxe importés des pays occidentaux par le gouvernement, mais, depuis quelques années, les Polonais qui peuvent se le permettre achètent également dans ces magasins ce qu'ils ne trouvent pas ail-

leurs : le lait en poudre et les couches pour bébés, les médicaments, les vêtements et même les voitures. Le gouvernement retire ainsi un bénéfice non négligeable de ces achats en devises. « En dix ans, les Pewex ont poussé comme des champignons », raconte Anton : il y en avait soixante dans la région de Wrocław ; il y en a plus de cent aujourd'hui ».

Attirer les devises

Toutes les devises ne sont pas échangées au noir dans la rue. Beaucoup de Polonais ont de la famille ou des amis à l'étranger. On estime qu'entre 1980 et 1988 un demi-million de Polonais ont émigré, la plupart vers la RFA, les Etats-Unis, la France. Cette « diaspora » polonaise envoie souvent de l'argent à ceux qui sont restés. Il y a aussi ceux qui profitent de leurs vacances à l'Ouest pour travailler. Un couple de professeurs a été employé pendant deux mois dans l'équipe de nettoyage d'un hôpital à Cologne. Logé chez des amis, dépensant le minimum pour se nourrir, il a ramené en Pologne l'équivalent de 1 000 dollars.

« Une somme qui leur permettrait, théoriquement, de vivre sans travailler pendant cinq ans, étant entendu qu'un noir 1 dollar vaut aujourd'hui plus de 2 000 zlotys, et que le salaire mensuel d'un enseignant est de l'ordre de 30 000 zlotys », explique Magda, une universitaire. De même, un acteur de théâtre passera deux mois

aux Etats-Unis à construire des maisons de fabrication, pour pouvoir acheter une Mercedes.

Autrefois, il fallait déclarer ses devises en rentrant en Pologne et les placer à la Bank Handlowy, la seule banque où il soit permis d'avoir un compte en devises. Le régime Jaruzelski a aboli cette mesure, de manière à favoriser la circulation des devises. On peut placer des dollars, des marks ou des francs sur un compte de la banque Handlowy, sans en justifier la provenance, mais beaucoup de Polonais préfèrent garder leurs économies chez eux, car le gouvernement, s'il ferme les yeux sur les transactions, se réserve le droit de bloquer les comptes sans prévenir et de s'approprier l'argent.

Il y a quelques semaines, l'édouardinaire Polityka rapportait la mésaventure de ce riche commerçant de Varsovie auquel on avait volé 210 000 marks dans sa maison (plus de 700 000 francs). Mais, comme le faisait remarquer un lecteur, « ce qui est intéressant pour nous, ce n'est pas tellement de connaître les détails du cambriolage que de savoir comment cet homme a gagné tant d'argent ». L'article relaté par ailleurs que, outre les 210 000 marks dérobés en Pologne, le riche commerçant possédait au moins 4 millions de deutschemarks (presque 14 millions de francs) répartis sur plusieurs comptes en RFA.

Il est vrai que, si 60 % de la population vit au-dessous du seuil de la

paupérisé, 8 % des Polonais sont des « nouveaux riches », une classe qui a toujours existé mais qui, paradoxalement, a pu en essor considérable en huit ans, suite aux diverses réformes économiques. La plupart sont d'anciens artisans qui ont fondé leur propre entreprise dans des branches comme la reconstruction automobile, ou la réparation de pièces détachées importées de l'Ouest — et la construction mécanique.

Ces entrepreneurs se sont établis à proximité des grandes agglomérations, comme Lodz et Varsovie. Ils emploient en moyenne une soixantaine de personnes ; ils sont exemptés d'impôts pendant deux ans. Mais la plus libérale des initiatives prévues reste, sans conteste, la culture en serre des fleurs et des légumes.

« Dix hectares sous verre en Pologne, cela équivaut à une immense propriété », plaisantent les Polonais. Sans le secteur privé, l'économie serait totalement paralysée depuis longtemps. Les fleurs et légumes cultivés sous serre sont écoulés non seulement sur les marchés polonais, mais exportés, notamment vers la RFA. « Les transporteurs ouest-allemands viennent chercher eux-mêmes la marchandise ».

Pour le général Jaruzelski, ces nouveaux riches ne sont pas forcément une bonne affaire. Ils critiquent le régime et, surtout, ils peuvent se payer de biens qui, autrefois, étaient offerts en récom-

pense aux fidèles serviteurs du parti. Une maison, par exemple, coûte entre 20 et 50 millions de zlotys. Naguère, le parti alléchant ses membres avec la perspective d'un tel cadeau ; il ne lui reste même plus cette possibilité. Les nantis ont plutôt tendance à soutenir Solidarnosc, mollement certes, mais en payant deux fois plus cher les sanizdaty distribués sous le manteau.

Des antennes paraboliques

Qu'achètent donc les millionnaires polonais ? Des ordinateurs, des télévisions en couleur, des magnétoscopes et des antennes paraboliques pour recevoir quinze chaînes de télévision, y compris les programmes américains. Une antenne parabolique coûte 6 000 dollars ; une télévision en couleur revient à 1 million de zlotys. Ces denrées ne se trouvent pas nécessairement dans tous les magasins.

Pour ce qui est des produits électroménagers, les mineurs bénéficient d'un traitement de faveur d'un genre un peu particulier. Tous ceux qui acceptent de descendre au fond de la mine les samedis et les dimanches sont récompensés par des timbres qu'ils collent dans un carnet ; lorsque ce carnet est plein, il donne droit à acheter dans des magasins réservés aux mineurs. On y trouve des réfrigérateurs et d'autres produits introuvables sur le marché courant.

Ces boutiques, appelées Galax, existent uniquement dans le sud-est de la Pologne et elles sont souvent installées dans l'enceinte de la mine. Le plus souvent, les mineurs profitent indirectement des avantages que leur procure l'accès aux Galax. Ils revendent, par exemple, dans la région de Gdansk, un réfrigérateur impossible à trouver dans le nord de la Pologne. Ils l'ont payé 100 000 zlotys, ils le revendent 130 000 zlotys.

Pour les ordinateurs, le processus est plus complexe. La plupart de ceux qui sont introduits en Pologne viennent de Singapour et de Hongkong. Ce sont des particuliers qui vont les chercher, profitant de ce que les voyages offerts par les agences peuvent être payés en partie en zlotys. Il suffit par la suite, au pire, de mettre une petite annonce dans un journal pour trouver quelqu'un pour plus de 1 million de zlotys.

« Souvent les programmes télévisés, les disquettes aussi, sont expliqués-on. Qu'importe l'Etat pour les Polonais pour les ordinateurs relève du fétichisme. Un bébé à la halle-pourpoint une jeune femme de Varsovie : « Vous croyez que la Pologne est très en retard dans le domaine technologique ? » Une question aussi fondamentale semblait-elle, que celle de savoir si y aurait du pain dans les boulangeries le lendemain.

MARIE-FRANCE GAGLE.

Handwritten signature or stamp.

Économie

Les projets du secrétaire d'Etat chargé de la consommation

M^{me} Véronique Neiertz ou la lutte au quotidien contre la hausse des prix

« Je suis très favorable à la publicité des prix, une publicité des prix beaucoup plus large qu'actuellement. Dans le choix du consommateur, le prix est tout à fait déterminant, contrairement à ce qu'on peut penser. Le souci du consommateur, de l'usager, c'est d'abord le prix. »

M^{me} Véronique Neiertz, nouveau secrétaire d'Etat chargé de la consommation auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, dit sa conviction, dans un sourire à la fois chaleureux et déterminé. Petite, menue, vêtue d'un souple tailleur clair, elle nous reçoit dans le bureau où ont officié avant elle Christiane Scrivener, Catherine Lalumière et Jean Arthuis. Elle rentre de quelques rapides jours de vacances à Serre-Chevalier (qu'elle fréquente depuis dix-sept ans), entre deux déplacements « sur le terrain », sur la Côte d'Azur, dans le Jura...

Elle se veut pragmatique et, entre les multiples soucis de son département — qui touche à tous les aspects de la vie quotidienne —, porte une particulière attention à la lutte contre l'inflation et à l'instauration d'une véritable concurrence. Pas facile de surveiller la dérive des prix et de convaincre les professionnels qu'il est de leur intérêt d'être raisonnables. Pas facile de faire des règles de la concurrence non seulement un thème de discours ou de message publicitaire, mais une réalité vécue en permanence par les distributeurs et les prestataires de services. Il y faut une sérieuse obstination. Dernier exemple de cette obstination, la circulaire sur l'affichage des prix (*Le Monde* du 18 août) qui explique de façon très pédagogique que, où qu'il aille, le client doit connaître clairement le prix d'un produit ou d'un service avant l'achat ou la commande. Ce n'est encore qu'un texte général.

et selon son type de convention. Il faut aussi lui rappeler, dans la salle d'attente, qu'il n'est pas du tout indécent de demander un devis (pour une prothèse, par exemple), que c'est une demande naturelle et que le praticien ne peut qu'y répondre avec bonne volonté.

Il faudra beaucoup de patience, pour que les comportements changent, aussi bien ceux des médecins, des dentistes et autres kinésithérapeutes, que ceux des patients, qui, souffrants ou angoissés, n'ont guère la tête, quand ils consultent, à faire jouer la concurrence, mais bien plutôt à être soulagés, même si c'est aussi financièrement... « Il ne s'agit pas de violer qui que ce soit, mais de convaincre que l'information, l'affichage et la concurrence sont le corollaire naturel de la liberté des prix ».

Il faudra, dans la foulée, s'intéresser aussi aux tarifs des assurances (« un des secteurs où le contentieux est le plus difficile »), et à ceux des professions judiciaires. Là encore, la pragmatisme est le maître-mot et la concertation préalable avec les professionnels et les représentants des usagers systématique.

Le problème des garages

Dans le commerce de détail, grand ou petit, et chez les artisans, la concurrence par l'affichage des prix est loin d'être parfaite. Véronique Neiertz, d'une famille d'entrepreneurs et d'artistes (son père était imprimeur), connaît bien l'entreprise, ses difficultés, mais aussi ses tentations. Elle sait que la rentrée des classes sera l'occasion de petites astuces destinées à inciter le jeune consommateur, et surtout sa maman, à ne pas « choisir » le produit le meilleur marché. Et la rentrée des classes, ce n'est pas seulement les fournitures scolaires et les vêtements, mais aussi les articles de sport, les tabliers pour les travaux pratiques, les articles pour le dessin, etc. Dans certaines grandes surfaces, où les rayons sont scrupuleusement étiquetés, c'est précisément sur l'article le moins cher que l'étiquette manque... Les agents de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes vont devoir être particulièrement vigilants.

La modernisation de la distribution pose d'ailleurs un problème particulier d'étiquetage des prix : la généralisation du code à barres et de la lecture optique aux caisses électroniques, qui a réduit l'attente aux caisses de sortie, a été au consommateur l'essentiel de ses moyens de contrôle. Relever le prix affiché en rayon, pour chaque article déposé dans le caddy, complique à l'excès la tâche du client et ne lui permet pas de vérifier, séance tenante, si la caisse, que le prix comptabilisé est bien le même. La vérification, au moment de charger le coffre de la voiture, est, elle aussi, très longue. M^{me} Neiertz en a fait elle-même anonymement l'expérience avec un responsable du supermarché prié de venir contrôler à ses côtés ; elle a perdu deux heures, mais a récupéré 100 F sur un gros marché. C'est beaucoup. « Je suis pour l'étiquetage sur le produit. Je comprends bien qu'il coûte cher, et que sa suppression est un progrès qui peut permettre une baisse des prix, ainsi qu'un gain de temps, mais la pratique actuelle n'est pas satisfaisante. J'ai demandé une enquête à mes services et l'étude d'une possibilité de vérification pour le consommateur. Ce n'est pas facile. Il faut chercher... »

Plus globalement, pour favoriser une meilleure information sur

les prix, elle compte sur la multiplication des centres locaux d'information sur les prix (CLIP), dont elle souhaite que chaque département soit doté. Mais ce ne sera pas instantané. Il y en a sept actuellement (1) et elle va en inaugurer un nouveau à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord). Il faudra aussi changer leurs méthodes de travail. Jusqu'ici, les CLIP diffusent (par voie d'affiche, par téléphone, par Minitel, etc.) des prix moyens par article, mais on a observé que c'est tout à fait inflationniste, les commerçants, fidèles clients des CLIP qui pratiquent les prix les plus bas s'alignant sur ces prix moyens.

Il convient donc de donner non les prix moyens, mais les prix les plus bas. Il faut aussi « dire leur fait aux professionnels qui dérapent trop », et « aller vers des informations nominatives systématiques ». Et bien sûr, encourager les accords de modération locaux. Ainsi, dans le Jura, dans l'Hérault, de tels accords sont intervenus entre associations de consommateurs et réparateurs d'automobiles, avec octroi d'un label auto-collant signalant l'accord, label renouvelable chaque année, s'il est respecté.

Le secteur des garages et de la réparation automobile pose un problème d'ampleur nationale. « Je comprends que les professionnels ont du mal à investir en matériel moderne, performant. Mais il faut qu'ils comprennent que la période de rattrapage est finie. C'est à nous de leur expliquer que le prix fort fait disparaître la clientèle. On ne fait plus réparer sa voiture. On la bricole soi-même, ou avec un copain plus ou moins mécano, mais je m'inquiète du nombre croissant de cercueils roulants qui circulent. Et ça, ce n'est plus un problème d'inflation, mais de sécurité... »

« Ils devront changer de méthode »

M^{me} Neiertz reste cependant optimiste. « Beaucoup de comportements me rassurent, dit-elle. Certes, le consumériste est passé de mode ; certes, les associations de consommateurs ont peu d'adhérents et sont trop nombreuses pour être vraiment efficaces. Mais on va les encourager à regrouper leurs efforts : un crédit supplémentaire de 8,3 millions de francs est inscrit au projet de budget pour 1989, et

porte à 41 millions de francs les subventions pour les projets communs des associations. On va aussi aménager les conditions de saisine du Conseil de la concurrence (dont les moyens seront accrus) par les associations de consommateurs, afin que celles-ci puissent instruire leurs dossiers en faisant appel aux services du ministère... »

En attendant, on observe une transformation des comportements du consommateur individuel. « A Serre-Chevalier, les prix font un bond, tous les ans, entre le 14 juillet et le 15 août. Certains commerçants passent la nuit à changer leurs étiquettes, avec une hausse qui va jusqu'à 25 %. Et ils se plaignent d'une baisse de la clientèle. Mais ils ont constaté aussi que les habitués, qui sont nombreux, arrivent en vacances avec le coffre de leur voiture rempli de marchandises achetées avant l'arrivée dans une grande surface. Les touristes hollandais, il y a quelques années, ont donné l'exemple puis ils sont aujourd'hui largement imités. Certains vacanciers vont aussi une fois par semaine faire leurs courses dans l'arrière-pays, dans des villages où les prix sont moins élevés. Si les commerçants veulent retrouver leurs clients, ils devront changer de méthode... »

M^{me} Neiertz ne se fait pas d'illusions : il y a encore beaucoup à faire pour que le consommateur, malgré toutes les astuces de marketing, puisse jouer à plein son rôle de partenaire économique. Quel que soit son civisme, la femme qui travaille ne passera pas deux heures de plus à faire ses courses pour observer et comparer les prix, dans le seul but de « faire peur à la concurrence », et de « faire effacement contre l'inflation ». Changer de quartier pour faire ses achats ne peut pas non plus être un comportement systématique, et pour tout l'électroménager, la nécessité d'un service après-vente efficace fait souvent accepter de payer à l'achat quelques surfaces. Et ce n'est pas vain qu'un marchandera vraiment, toujours pour obtenir une tournée...

M^{me} Neiertz a beaucoup à faire.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Rennes, Lille, Lens, Dunkerque, Metz, Valenciennes, Boulogne-sur-Mer.

Du pétrole à Ivry-sur-Seine

« Un petit gisement sympathique » ?

On s'en doutait. Les premiers résultats du forage d'Ivry (Val-de-Marne) l'ont confirmé : il y a bien du pétrole sous Paris. Le 28 août, Elf Aquitaine, opérateur sur cette partie du permis, a découvert, à 1972 mètres sous terre, des traces d'hydrocarbures. L'échantillon de roche prélevé, une « carotte » de 750 mètres de long, était imprégné sur 4 mètres de pétrole. Deux jours plus tard, le 28 août, un premier test de production a permis d'extraire 4,4 m³ de cubes (4.400 litres), une 27,6 barils) d'huile de qualité associée à un sable quantifié d'eau.

Reste à découvrir l'est une « gisement de Paris » environ dix jours d'analyses et d'autres compléments pour apprécier la valeur de cette découverte, et sans doute en la taille et forages pour évaluer le gisement. L'emplacement du gisement, « vrai » ainsi effectué dans quelques mois un second forage : Chennevières-sur-Marne.

Le premier succès enregistré à l'effacement de la Seine et de la Marne, est certes encourageant dans la mesure où il confirme les hypothèses des géologues. C'est à partir de quelques 635 kilomètres de prospections réalisées dans Paris et sa proche banlieue d'août 1986 à janvier 1987, ont dessiné une carte théorique du sous-sol laissant apparaître

de d'une structure courbe existant en ouest au sud de la Seine, et passant notamment par Ivry (Yvelines), Meudon (Seine-de-Seine) et Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne (M^{me} du 29 juin).

De plus, comme prévu, l'huile découverte se situe dans les couches profondes du sous-sol dites du « Keuper », où a déjà été trouvé en 1983 le principal gisement français, Chaunoy, à 10 kilomètres au nord-est de Meaux, ainsi depuis lors que plusieurs autres petits champs comme Vert-le-Grand, près de Corbeil, dans l'Essonne.

Mais il ne faut pas rêver. Au mieux, assure-t-on au ministère de l'Industrie, on peut espérer découvrir « un petit gisement sympathique de quelques milliers à quelques millions de tonnes ». Pas mal à l'aune française. Une goutte d'huile à l'échelle internationale, où sont considérées comme « géants » des gisements contenant de 68 à 680 millions de tonnes. Chaunoy, le petit « géant » français ne contient lui que 10 millions de tonnes et ne produit que 768 000 tonnes par an, soit à peine 0,8 % de la consommation nationale. Le jour même où Elf parvenait à extraire les quatre premiers mètres cubes parisiens, le groupe amoncelait une modeste découverte au Nigeria. La piste d'exploration, située dans le delta du Niger, avait « craché » 450 mètres cubes d'huile, cent fois plus qu'à Ivry... V. M.

REPÈRES

Prix des services

+ 4,9 % en un an

Les prix de détail ont augmenté en juillet de 0,3 % par rapport à juin et annoncé l'INSEE, confirmant ses calculs provisoires du 18 août. L'indice calculé par l'INSEE sur le base 100 en 1980 s'est élevé à 172,2 contre 171,6 en juin. En un an (juillet 1987 à juillet 1988), la hausse est de 2,7 %.

En juillet, les produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % (+ 1,4 % en un an), les produits manufacturés de 0,6 % (+ 1,8 % en un an) les services de 0,5 % (+ 4,9 %). Les prix de l'énergie ont augmenté de 0,1 %

mais ont baissé de 0,6 % sur un an grâces à la baisse des produits pétroliers (- 0,2 % en un mois, - 1,4 % en un an).

Réserves de changes

396 milliards de francs pour la France

Les réserves de change de la France ont augmenté de 1,7 milliard en juillet, s'établissant en fin de mois à 396,8 milliards de francs. En un an - c'est-à-dire par rapport à fin juillet 1987 - les réserves de change ont baissé de 21,7 milliards de francs.

EN BREF

● ESPAGNE : 30 % de la population en dessous du seuil de pauvreté. - 27 millions d'Espagnols, soit 70 % de la population, ont des revenus annuels inférieurs ou égaux à 900 000 pesetas (environ 46 300 F), et 11,5 millions, soit 30 % des revenus inférieurs ou égaux à 500 000 pesetas (environ 27 700 F), ce qui situe ces derniers en dessous du seuil de pauvreté, selon un rapport de la confédération syndicale espagnole Union générale des travailleurs (UGT),

qui précise que, la croissance espagnole de ces dernières années « ne corrige pas les déséquilibres structurels qui sont à la base de la pauvreté ». - (AFP)

● M. Bernanos (CGPME) : ne pas remettre en cause la reprise. - La « situation économique et sociale est moins mauvaise qu'on n'aurait pu le craindre », estime M. Bernanos, président de la Confédération générale des PME. Mais il demande que « gouvernement, employeurs et salariés » ne remettent pas en cause les « progrès » par « des mesures démagogiques et des revendications irresponsables ». D'autre part, en raison des « retards pris dans les investissements créateurs d'emplois », il demande de réelles mesures d'allègement des charges et des contraintes des PME dans le budget 1989.

● La CGT : 3 millions de chômeurs. - La CGT, qui dénonce l'« ascension vertigineuse » du chômage, après la nouvelle hausse annoncée vendredi 25 août, chiffre le nombre de chômeurs, fin juillet, à 3 040 000, soit + 1,9 % en un mois et + 4,8 % en un an.

● Une délégation du CDCA réquis par le ministère du commerce et de l'artisanat. - Une délégation du CDCA (Comité de défense du commerce et de l'artisanat), le mouvement qui avait organisé, le samedi 27 août, une « opération escort » sur les autoroutes du Languedoc, sera reçue, le 31 août, au cabinet de M. François Dubin, ministre délégué chargé du commerce et de l'artisanat. L'ordre du jour portera « exclusivement » sur les problèmes de non-paiement des cotisations sociales par les membres du CDCA national », souligne le communiqué du ministère.

● La production devrait reprendre autour de « Piper-Alpha » à la fin de l'année. - L'exploitation de deux champs de pétrole et de gaz, arrêtés depuis l'incendie de la plateforme « Piper-Alpha » en mer du Nord, devrait reprendre vers la fin de l'année a déclaré, lundi 28 août, la compagnie Occidental Petroleum. La compagnie pétrolière a annoncé qu'elle allait réactiver la production sur les champs de Claymore et de Sloop dont les gaz, en forme de « Piper-Alpha », ont été dirigés sur d'autres destinations. La fermeture de six champs pétroliers tous reliés par oléoducs à « Piper-Alpha » prive les groupes propriétaires (Occidental et Texaco) de 200 000 barils par jour de production ce qui représente un manque à gagner quotidien de 20 millions de francs (*Le Monde* du 27 août).

LES FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCHNEIDER S.A.

Règlement de l'OPA sur TÉLÉMÉCANIQUE ÉLECTRIQUE

Compte tenu de l'ampleur des travaux de vérification et de régularisation des 2 000 dossiers de l'OPA, tous nominatifs, transmis à la B.N.P. qui tient le registre nominatif des actions TÉLÉMÉCANIQUE, la Société des Bourses Françaises (S.B.F.) avait indiqué, par avis du 22 juillet 1988, que les actions apportées au prix de 5 000 F payables à l'issue de l'offre, seraient réglées au cours de la première quinzaine d'octobre.

SCHNEIDER S.A., la S.B.F. et la B.N.P., soucieux d'accélérer le règlement des actions apportées à l'OPA, ont mis en œuvre des procédures d'exception qui devraient permettre à la S.B.F. de régler dans un premier temps les dossiers vérifiés comme réguliers à la fin de la première quinzaine de septembre. Les actionnaires ayant opté pour un règlement à 5 000 F par action seront payés, pour la plupart, dans les jours qui suivront chez l'intermédiaire financier ayant présenté le dossier.

SCHNEIDER S.A. vient à la disposition des autorités boursières les fonds nécessaires à ce règlement.

En outre, il a été demandé aux intermédiaires concernés que tout le nécessaire soit fait pour que les dossiers irréguliers puissent être réglés dans les meilleurs délais.

PASSEZ SUR LE BILLARD

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanoi - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

Économie

Deux points de vue sur le développement des petites et moyennes entreprises

La traite des PMI

par René Mayer
président d'honneur
de la Compagnie Boussoac-
Saint-Frères

L'HABITUDE a été prise en France de payer les fournisseurs par traite à trente, quarante, cinquante, voire cent jours. A ces délais déjà excessifs, il convient d'ajouter ceux de comptabilisation des factures, puis d'émission et d'encaissement des traites.

Les sommes dues sont donc ainsi payées avec un retard qui atteint ou dépasse couramment trois ou quatre mois. Elles constituent au profit du partenaire situé en aval dans la filière de production un crédit habituellement dénommé « crédit fournisseur ».

Certains acteurs économiques ont fondé leur prospérité sur l'exploitation systématique de ce mécanisme. Les frères Willot étaient connus pour ne payer leurs fournisseurs qu'à cent vingt jours. Les chaînes des grandes surfaces font payer leur clientèle à leurs caisses au comptant. Mais leurs centrales d'achat paient les fournisseurs à terme. Elles « séduisent » ainsi des trésoriers considérables et sont, de ce fait, courtisées par les banques, etc. Bref, ce sont les économiquement forts qui ont instauré ce système, car ils en bénéficient.

Ces dernières années, le rapport de force a évolué dans le sens d'une constante augmentation de la pression exercée par l'aval sur l'amont. Ainsi s'explique, au niveau financier, la transformation, par ailleurs très bénéfique, de l'économie française, qui est passée d'une économie de pénurie dominée par l'offre à une économie d'abondance aujourd'hui dominée par la demande.

Dans une chaîne de production, les éléments intermédiaires réussissent tant bien que mal à répercuter sur leurs propres fournisseurs une part de la pression qu'ils subissent. Il en résulte une cascade de crédits de fournisseurs à clients qui assure la stabilité du système et le dote d'une grande résistance au changement. En effet, toute modification dans les délais de paiement qui n'interviendrait qu'à un stade déterminé de la chaîne causerait à ce niveau d'insupportables besoins de trésorerie. Tout redressement ne pourrait donc être que très progressif et devrait s'opérer de proche en proche, tout au long du processus de production et de commercialisation.

Une course de lenteur

Dans cette course de lenteur, la puissance publique (Etat et collectivités) occupe une place à part. Certes, elle finit toujours par payer, ce qui écarte le risque de disparition de la créance. Mais, en revanche, les notions de délais et de trésorerie lui sont parfaitement étrangères. Elle n'en retrouve le sens que lorsqu'elle est à son tour en position créancière. Alors là, subitement, le délai de paiement prend un caractère absolument impératif qui rappelle au besoin luitiers et pénalités.

Pour assécher la trésorerie des entreprises et mettre en jeu leur existence s'ajoutent enfin les « réserves » fournies par les mauvais payeurs. Malheur au fournisseur qui n'a pas réussi à se faire payer avant enlèvement de la marchandise !

Oh ! certes, la législation a prévu une procédure allégée de recours aux tribunaux de commerce en cas de refus de paiement. Mais il suffit de faire état de constatations d'ordre technique, telles qu'une éraflure ou une couleur légèrement différente (dit-on) de l'échantillon commandé, pour que la justice reprenne son pas de sénateur : désignation d'un expert et décision dans deux ans. Mieux vaut alors transiger à la moitié du prix initialement convenu.

Les bénéfices que trouvent les banques à ces lenteurs et ces difficultés contribuent à conforter le système. D'une part, elles font travailler la trésorerie artificiellement dépeçée en aval. D'autre part, elles sont

appelées à combler les besoins en fonds de roulement créés en amont à toutes les étapes du processus de production. De plus, elles font payer tous les « services » qui découlent de ce système.

Tout le monde semble ainsi trouver son bénéfice ou, à tout le moins, prendre son parti d'un tel système qui est, en quelque sorte, entré dans nos mœurs.

Et pourtant que d'inconvénients il comporte !

1) Au niveau macro-économique, le paiement par traite alimente évidemment l'inflation, puisqu'il accroît la masse monétaire sans créer parallèlement de richesse.

2) Il organise la fragilité du tissu industriel. Les créances détenues, par les acteurs économiques les uns sur les autres, entraînent en effet des faillites en chaîne.

Il est de bon ton, dans certains milieux bien protégés, de considérer avec quelque condescendance que les entreprises qui déposent leur bilan sont des « canards boiteux », des outils de production sans marché, des sociétés imprudemment gérées. Mais quelle PME ou PMI est à l'abri dans un tel système ? De quelle perspicacité économique exceptionnelle faut-il que son responsable soit doué pour deviner, cent vingt jours à l'avance, que tel de ses clients n'honorera pas ses échéances ? Ou encore, de quel carnet de commandes piètrement faut-il disposer pour refuser une grosse commande sous prétexte que, dans quatre mois, il se peut que le client sur lequel votre banquier vous fournit aujourd'hui les meilleurs renseignements soit victime d'un accident de parcours ?

Lourdes pénalités

Il est clair que l'usage aujourd'hui répandu du « crédit fournisseur » est l'une des causes majeures des faillites en chaîne et que les risques de dépôt de bilan ne seraient pas ainsi transmis d'une entreprise à l'autre si les paiements avaient lieu dans des délais correspondant aux seules contraintes techniques de comptabilisation et de mandatement. C'est le « crédit fournisseur » qui transforme les filières industrielles en chaînes de cartes.

3) Le paiement à terme renchérit les coûts industriels français de frais financiers, taux d'escompte et autres « services » évoqués plus haut. Or est donc cette fameuse recherche de compétitivité industrielle dont il est tant question ?

4) On écrit souvent que les entreprises françaises sont trop endettées. On leur adresse le reproche de manquer de fonds propres. Mais a-t-on évalué la part des dettes à court terme dans leur endettement ?

A un moment où on se soucie enfin de relancer l'investissement pour moderniser un appareil de production dont la vétusté, dans certains secteurs, fait pitié, ne peut-on penser qu'un endettement artificiel à court terme est l'un des freins à la réalisation d'emprunts à moyen terme qui permettraient, eux, de financer l'achat de machines neuves ?

5) Le paiement différé s'oppose à la création d'entreprises nouvelles, et par conséquent à la régénération du tissu industriel français.

Tout d'abord, c'est aux sources mêmes du processus de production que le système exprime sa toxicité maximale. En effet, si une entreprise de semi-produits peut répercuter sur ses fournisseurs une part de ses besoins en fonds de roulement, il arrive un moment où cela n'est plus possible : le sous-traitant, qui, en bout de chaîne, propose ses services, n'a plus de fournisseur à qui réclamer un crédit. Or, s'il a des fournisseurs, ce sont des « gros » (fournisseurs d'énergie, de pièces de rechange, etc.) qui exigeront d'être payés au comptant et en fin de mois.

Or c'est aux extrémités des branches que pousse le plus de bourgeons. C'est là où se créent les

jeunes entreprises. Ce sont elles qui sont le plus lourdement pénalisées.

6) Enfin, ce système est anachronique dans un pays développé. C'est un profond paradoxe en effet qu'il ait pris cette ampleur au moment même où la « monétique », résultant de l'informatisation des processus comptables, financiers et bancaires, permettrait au contraire le paiement instantané, « en temps réel » comme disent les informaticiens.

Il est également anachronique par rapport à l'Europe. Si les Italiens pratiquent parfois aussi le paiement différé, les Allemands en revanche l'interdisent. Dans le cadre de la normalisation européenne, il est peu probable qu'ils acceptent de s'aligner sur un système aussi critiquable. lions-nous vers une Europe à deux vitesses ?

Certes s'offre à un gouvernement soucieux de revivifier le tissu industriel français.

De 1981 à 1986, les gouvernements de gauche ont pensé y parvenir en multipliant les aides à la création d'entreprise, à l'embauche de jeunes chômeurs, etc.

Ces aides morales, consommatives souvent décourageantes, n'ont que partiellement atteint leurs objectifs.

En 1988, un ministre de l'Industrie animé d'une idéologie aussi catégorique que désarmante a supprimé toutes les formes d'aides accordées par son ministère. L'apparition d'une nouvelle catégorie juridique de sociétés, celle des « sociétés unipersonnelles », simple transformation d'activités antérieurement classées « individuelles » ou « libérales », a permis de soutenir les statistiques, mais sans modifier la réalité : il est moins que jamais à la portée d'un jeune de créer une entreprise à vocation industrielle, aussi modeste soit-elle. Un solide soutien financier lui est indispensable.

Puisse le nouveau gouvernement comprendre que le ronds des paiements différés, si elle fournit de l'activité aux institutions financières et de gros profits supplémentaires à la grande distribution, enlève des ressources là où elles-ci seraient les plus fertiles, fragilise le tissu industriel et n'est en réalité qu'un effet pervers du développement, par ailleurs éminemment souhaitable, des forces du marché.

S'inspirer du droit allemand

Pour redresser l'industrie française, beaucoup souhaitent aider l'investissement. Il serait parallèlement judicieux de juguler une hémorragie qui l'anémie, alimente l'inflation, handicape la compétitivité et la capacité de modernisation de l'outil industriel, suspend une épée de Damoclès au-dessus des entreprises existantes et inhibe la création d'entreprises nouvelles.

En s'inspirant directement, l'Etat sera toujours taxé d'interventionnisme et d'arbitraire. De plus, les aides directes alourdissent son budget, donc les impôts. En revanche, le législateur serait dans son rôle en fixant les règles du jeu de telle manière que le pot de fer ne puisse plus briser le pot de terre, le « gros » racketter la faible et la distribution épuiser l'industriel.

Pour atteindre ce résultat, il faut s'inspirer du droit commercial allemand et :

- Poser comme un principe que ce qui est dû doit être payé immédiatement, sans autre délai éventuel que technique (mandatement fin de mois) ; bannir le crédit entre entreprises ; si un crédit est nécessaire, il doit être le fait d'un établissement spécialisé et exclure toute menace pesant sur l'existence du fournisseur ;

- Jeter les bases d'un crédit financier apte à tirer parti des techniques modernes ; établir un contrat normalisé (assort d'un relevé d'identité bancaire) qui, à la manière des traites actuelles, provoquera le paiement (ou la consignation) automatique des sommes dues, à la date déterminée pour la réception des fournitures ;

- En cas de contestation, inverser la charge de la preuve. Le paiement (ou la consignation des sommes) doit être la règle. Le non-paiement ou le paiement partiel ne doit plus relever de la décision unilatérale de celle des deux parties qui y a un intérêt direct et évident mais de la décision impartiale d'un juge qui appréciera si la livraison était ou non conforme à la commande.

Voici une proposition qui, au niveau politique, devrait reconnaître le désir de justice des uns, le libéralisme des autres et le souci général de créer des emplois et de protéger le tissu industriel français.

Pour une politique de tissu industriel

par Georges Vianès
ancien directeur général
du développement régional
aux ministères de l'Industrie
et de la recherche

DEPUIS la précédente décennie l'emploi industriel diminue en France au rythme de plus de cent mille postes de travail par an (cent vingt mille en 1987). Cette diminution affecte surtout les grandes entreprises industrielles qui ont perdu six cent mille emplois de 1978 à 1985, leurs effectifs passant de 2,7 millions à 2,1 millions, et pour une moindre part les petites et moyennes entreprises (PMI) qui ont perdu au cours de la même période deux cent mille emplois, leurs effectifs passant de 1,8 à 1,6 million.

Il est clair que les grandes entreprises françaises ne seront plus globalement créatrices d'emplois avant de longues années en raison tant des restructurations encore nécessaires que de leurs progrès de productivité. Au mieux peut-on espérer ralentir, voire à terme stopper, la diminution de leurs effectifs.

Le retard de la France

Les seuls gisements d'emplois industriels se trouvent donc dans les PMI, qui représentent 45 % de l'emploi industriel, soit une part supérieure à leur chiffre d'affaires ou à leur valeur ajoutée, et sont particulièrement aptes à exploiter les possibilités nouvelles de marchés en constante évolution.

Cela est d'autant plus vrai que la France est très en retard par rapport à ses grands concurrents industriels, tant par le soutien public à ces entreprises qu'en ce qui concerne leur poids économique. L'ensemble des PMI allemandes a un poids industriel supérieur à celui de toutes les grandes entreprises françaises. Au Japon, les PMI représentent les trois quarts des emplois et la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie. Les deux principaux pays au monde à avoir développé leur emploi industriel dans la présente décennie, à savoir

les Etats-Unis et le Japon, le doivent essentiellement à leurs PMI.

L'impératif de la lutte contre le chômage comme les exigences de la croissance industrielle et l'adaptation de notre appareil industriel au marché unique imposent donc à la France d'avoir une politique en faveur des PMI.

Cette politique a une dimension nationale : abaissement spécifique du coût du crédit, encouragements accrus à la création et à la transmission d'entreprises... Mais c'est surtout une politique de tissu industriel qui doit permettre à ces entreprises de trouver l'environnement le plus propice à leur création ou à leur expansion.

Une dimension régionale

Depuis que la décentralisation a donné de nouvelles responsabilités économiques aux collectivités territoriales, la dimension régionale et locale de cette politique en liaison avec l'aménagement de notre territoire est devenue prépondérante. Son instrument de base existe : ce sont les contrats de plan Etat-régions qui devraient connaître une nouvelle jeunesse avec la volonté du gouvernement de redonner un rôle accru au Plan.

Ses modalités sont connues : soit qu'elles aient déjà été utilisées avec succès (fonds régionaux d'aide au conseil extérieur), soit qu'elles aient fait l'objet d'expériences positives (plans technologiques régionaux, plans productifs régionaux, aides régionales à l'embauche de cadres, etc.).

Le grand avantage d'une politique régionale est de permettre de hiérarchiser et d'adapter les mesures en fonction de la diversité des tissus industriels régionaux et locaux concernés en liaison avec les collectivités responsables de leur développement. En effet, la principale caractéristique des PMI est leur diversité.

Entre les petites entreprises de technique traditionnelle et les entreprises de pointe, entre les entreprises

de sous-traitance et les entreprises exportatrices, entre les bassins industriels du Nord et de l'Est et la « diagonale aride » qui va des Ardennes aux Pyrénées, les problèmes et les besoins des PMI sont bien différents.

Sous cette réserve, les axes d'une telle politique sont évidents, soit à partir de nos propres expériences, soit à partir des exemples étrangers, et notamment de la politique allemande du Mittelstand. Ce sont principalement :

- La modernisation des entreprises par la diffusion des nouvelles technologies (productique, micro-électronique...);
- La qualité des produits ;
- La recherche-développement et l'innovation ;
- La formation professionnelle ;
- L'embauche de cadres techniques et commerciaux.

L'enjeu est d'aider beaucoup de ces entreprises à valoriser leurs ressources humaines, à adopter les nouvelles technologies et les nouvelles méthodes de production ou à accroître leur investissement immatériel. Le pari industriel de la fin du siècle est celui de l'intelligence. Il appartient aux chefs d'entreprise et aux salariés de le gagner, mais il appartient aussi aux responsables de tous niveaux de les y aider pour le bien commun.

* Les données quantitatives utilisées sont extraites de l'ouvrage d'A. Bucaille et B. Costa de Beauregard : *PMI - Enjeux régionaux et internationaux*.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Une porte ouverte sur les meilleurs services bancaires

Le Bureau de représentation de Paris de la Mitsui Bank devient aujourd'hui une succursale en vue d'élendre ses services directs auprès de sa clientèle en France.

La Mitsui Bank se tient à l'avant-garde de l'innovation en matière de services financiers. Tant dans les activités bancaires commerciales que dans les opérations sur le marché des capitaux, la Mitsui Bank dispose de l'expérience et des compétences nécessaires pour répondre aux besoins les plus complexes de ses clients dans le monde. Son Directeur Général, M. Susumu Sekemoto, se fera un plaisir de vous expliquer ce qu'une banque ancienne peut faire avec des idées résolument contemporaines.

MITSUI BANK

Siège social de Paris :
33, Avenue Hoche, 75008 Paris, France
Tél : 4562-6644 Télécopieur : 425-7941
Directeur Général : Susumu Sekemoto

Siège de la Division Europe :
3 London Wall Buildings, London Wall, London EC2M 5PD, Royaume-Uni Tél (01) 256-9494 Télécopieur : (01) 256-9378

Siège social :
1-2, Yurakucho 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japon Tél : (03) 501-1111 Télax : J22378, J22559, J22643, J22644

FAITES SAUTER LA BANQUE

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanou - La bataille navale

JEUX

36.15. LEMONDE

Marchés financiers

Refusant les conditions du Fed

La Banca Commerciale Italiana abandonne son offre sur une banque new-yorkaise

Après une bataille d'un an, la Banca Commerciale Italiana (la Comit), la seconde banque italienne, a annoncé, lundi 29 août, à Rome, qu'elle renonçait à son OPA sur Irving Bank, une importante banque de New-York. Ce retrait fait suite aux obstacles créés à ce projet par le Federal Reserve Board, l'organisme chargé du contrôle du secteur bancaire aux Etats-Unis.

La Comit avait lancé une OPA amicale sur 51 % du capital d'Irving Bank pour une valeur de 840 millions de dollars (environ 5 milliards de francs). Les dirigeants d'Irving avaient pris parti en faveur de la banque italienne, alors qu'ils étaient l'objet d'une contre-OPA lancée par la Bank of New York Corp. Cette dernière se proposait d'acquérir la totalité du capital d'Irving pour 1,4 milliard de dollars.

Pour expliquer son abandon, la banque italienne invoque les difficultés créées par les autorités américaines. Dans une lettre du 19 août, le Fed - Réserve fédérale américaine - aurait fait savoir à la Comit que l'offre des Italiens ne devait pas être proposée par la Comit, mais par sa maison mère, l'IRI, holding publique contrôlant la Comit. Dans un

tel cas, l'IRI aurait dû se soumettre aux contrôles et réglementations de la loi bancaire américaine (la Bank Holding Company Act). L'IRI, ayant des actifs industriels et bancaires, il aurait, par exemple, dû demander une dérogation pour pouvoir prendre une participation majoritaire dans une banque américaine. Ne souhaitant pas soumettre l'IRI aux contrôles d'une institution étrangère, les Italiens ont donc abandonné leur projet. La Comit a informé les dirigeants de l'Irving Bank que les accords conclus précédemment « ne tenaient plus », et que l'offre d'achat était « retirée ».

Les milieux bancaires italiens s'inquiètent d'une telle situation et voient un comportement « protectionniste » dans l'attitude des autorités américaines. La plupart des grandes banques transalpines (le Banco di Roma, le Crédito Italiano, le Banco Santo Spirito) étant liées à l'IRI, on se demande, à Rome, si la décision du Fed ne leur ferme pas toute perspective d'acquisitions outre-Atlantique.

Quant à la Banque Irving, il lui sera désormais difficile de s'opposer au dernier combattant encore en lice, la Bank of New York.

Un nouveau géant financier

Commercial Credit achète Primerica

La société américaine de crédit à la consommation, Commercial Credit Group, va acquérir pour 1,7 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs), Primerica Corp., une société d'assurances et de services financiers trois fois plus grosse qu'elle, a indiqué lundi 29 août à New-York un communiqué publié par Primerica. Cette absorption donnera naissance à l'un des principaux groupes de services financiers aux Etats-Unis qui devrait rapidement se situer au niveau de Merrill Lynch et d'American Express.

Les deux sociétés conduiront leurs activités sous la raison sociale de Primerica. M. Sanford Weill, président de Commercial Credit, prendra la direction du nouveau groupe et M. Gerald Tsai, le président actuel de Primerica, en deviendra le directeur général. La société

absorbée connaissait quelques difficultés : Primerica avait en effet acquis, pour 750 millions de dollars et quelques mois avant le krach boursier, une firme de courtage, Smith Barney.

Cette société avait fortement alourdi le passif de Primerica estimé à 2 milliards de dollars. La société de courtage avait ensuite fortement souffert de la chute des activités, notamment dans le secteur des obligations municipales, l'un de ses domaines d'intervention.

En 1987, le chiffre d'affaires de Primerica avait été de 3,8 milliards de dollars, son bénéfice net de 199 millions de dollars. Pour la même année, Commercial Credit avait réalisé un chiffre d'affaires de 912,3 millions de dollars et un bénéfice d'exploitation de 101,5 millions.

La Dresdner Bank entre dans la banque turque BNP-AK Bankasi

La Dresdner Bank a pris une participation de 30 % dans le capital de la banque turque BNP-AK Bankasi AS (Istanbul), a indiqué, le lundi 29 août, un communiqué de la deuxième banque allemande. A l'issue de cette opération, le capital de la banque turque est détenu à 30 % par la BNP, à 30 % par la Dresdner et à 40 % par la AK Bank TAS, l'une des principales banques d'affaires turques. Spécialisée dans le financement d'opérations commerciales, la banque, créée en 1985, devrait changer de raison sociale et devenir la BNP-AK-Dresdner Bankasi.

Cette prise de participation est significative d'abord de l'intérêt nouveau de la banque allemande pour la Turquie. Il s'agit de la première opération de ce type, alors que la RFA est le principal partenaire commercial de la Turquie. Elle confirme ensuite les bonnes relations qu'entretiennent les banques française et allemande : « La BNP et la Dresdner Bank, déjà associées dans d'autres filiales, trouvent dans cet accord une nouvelle possibilité de développer leur collaboration », note la BNP dans son communiqué.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOIRON

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PREMIER SEMESTRE : + 18,5 %

(En millions de francs)	1988	1987	ÉVOLUTION
BOIRON	262 250	224 779	+ 16,7 %
Groupe BOIRON	374 800	241 574	+ 55,1 %
A structure comparable	286 391	241 574	+ 18,5 %

Après le deuxième trimestre, l'évolution de l'activité a été dans l'ensemble conforme aux tendances constatées depuis le début de l'année.

Le chiffre d'affaires des filiales étrangères continue de progresser sur un rythme de plus de 25 %.

Pour l'ensemble de l'année 1988, le chiffre d'affaires consolidé ne devrait pas être inférieur aux prévisions (770 millions de francs).

Ces éléments permettent de confirmer la prévision d'un résultat net consolidé d'environ 33 millions.

UNE PRIORITÉ POUR LE GROUPE BOIRON : LA RECHERCHE

Les résultats des recherches développées avec le concours de BOIRON et de LHF, depuis plus de cinq années, dans plusieurs laboratoires français et étrangers sur l'effet de dilutions homéopathiques de diverses substances ont fait l'objet, en particulier, d'une publication dans la revue scientifique *Nature*.

L'importance de ces travaux, relevée par le monde scientifique comme par la presse, a été à l'origine d'une vive polémique, à la hauteur de l'enjeu scientifique et économique de l'« infinitésimal habermasien ».

Le groupe BOIRON entend poursuivre sa politique consistant à confier ses programmes de recherche à des équipes internationalement réputées pour la rigueur et la qualité de leurs travaux.

MINITEL : dès le 1^{er} octobre prochain, nos informations financières seront également diffusées par le minitel du CLUB BOIRON SANTÉ (code 3615 BOIRON).

NEW-YORK, 29 août ↑

Réaction technique

Après plusieurs séances de baisse assez marquée la semaine précédente, la Bourse de New-York a rebondi, lundi, dans un marché très calme, où le volume des échanges était « dérisoire ». En effet, seulement quelque 99 millions de titres ont été échangés.

L'indice Dow Jones a gagné 24,01 points, soit près de 1,2 % à 2 041,43.

Les opérateurs estimaient que cette reprise était purement technique. Ils l'attribuaient à des achats réalisés sur les titres qui ont le plus baissé au cours des dernières séances. Une très légère détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire serait également responsable de la remontée des cours.

Pour les spécialistes, le marché devrait encore être très calme les jours prochains, jusqu'à la fête du travail lundi prochain. Dans cette ambiance de léthargie, les professionnels hésitent à émettre une idée sur le conjoncture. Tout le monde attend les statistiques sur le chômage, qui seront publiées vendredi.

Foodmaster, qui fait l'objet d'une OPA, a progressé de plus de 7 points, à près de 118 dollars. Faiblesse de McGraw Hill et de Tenneco.

VALEURS	Cours de 28 août	Cours de 29 août
Alcoa	50 1/4	51 3/8
A.T.T.	25	25 1/8
Chrysler	27 7/8	28 1/2
Du Pont de Nemours	90 1/8	90 5/8
Eastman Kodak	42 1/2	43 1/8
Exxon	48 1/4	48 3/4
Ford	48 3/8	48 1/4
General Motors	71 7/8	72 5/8
Goodyear	69 3/8	69 5/8
IBM	171 1/4	172 1/8
J.P. Morgan	47 3/4	47 3/4
McDonald	43 3/8	43 1/8
Pfizer	50 3/8	50 3/4
Schlumberger	33 3/4	33 3/8
Texas	46 3/8	46 3/8
U.S. Steel	86 3/4	86 3/4
Westinghouse	27 1/4	27 3/4
Yale	40 1/2	40 1/2
Yale Corp.	33 7/8	33 7/8

LONDRES, 29 août

La Bourse et les marchés des changes et des matières premières étaient fermés, lundi, à Londres, en raison de la fête du Bank Holiday.

Indice CAC 40 : plus de mille contrats traités par jour

Une semaine après leur lancement, les transactions de gré à gré à terme sur l'indice boursier CAC 40 atteignent un volume moyen quotidien d'échanges de 1 093 contrats, selon la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFF).

Ces organismes, qui a permis à ses adhérents de bénéficier de systèmes d'enregistrement THS (transactions hors séance) du MATIF, président de la Chambre de compensation (sur ceux) de la Chambre de compensation ont signé « la convention THS CAC 40 ». « Vingt-quatre intervenants ont, à ce jour, traité sur ce nouveau contrat, réalisant une moyenne de soixante-dix opérations par jour », ajoute la CCIFF.

L'ouverture du marché réglementé officiel à la criée sur ce type d'instrument financier à la Bourse de Paris est prévue pour le mois de novembre.

VALEURS	Cours de 29 août	Cours de 30 août
Alcatel	625	622
Bégin	1 270	1 300
Cannon	1 450	1 480
Edelweiss	3 115	3 120
Falck	2 070	2 080
Marconi	2 850	2 810
Matras	895	895
Sony Corp.	8 020	8 090
Telex	2 800	2 810

FAITS ET RÉSULTATS

Texaco versera 1,25 milliard de dollars au gouvernement fédéral américain en paiement de l'énergie à définitivement approuvé, le lundi 29 août, un accord avec Texaco, aux termes duquel la compagnie pétrolière américaine s'est engagée à reverser 1,25 milliard de dollars (8 milliards de francs) au gouvernement fédéral pour avoir vendu trop cher du brut pendant la période où son cours était contrôlé. Le montant de ce règlement à l'amiable est le second plus important obtenu par les autorités fédérales dans leurs efforts pour récupérer les surfacturations auxquelles se sont livrées des compagnies pétrolières entre 1973 et 1981, période au cours de laquelle les cours du brut étaient des plus élevés pendant cette période étaient réglementés.

Paribas : les actionnaires récompensés de leur fidélité. — Les actionnaires de Paribas ont reçu, en janvier 1987, quatre actions lors de la privatisation du groupe au prix de 405 F, vont être récompensés de leur fidélité. S'ils ont gardé leurs titres pendant les dix-huit mois qui ont suivi cette opération, ils vont recevoir prochainement l'équivalent de 4 410 F d'une action Paribas en cash, soit 160 F. Lors de la privatisation, les petits porteurs n'avaient pu recevoir les dix actions par action privatisée par la loi en raison du succès remporté par cette première privatisation réalisée par le gouvernement français.

Dégrèvement : hausse de 18 % du chiffre d'affaires. — La société Dégrèvement (Lyonnaises des caux) a enregistré une hausse de 18 % de son chiffre d'affaires au cours du premier semestre, à 731,36 millions de francs, contre 621,07 millions sur la même période en 1987.

PARIS, 29 août ↓

Morosité

La bonne mine des investisseurs, empruntée au soleil des vacances d'août, s'est très vite renfrognée lundi. En effet, à la Bourse, la grisaille et le morosité accentuèrent au fil des cotations.

En baisse de 0,08 % au cours des tout premiers échanges, l'indice boursier a perdu, en fin de journée, 0,18 % dans un marché assez peu animé.

La sensible baisse de Tokyo, dans la matinée, n'était pas étrangère à ce mouvement. En effet, un peu partout, le pessimisme gagne du terrain après le relèvement généralisé des taux d'intérêt en Europe, dont le signal de départ avait été donné au début du mois par les Etats-Unis. Les analystes ne sont pas persuadés que cette remontée des taux soient suffisante pour calmer les tensions inflationnistes constatées, notamment aux Etats-Unis. Ils ont donc peur que la « guerre des taux » ne soit pas achevée. Il semble que, lundi, le dollar anticipait sur certaines places un mouvement, en regardant du terrain après avoir bien reculé à la fin de la semaine dernière.

Dans ce contexte de « manque de visibilité », les principaux détenteurs d'ordres qui ont par exemple les compagnies d'assurances ne voient pas l'avenir en rose. Ils déclarent notamment ne pas avoir l'intention d'acheter dans les prochains mois, et certains évoquent même la possibilité de vendre.

Les bons résultats trimestriels des sociétés françaises ne rassurent pas à leur faire changer d'avis, déclarait un professionnel. Pour la première fois depuis longtemps, les « grandes valeurs » étaient touchées lundi : Saint-Louis, L'Oréal, Navigation, etc.

Sur le marché hors cotés, la cotation de Saurier-Duval Eau chaude-Chauffage a été suspendue en raison d'un projet d'opération financière.

Sur le MATIF, les cours étaient en hausse de l'ordre de 10 %, déclarait un professionnel. Pour la première fois depuis longtemps, les « grandes valeurs » étaient touchées lundi : Saint-Louis, L'Oréal, Navigation, etc.

Après quelques séances de baisse, la Bourse de Tokyo s'est raffermie, mardi, en raison notamment de la reprise constatée quelques heures plus tôt à Wall Street. L'indice Nikkei a gagné 1,8 % à 132,55 points, à 27 511,65, soit une hausse de 0,48 %. Les investisseurs institutionnels, inquiets de la baisse sensible constatée notamment lundi, seraient à l'origine de la remontée des cours, affirmèrent les professionnels. Car pour beaucoup, le temps n'est pas encore venu d'acheter, mais d'attendre des analystes. Les investisseurs veulent être fixés sur l'évolution des taux d'intérêt. En tout cas, il n'est pas question, pour l'instant, d'une hausse du taux de l'escompte au Japon. Le ministre des finances, M. Kichii Miyazawa, s'en est affirmé mardi.

TOKYO, 30 août ↑

Reprise

Après quelques séances de baisse, la Bourse de Tokyo s'est raffermie, mardi, en raison notamment de la reprise constatée quelques heures plus tôt à Wall Street. L'indice Nikkei a gagné 1,8 % à 132,55 points, à 27 511,65, soit une hausse de 0,48 %. Les investisseurs institutionnels, inquiets de la baisse sensible constatée notamment lundi, seraient à l'origine de la remontée des cours, affirmèrent les professionnels. Car pour beaucoup, le temps n'est pas encore venu d'acheter, mais d'attendre des analystes. Les investisseurs veulent être fixés sur l'évolution des taux d'intérêt. En tout cas, il n'est pas question, pour l'instant, d'une hausse du taux de l'escompte au Japon. Le ministre des finances, M. Kichii Miyazawa, s'en est affirmé mardi.

VALEURS	Cours de 29 août	Cours de 30 août
Alcatel	625	622
Bégin	1 270	1 300
Cannon	1 450	1 480
Edelweiss	3 115	3 120
Falck	2 070	2 080
Marconi	2 850	2 810
Matras	895	895
Sony Corp.	8 020	8 090
Telex	2 800	2 810

PARIS :

Second marché (indication)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	302	300	Int. Metal Service	372	365
Amalg. & Associés	520	520	La Commande Econ.	350	336
Ayrol	248	248	Le gd livre de poche	288	288
B.A.C.	425	425	Leos Investement	286	285 10
B. Dumonty & Assoc.	436 80	434	Louise	180	180
B.I.C.M.	324	323	Maria Immaculée	228	228
B.I.P.	530	530	Métallurg. Michels	130 10	124 80
Bolton	377	375	Micrologie Informat.	408	403
Bolton Technologies	860	860	Microware	120	118
Bolton	1050	1050	M.I.M.M.	510	505
Châles de Lyon	1381	1357	Noble	215 10	210 50
Colson	746	737	Novel-Delmas	824	824
Cofid	830	830	Onco-Logiciel	167 80	167 80
C.A.L.-de-Fr. (C.C.I.)	285	285	On. Gen. Fr.	303	303
C.A.T.C.	123	123	Prebunq (C. In. & Fin.)	88	88
C.D.M.E.	921	921	Prévision Assurance	405	405
C.E.S.I.D.	730	713	Publinter. Riploch	430	430
C.E.P.	730	713	Reed	796	791
C.E.P. Communication	1420	1420	St-Gabriel-Solidarité	182	184
C.G.I. Informatique	700	700	S.C.G.P.M.	310	310
Crestas d'Origny	517	515	Sega	374	377 50
C.I.M.M.	330	330	Sema-Méca	480	488
Colson	798	785	S.E.P.	1370	1302
Châles	400	400	S.E.P. Fin.	370	370
Dafin	218	209 20	S.M.T. Energ.	610	610
Dagblat	918	918	Solwing	285	285
Dentilly	670	680	TFI	236 20	232
Deryle	800	801	Union	185	182 50
Edison	1071	1063	Union Financ. de Fr.	388	388
Edison (Beland)	110	105 80	Valeurs de France	218 80	220
Elysee Investis.	27 10	27 10	Banque Hydro-Energie	332	332
Financ.	228	228			
Géralat	446	430			
Guy Degrange	248 80	248			
I.C.A.	210	210			
I.O.A.	210	210			
I.G.F.	120	122			
R.I.	180	184 80			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables

le 29 août 1988

Nombre de contrats : 6 205.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	448	6	—	25,50	—
CGE	280	25	—	5	—
EP-Agincourt	300	0,50	6,50	—	50
Lafarge-Coppée	1 280	115	—	6	29
Michelin	180	13	22	3,80	10
Milb	1 161	115	—	7	32
Paribas	360	42	—	1,10	6
Pangout	1 100	65	—	23,50	59
Saint-Gobain	480	12	—	9,50	28
Société générale	400	14	—	13	—
Thomson-CSF	180	5	13	7,50	13,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 août 1988

Nombre de contrats : 27 134

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	102,85	101,45	100,35
Précédent	102,50	101,15	99,95

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 88	Déc. 88	Mars 88
102	0,85	0,98	1,40	—

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,35 F ↑

Le dollar a poursuivi sa lente remontée sur des marchés calmes. A Paris, le billet vert a coté 6,35 F, contre 6,3445 F la veille. En l'absence d'interventions des banques centrales, il s'est également raffermi par rapport au deutschemark à Francfort.

FRANCFORT	29 août	30 août
Dollar (en DM)	1,8880	1,8725

TOKYO

Dollar (en yen)	134,20	134,39
-----------------	--------	--------

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 août)	77/6-79/6
New-York (29 août)	11/843/6

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)

Valeurs françaises : 121,4

Valeurs étrangères : 114,6

(Staf, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 348,2

(Staf, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 278,1

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles : 2 017,

Marchés financiers

BOURSE DU 29 AOUT

Cours relevés à 17 h 30

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '%'. Includes sub-sections for 'Comptant' and 'SICAV'.

Table containing 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' with columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', 'COURS DES BILLETS', and 'MONNAIES ET DEVISES'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

PARIS:
VALEURS
LA BOURSE DE PARIS
36
L'ÉCONOMISTE

ATIF
INDICES

LE BANQUE DES DÉPÔTS

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, TÉLÉMATIQUE. Lists various news items and their page numbers.

Devant les jeunes du CDS « L'ouverture ne peut être que la formation d'une coalition » assure M^{me} Simone Veil

M^{me} Simone Veil a pris la parole, lundi 29 août à Locudy (Finistère) devant les jeunes du CDS. Elle a estimé que « l'ouverture ne peut être crédible que dans la mesure où elle permettrait la constitution d'une véritable majorité parlementaire construite sur des bases et des engagements solides et précis ».

M. Mauroy juge « inopportunes » les déclarations de M. Rausch

M. Pierre Mauroy a jugé « inopportunes » les déclarations de M. Jean-Marie Rausch, ministre centriste chargé du commerce extérieur, selon lesquelles M. Raymond Barre « pourrait être le second premier ministre » de la législature.

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a également évoqué, lundi, les propos de M. Rausch au Journal du dimanche, estimant que le ministre centriste avait été « un peu rêveur » et que la succession de M. Michel Rocard « est une question prématurée, qui n'a pas lieu d'être ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 août Légère reprise Comme Wall Street, la veille, et Tokyo, la Bourse de Paris retrouvait mardi matin le chemin de la hausse, avec, en séance, un indicateur instantané à +0,48, après une ouverture à +0,36.

LASSERRE EST OUVERT 17, avenue Franklin-Roosevelt 43-59-53-43 - 43-59-87-45

TAPIS PERSANS FAITS MAIN exceptionnellement soldés à 30% 50% et à MAISON DE L'IRAN 65, Champs-Élysées (8^e)

Le conflit du Sahara occidental

Le Maroc donne son « accord de principe » au plan de paix de l'ONU Genève (Nations unies). - Le ministre marocain des Affaires étrangères, M. Abdelatif Filali, a annoncé mardi 30 août que le Maroc avait donné son « accord de principe » au plan de paix du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental.

M. Jacques Latscha nouveau membre du Conseil constitutionnel

M. Jacques Latscha a été désigné, le lundi 29 août, par M. Alain Poher, président du Sénat, pour devenir membre du Conseil constitutionnel, en remplacement de Maurice-René Simonnet, membre de cette institution depuis 1984.

La publication du livre « Trois cents médicaments pour se surpasser »

L'éditeur André Balland est inculpé Trois jours après l'ouverture de l'information judiciaire démasquée par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (le Monde daté 28-29 août), M. André Balland, éditeur de l'ouvrage Trois cents médicaments pour se surpasser physiquement et intellectuellement, a été inculpé, lundi 29 août, de « présentation de produits stupéfiants sous un jour favorable » et d'« infraction à la législation sur la publicité des médicaments ».

Des collecteurs assermentés pour les parcmètres parisiens

Après l'inculpation de vingt et un employés du service de collecte de l'argent des parcmètres (soit près de la moitié des effectifs, qui totalisent quarante-neuf personnes) (le Monde du 27 août), le maire de Paris a annoncé qu'elle a fait appel, pour recueillir les fonds, à vingt-cinq « inspecteurs assermentés de la ville de Paris, relevant du corps des inspecteurs de sécurité de la direction des parcs, jardins et espaces verts ».

Relais Louis XIII Réouverture MENU DE JEUNER 190 Frs s.c vins en sus 8, rue des Grands Augustins Paris 6^{ème} Tel. 43 26 75 96

Après la catastrophe de Ramstein La patrouille acrobatique italienne limitera ses figures aériennes

Si l'Allemagne fédérale a décidé d'interdire désormais toute démonstration militaire d'acrobatie aérienne au-dessus de son territoire après le drame de Ramstein, l'Italie, en revanche, a choisi de maintenir le programme des présentations de sa patrouille, « les Flèches tricolores », tout en acceptant de revoir certaines des figures prévues, en attendant les résultats de l'enquête.

On ignore encore les causes exactes de la collision, survenue pendant une manœuvre jugée assez audacieuse de la patrouille acrobatique italienne. Cette figure, surnommée la « bombe », est l'occasion pour le « solo » de la formation de rejoindre quatre de ses équipiers avant qu'ils ne se croisent, à basse altitude, avec les cinq autres pilotes de la patrouille.

Après avoir rendu compte à son ministre de la défense, à Rome, le chef d'état-major de l'armée de l'air italienne a indiqué que la suspension ou l'annulation des activités des « Flèches tricolores » n'étaient pas envisagées. Il a estimé que la formation n'avait pris aucun risque inutile et annoncé que la patrouille honorerait ses engagements pour 1988 en réexaminant, néanmoins, ses démonstrations après la perte de trois pilotes et compte-tenu des avions restants.

Le 3 septembre, à Fribourg, que les autorités helvétiques n'ont pas interdite. Interdiction en RFA En Allemagne fédérale, cependant, le ministre de la défense, M. Rupert Scholz, a décidé que plus aucune démonstration militaire d'acrobatie aérienne n'aurait désormais lieu au-dessus du sol allemand.

Sportifs, attention !

Sportifs, attention cette spécialité contient un principe actif pouvant induire une réaction positive des tests pratiqués lors de contrôles antidopage. Cet avertissement sera porté sur quelque six cents spécialités, en vente libre ou sur ordonnance, figurant sur la liste de substances des produits prohibés du Comité international olympique.

ITALIE : l'invitation adressée à M. Dubcek par l'université de Bologne est reportée. - L'université de Bologne a annoncé, le dimanche 28 août, qu'elle reportait au 12 novembre la cérémonie au cours de laquelle un doctorat honoris causa doit être décerné à l'ancien chef du PC tchécoslovaque, M. Alexandre Dubcek.

Après la catastrophe de Ramstein

La patrouille acrobatique italienne limitera ses figures aériennes

Selon la police ouest-allemande, la chute de trois des avions italiens, dimanche 28 août, sur l'aérodrome de Ramstein, a provoqué la mort de quarante-trois personnes, formellement identifiées à ce jour, mais le bilan risque d'être plus lourd étant donné l'état de certaines des trois cent quarante blessés soignés.

relevant de la juridiction des alliés. Toutefois, cette initiative du ministre de la défense a été saluée par une large partie de l'opinion ouest-allemande où des voix s'élevaient, de plus en plus nombreuses, pour réclamer, en outre, l'arrêt des vols d'entraînement militaire à basse et très basse altitude. Dès lundi après-midi, vingt-quatre heures après le drame, les vols d'avions de chasse américains ont repris depuis Ramstein.

A Bonn, le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, a reçu de nombreux témoignages et messages de condoléances de la part de chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers. Notamment MM. Ronald Reagan, François Mitterrand et M^{me} Margaret Thatcher, tandis que Jean-Paul II exprimait sa « profonde douleur » dans un télégramme à l'évêque de Speyer.

La décision ministérielle a été critiquée par l'opposition social-démocrate en RFA, qui considère que M. Scholz n'est pas habilité à autoriser ou à interdire des manifestations organisées sur des terrains

LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

foire européenne strasbourg

POUR L'EUROPE DE 1992 LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE isic DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE

isic Ecoles de commerce et de gestion du Groupe isic DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 348, rue de Vaugirard 75015 PARIS